

UNIVERSITE DE NANCY - FACULTÉ DE DROIT

L'industrie roumaine et la crise mondiale

THÈSE
POUR LE DOCTORAT DE L'UNIVERSITÉ DE NANCY
(Mention Sciences économiques)

présentée et soutenue le mardi 4 Février 1936, à 14 heures

PAR

Édouard GRUNBERG

Membres du Jury :

Président : M. BROCARD, professeur.

Assesseurs : M. DE MENTHON, professeur.
M. MARCHAL, agrégé.

PARIS

LIBRAIRIE PICART

59. Boulevard Saint-Michel, 59

1936

UNIVERSITE DE NANCY - FACULTÉ DE DROIT

L'industrie roumaine et la crise mondiale

THÈSE

POUR LE DOCTORAT DE L'UNIVERSITÉ DE NANCY

(Mention Sciences économiques)

présentée et soutenue le mardi 4 Février 1936, à 14 heures

PAR

Édouard GRUNBERG

Membres du Jury :

Président : M. BROCARD, professeur.

Assesseurs : M. DE MENTHON, professeur.

M. MARCHAL, agrégé.

PARIS

LIBRAIRIE PICART

59, Boulevard Saint-Michel, 59

1936

FACULTÉ DE DROIT DE NANCY

Doyen: M. SENN (*, ̶, ̶ I).

Doyens honoraires: MM. GÉNY (C *, ̶ I), MICHON (*, ̶ I).

Professeurs honoraires:

MM. MAY (*, ̶ I).

ROLLAND (̶ I).

MOREL (̶ I).

GÉNY (C *, ̶ I).

RENARD (̶ I).

Maître de conférences honoraires: M. MÉLIN (̶ I), docteur en droit.

MM. GÉNY (C *, ̶ I), professeur de Droit privé.

MICHON (*, ̶ I), professeur de Droit romain.

BROCARD (*, ̶ I), professeur d'Economie politique.

SENN (*, ̶, ̶ I), professeur de Droit romain.

HENRY (*, ̶ I), professeur de Droit criminel.

KRÖLL (̶ I), professeur d'Histoire du Droit.

LALOUËL (̶ I), professeur de Droit international public.

LESCOT (̶ I), professeur de Droit commercial.

SIMONNET (̶ I), professeur de Droit civil.

VOIRIN (̶, ̶ I), professeur de Droit civil.

TROTOBAS (̶, ̶ A), professeur de Droit administratif et de Législation financière.

PARISOT (̶ I), professeur de Droit civil.

F. DE MENTHON (̶ A), professeur d'Economie politique.

DURAND, agrégé de Droit privé.

MARCHAL, agrégé d'Economie politique.

TEITGEN, agrégé de Droit public.

GROS, docteur en droit, chargé de cours de Droit public.

ROSAMBERT, docteur en droit chargé d'enseignement d'un cours de Droit civil (capacité).

BERTRAND (̶ I), secrétaire.



La Faculté n'entend ni approuver, ni désapprouver les opinions particulières du candidat.

A MES CHERS PARENTS

A mon Président de Thèse

M. LE PROFESSEUR LUCIEN BROCARD

INTRODUCTION

Sur un territoire ayant comme superficie 294.967 kilomètres carrés et une population de 19 millions d'habitants environ, s'étend la Roumanie, la « Grande Roumanie » depuis le Traité de Versailles.

La population de la Roumanie est composée de 80 % de paysans (petits agriculteurs et bergers) (1), d'où l'expression qu'elle est un pays agricole « par excellence ».

Le capitalisme a pénétré de bonne heure pour influencer le régime féodal roumain d'antan, sans toutefois le déraciner. Depuis la réforme agraire du prince régent Cuza, en 1864, jusqu'à la fin de la Grande Guerre peut-on dire, le régime agraire existant n'était pas moins une sorte de régime féodal. Aussi un sociologue roumain l'appela-t-il « neoïobàgia » ce qui veut dire « le néoservage » et qui se caractérise par :

- 1° Des rapports de production en grande partie de servage;
- 2° Un état illusoire et apparent de droit libéral-bourgeois, laissant le paysan à la discrétion du grand propriétaire terrien;
- 3° Une législation tutélaire qui décrète l'inaliénabilité des terres paysannes (un certain nombre de paysans ayant déjà acquis par la loi de Cuza de 1864 un lopin de terre, mais insuffisant même pour leurs besoins, E.G.), et règle les rapports entre les propriétaires terriens et les travailleurs, rapports qui ont leur source dans les deux termes précédents;
- 4° Enfin l'insuffisance de la terre du soi-disant petit propriétaire pour son travail et pour le soutien de sa famille, le pousse à devenir le serf de la grande propriété. (2)

C. Dobrogeanu Gherea appela ce régime le « neoservage »

(1) La population calculée au 1^{er} juillet 1933 était de 18.652.053, dont 15.125.083 la population rurale et 3.526.970 celle urbaine; d'après le *Bulletin Démographique de la Roumanie*, n° 5 de mai 1934, p. 234.

(2) C. DOBROGEANU GHEREA, *Neoïobàgia*, p. 373-74 (en roumain).

puisqu'il conserve le fond essentiel de l'ancien servage, mais contient néanmoins « un mélange nécessaire et fatal » d'éléments capitalistes, qui étaient le produit de la vie et du développement semi-capitaliste de la Roumanie, et tout cela sous des aspects trompeurs libéraux-bourgeois.

Au lendemain de la guerre, la Révolution russe à la porte, et aussi les intérêts du Parti libéral alors au pouvoir mirent fin à ce régime hybride: la terre fut distribuée aux paysans. Cela n'empêcha pas d'ailleurs ces derniers de devenir les tributaires des banques, car la terre ne se cultive point avec les mains seules. Le régime de la petite propriété a été en tout cas instauré.

Les intérêts particuliers de la bourgeoisie roumaine ont donc contribué à cette transformation du régime qui concerne la majorité des roumains.

La bourgeoisie roumaine s'est développée peu à peu par les relations commerciales qu'elle eut avec les pays capitalistes étrangers. Peu à peu elle a pris pied sur le terrain politique. Partout où elle est arrivée au pouvoir, la bourgeoisie, dit Marx, a détruit toutes les conditions féodales, patriarcales, idylliques de la vie. Elle s'est comportée comme un facteur révolutionnaire: « La bourgeoisie, par le rapide perfectionnement de tous les instruments de production, par les communications rendues infiniment plus faciles, entraîne dans le courant de la civilisation *toutes les nations*, même les plus barbares. *Le bon marché* de ses produits est la grosse artillerie avec laquelle elle bat en brèche toutes les murailles de Chine, et contraint la xénophobie la plus opiniâtre des barbares à capituler. Elle contraint toutes les nations, *sous peine de courir à leur propre perte*, à adopter le mode de production de la bourgeoisie » — et plus loin — « elle a subordonné les pays barbares et à demi barbares aux pays civilisés, les *peuples de paysans aux peuples de bourgeois* » (2).

Le procès de développement de la bourgeoisie ressemble à un cercle qui s'élargit sans cesse englobant des contrées de plus en plus larges. (3)

(1) Manifeste Communiste, p. 58, Costes, Paris 1934.

(2) *Ibid.*, p. 62 et 63 (souligné par nous).

(3) ST-ZELETIN, La Bourgeoisie Roumaine, son origine et son rôle historique. Bucarest 1925 (en roumain).

La Roumanie a été selon cette tendance du capitalisme, emportée aussi dans le mode de production moderne.

Le procès du développement capitaliste n'est point typique dans tous les pays comme certains théoriciens roumains l'enseignent. Notamment, « l'industrialisation de la Roumanie s'est faite directement sous la forme de la production de fabrique. Ce développement industriel s'est superposé au régime existant de l'industrie domestique qui a subsisté et *n'a pas été* intégré comme en Occident ». (1)

Ces théoriciens ont pensé que les étapes parcourues par les pays avancés du point de vue capitaliste, doivent aussi être franchies par les pays arriérés.

« Le mercantilisme, disent-ils, est la phase de formation de la bourgeoisie. Il se trouve sous l'influence du commerce, parce que la naissance d'une bourgeoisie indigène est due au commerce avec un pays étranger plus développé. *La Roumanie même ne s'écarte pas de cette règle*; notre bourgeoisie naît toujours des relations de commerce, dans lesquelles nous ont attiré la bourgeoisie étrangère, à savoir celle d'Angleterre. C'est pourquoi notre pays commence de même son développement bourgeois avec une phase mercantiliste... » (2)

De plus, certains auteurs estiment qu'avec la réforme de Cuza la Roumanie sort à peine du Moyen Age et entre dans la phase de la monarchie absolue. (3)

D'ici la conclusion qu'on se trouve en face des mêmes problèmes que les Etats avancés ont eu à résoudre entre le XVI^e et le XVII^e siècle et qu'il faut les résoudre par les mêmes moyens.

Seulement à ces raisonnements il convient de faire une objection sérieuse. Tandis que le mercantilisme conduit au renforcement du système corporatif, les corporations roumaines périssent sous l'action du capitalisme occidental. L'invasion des produits occidentaux détruit les petites entreprises et les artisans sont ruinés par les produits de la concurrence capitalite (4) (ruinés, pas toujours écartés du marché).

(1) M. VULGANESCO, L'évolution et les tendances de l'économie roumaine, *Excelsior*, n° 4 de 1935, Bucarest (souligné par nous).

(2) ST-ZELETIN, op. cit., p. 18 (souligné par nous).

(3) H. SANIELEVICI. Des autres horizons, p. 123. Bucarest (en roumain).

(4) SERBAN VOINEA. Marxisme oligarchique, p. 99. Bucarest 1926 (en roumain).

Le développement d'un pays arriéré, du point de vue économique, dépend toujours du stade atteint par les pays avancés. Les pays sauvages qui n'ont même pas connu l'organisation féodale, mis brusquement en contact avec la civilisation moderne ne passeront pas nécessairement par l'étape de la féodalité même si cette étape a été franchie par tous les autres peuples.

Somme toute, ces théoriciens qui se réclament d'ailleurs systématiquement du marxisme, confondent le capital commercial avec le mode de production capitaliste.

Marx lui-même en précise pourtant cette différence, et sous sa plume on peut lire que « le capital commercial est plus ancien que le mode de production capitaliste; c'est en réalité la forme la plus ancienne du capital ». « Moins la production est développée, et plus la fortune argent se concentre aux mains des commerçants où apparaît comme la forme spécifique de la forme commerciale ». (1)

Le capital commercial n'était pas chose inconnue en Roumanie. L'usurier est connu par les malheureux paysans depuis bien des siècles et le commerce avec le Levant et l'Occident date depuis l'antiquité ! Cependant il n'y a point de transformations capitalistes en Roumanie avant que le mode de production capitaliste des autres pays soit venu miner l'ancien régime roumain. Avant que les produits des pays qui adoptèrent la production de fabrique au lieu de la production artisanale et, qui ont pu par le bon marché de leurs produits (grevés cependant par les frais de douane multiples) remplacer dans une large mesure la production des artisans roumains, avant cela point de capitalisme en Roumanie malgré l'existence du capital commercial. Ce ne sont guère « les relations de commerce » à elles seules qui ont fait pénétrer dans la Roumanie le capitalisme, ce n'est pas grâce à la circulation, car alors le capitalisme aurait dû exister depuis longtemps et le principe de la liberté des contrats aurait dû être formulé avant la seconde moitié du XIX^e siècle. C'est le stade de production des pays avancés, c'est donc un phénomène de production, qui a fait préférer du point de vue prix, les marchandises de fabrique à celles des ateliers d'artisans; c'est ce mode de production qui a créé des intérêts bourgeois en Roumanie et qui a permis au capitalisme de s'infiltrer.

(1) *Le Capital*, tome XI, p. 103 et 106-7, Costes, Paris.

On a dû adopter ce mode de production et si on ne l'a point généralisé — nous voulons dire que si le marché de l'industrie n'est pas si large que dans les pays de l'Occident et que l'artisanat en détresse survit encore — cela est dû à des mesures législatives de conservation sociale et au retard du développement de l'industrie nationale.

Toujours est-il que ces mesures mêmes favorisent aujourd'hui le développement de l'industrie nationale qui vient de profiter encore d'une super-législation protectrice « anticrise », car les produits agricoles ne se vendent plus à l'étranger, et une Balance active est toujours préférée.

La Roumanie ne recommence pas les phases du développement des autres pays. Elle en a des traits communs évidemment, mais ne vivant pas en vase clos elle en subit l'influence. Les mesures de protection douanière, même si elles sont établies expressément pour créer une industrie nationale, ne relèvent point d'une préoccupation « mercantiliste », c'est-à-dire d'une mesure propre uniquement à l'époque où ont fleuri les théories des mercantilistes français et anglais.

D'ailleurs, s'il est « naturel et inévitable que la population régionale s'attache à l'exploitation et à l'utilisation intégrale des matières premières régionales dont elle dispose, qu'elle s'efforce en leur faisant subir toutes les transformations dont elles sont susceptibles, d'en tirer tous les avantages et tous les bénéfices qu'elles peuvent procurer », à plus forte raison la population sur le territoire national suivra-t-elle la même tendance. En effet si le développement complexe s'affirme dans la collaboration régionale « a plus forte raison doit-il s'affirmer dans la collaboration internationale à laquelle participent toutes les industries de toutes les régions ». (1)

Cette tendance n'est pas spéciale à l'époque mercantiliste; cette marche à l'économie complexe — qui n'est pas l'autarkie — est à peu près universelle à l'heure actuelle.

« Mais, en même temps que l'évolution économique renforçait l'organisme économique national, elle créait, entre les nations des liens qui lui ont progressivement superposé un organisme supé-

(1) LUCIEN BROCARD, *Principes d'économie nationale et internationale*, t. I, p. 121 et 125, Sirey, Paris 1929.

rieur, constitué par la coordination des économies nationales et qui est l'Économie internationale ». (1)

Le développement économique d'un pays ne peut rester indépendant du développement économique des autres. La preuve la plus éclatante nous est fournie par les crises périodiques et plus particulièrement par la crise actuelle qui a affecté l'économie roumaine dès la première heure.

La crise actuelle que la Roumanie traverse sans faire exception n'est certes pas une crise propre au mercantilisme roumain comme certains le veulent encore. C'est la preuve que la Roumanie est bien dans l'engrenage économique international et c'est ceci que cherchera notre étude à démontrer tout particulièrement.

Cependant la crise bien qu'elle soit internationale, conserve un aspect national qui est l'aspect spécifique de l'économie nationale dans la crise (2). Au cours de cette étude nous allons insister amplement sur ce trait important.

Toutefois il faut borner notre étude; l'économie d'un pays tel que la Roumanie est trop complexe pour pouvoir mener à bien une telle recherche dans l'état actuel des renseignements économiques. L'analyse des influences de la crise économique mondiale sur un organisme économique tel que l'industrie roumaine nous semble rendre compte justement de ce que nous voulons prouver.

Tout en sachant que parfois l'industrie roumaine reflètera déformé l'état économique général, nous considérons que l'industrie est encore le meilleur domaine d'étude pour les crises générales et internationales, d'autant plus que les théories comme celle de Stanley Jevons qui cherchent les causes des crises dans des phénomènes météorologiques, sont périmées, et que toutes recherches faites pour expliquer les crises et par cela même pour en constater leurs effets, se dirigent vers l'industrie, vers les faits qui sont plus directement sous la dépendance de l'homme, comme le précise M. Aftalion.

En définitive nous nous efforcerons à exposer comment a réagi l'industrie roumaine dans la crise mondiale.

(1) LUCIEN BROCARD, Les conditions générales de l'activité économique, p. 518, Sirey, Paris 1934.

(2) *Ibid.*, Principes d'économie nationale et internationale, t. I, p. 210.

*
**

Une vue d'ensemble sur l'industrie roumaine s'impose avant d'entrer dans le sujet même.

Malgré le caractère agraire de la Roumanie, malgré sa jeune industrie, celle-ci joue un rôle important dans l'économie roumaine. Notamment les impôts prévus par le Budget pour l'Exercice 1933-34, s'élevant à 17 milliards de leis proviennent à raison de 10.846 millions, soit 64 % de la contribution de l'industrie.

Dans le commerce extérieur, seul le montant de l'exportation du pétrole, des combustibles, des minéraux et du bois avec les produits de ses industries dérivées, atteignent pour l'année 1933, 8.848.383 milliers de leis sur 14.103.342 milliers de leis le montant de l'ensemble de l'exportation.

Le Bulletin roumain pour l'étude de la Conjoncture indique que pour les premiers 8 mois de 1934, l'exportation des produits industriels par rapport à l'ensemble de l'exportation est à raison de 5.722,8 millions de leis sur un total de 8.215,5 millions. La même source nous indique qu'au 31 décembre 1932 la grande industrie manufacturière, à elle seule, comprenait 3.557 entreprises avec un capital investi de 39.904 millions de leis, une force motrice de 514.745 CV., un personnel de 152.198 ouvriers et employés recevant annuellement 4.378 millions de leis, la valeur de la production s'élevant à 32.475 millions de leis.

Quant aux importations nécessaires aux industries, elles se son accrues en quantité par rapport à 1932 avec 33 % et en valeur avec 50 %. Par contre les importations des produits pour la consommation immédiate ont diminué de 15 % en valeur et en quantité.

Les importations des produits contingentés pendant les mois de janvier-juin 1934, ont été attribuées aux industries pour une valeur de 3.007,5 millions de leis (comprenant matières premières, semi fabriquées, machines, outils, etc...) et à peine de 1.566,9 millions de leis pour les produits fabriqués (pour la consommation immédiate).

Ces chiffres indiquent la place de l'industrie roumaine dans l'ensemble de l'économie roumaine.

Maintenant nous voudrions préciser les données du problème que nous proposons de résoudre.

Nous considérons, dans l'industrie roumaine, l'industrie manufacturière et l'industrie extractive tout d'abord, l'industrie des monopoles et l'industrie électrique, vu leur moindre importance, retiendra moins notre attention. Cette division parfois arbitraire est néanmoins imposée par les renseignements statistiques groupés de la sorte.

Il reste à préciser ce que nous entendons par le second terme, par la « crise mondiale ». Et d'abord ce que nous entendons par « crise ».

A notre connaissance, la notion du cycle économique jouit encore de la confiance de nombre d'économistes et statisticiens. Aussi, admet-on une division de ce cycle qui varie selon la profondeur de l'analyse à laquelle on se livre. Nous faisons nôtre la division du cycle adopté par l'économiste roumain D.-N. Iordan (1), comprenant la dépression, la reprise, la prospérité, la tension et la crise.

La crise est donc une phase du cycle économique; mais laquelle ? Comment la reconnaîtra-t-on ?

Les économistes ont eu du mal à s'entendre ici encore. Cependant il semble qu'on accepte la définition de M. Aftalion, qui, dès le début de son célèbre ouvrage sur *Les crises périodiques de surproduction* (2), précise que la crise serait le point d'intersection entre la phase de prospérité et la phase de dépression qui suit.

Pour que la crise soit mondiale, ce passage d'une phase à l'autre doit se produire dans un grand nombre d'économies nationales, voire parfois dans la totalité.

Cependant, nous prendrons ici le mot crise dans son sens le plus large, dans l'expression courante, c'est-à-dire scientifiquement crise et dépression.

Pour faire nettement ressortir comment a réagi l'industrie roumaine dans la crise mondiale, il nous faut avoir une idée de l'essor dans sa phase la plus haute, dans la tension.

Tension, crise, dépression, voilà les trois moments du cycle sur lesquels doivent se porter tout particulièrement nos recherches.

La crise est liée à trois séries de faits connus : le mouvement de la production, des prix, des revenus: nous les envisagerons successivement.

(1) *Les Cycles et les Baromètres économiques*, Bucarest 1930, (en roumain).

(2) Paris, Rivière 1913.

PREMIERE PARTIE

LA CRISE MONDIALE ET LE MOUVEMENT DE LA PRODUCTION DANS L'INDUSTRIE ROUMAINE

Dans l'introduction, nous avons précisé que notre étude a pour objet les répercussions de la « crise mondiale » sur l'industrie roumaine. Aussi notre point de départ sera-t-il aux environs de ce qu'on désigne généralement comme le signal de cette crise: le *krach* de la Bourse de New-York en octobre 1929.

L'étude des crises économiques nous enseigne que leur baromètre le plus sensible est le mouvement des prix. M. Aftalion, dès le début de son ouvrage (1), s'approprie la pensée de Juglar et précise que « le problème des crises est principalement le problème des mouvements périodiques des prix ».

Mais quand on étudie une crise qui se trouve dans une période de baisse de longue durée des prix, le baromètre traditionnel — l'indice des prix — devient plus difficile à interpréter. On pourrait, certes, éliminer le mouvement de longue durée; mais l'œuvre est délicate et relève déjà d'une étude très spécialisée. Dans ces circonstances, pour une étude plus économique que statistique, on utilise généralement, avec plus de profit, semble-t-il, l'indice de la production industrielle tout d'abord.

En effet, une période d'essor économique est imprimée sans exception dans le mouvement de la production, et notamment par une hausse de l'indice de la production, mais une période de prospérité n'est pas toujours marquée dans le mouvement des prix. Ceci s'explique parce que le profit ne s'aperçoit pas nécessairement

(1) Op. cit.

dans le niveau des prix. Pour qu'il y ait profit, et donc pour que la prospérité règne, il suffit que les prix de revient baissent plus que les prix de vente. Et c'est d'ailleurs la considération qui nous donne aussi la clef de la prospérité américaine des années 1923-1924 à 1929 (1).

Pour l'étude du commencement de la dépression — il est vrai — l'analyse des prix est plus utile, parce que la production dans les industries de biens de consommation, tout particulièrement, continue à croître en dépit de la crise.

C'est pourquoi après l'étude de la production industrielle, qui sera le guide de nos premières recherches, il faudra ajouter immédiatement l'étude du mouvement des prix.

La production industrielle, prise *grosso modo* cependant, ne satisfait pas nos légitimes espoirs. L'indice général, par exemple, nous dira bien peu de choses. La véritable hausse de la production industrielle en Roumanie, en période de dépression, indiquée par l'indice général de la production, est beaucoup plus compréhensible quand nous allons voir les composants de cet indice. Aussi la faible baisse de l'indice général est-elle autrement ressentie par la plupart des industries, comme nous allons le voir.

Si nous comparons l'indice général de la production industrielle de la France, pays où il n'y a pas eu ni hausse ni baisse artificielle, et celle de la Roumanie, on peut de suite se rendre compte du point particulier de cette dernière.

De plus, ni en Grande-Bretagne, ni aux Etats-Unis, où on n'a point ménagé les interventions (surtout dans ce dernier pays), la hausse de l'indice de la production n'est si vive, dans ces dernières années, qu'en Roumanie.

Le *Bulletin de la Statistique générale de la France* (2) nous indique les chiffres suivants comme indice de la production industrielle pour ces trois pays (base 100 en 1928) :

(1) MAURICE ANSIAUX, *L'inflation de crédit et la prévention des crises*, p. 24, Dalloz, Paris 1934.

(2) N° de juillet-septembre 1934, p. 580.

(Les indices sur 1934 sont les maxima sur les premiers six mois de l'année.)

indices	France	Etats-Unis	Grande-Bretagne
	S.G.F.	Fédéral réserve Board	Board of Trade
1929	110	107	106
1930	110	88	98
1931	98	73	89
1932	76	58	88
1933	84	70	93
1934	83 (fév.)	78 (avril-mai)	101 (juin)

En 1932, partout l'indice a atteint le fond. Le relèvement le plus imposant a été réalisé aux Etats-Unis, où d'ailleurs la baisse a été la plus ressentie.

Pourtant, voici les indices du *Bulletin de l'Institut Roumain pour la recherche de la conjoncture* (1) qui attestent ce que nous n'avons vu ni dans la production industrielle française, ni anglaise ou américaine, à savoir que le niveau de 1929 a été dépassé et largement.

Production industrielle de la Roumanie (base 100 en 1927) :

1929	1930	1931	1932	1933	1934 juin
109,5	113,6	108,0	103,2	118,0	141,5

Est-ce qu'on peut déjà en déduire que la prospérité règne dans l'industrie roumaine ? Il faudra évidemment que d'autres indications (notamment en ce qui concerne les prix et les revenus) nous confirment une même tendance. Mais, comme nous venons de le dire, l'analyse détaillée de cet indice même nous dira bien des choses utiles pour comprendre mieux cette hausse vraiment hors de pair de l'indice général de la production industrielle roumaine.

Nous nous engageons sans plus tarder dans cette voie, qui, malheureusement, ne sera pas étudiée avec toute la rigueur scientifique, parce que les documents que nous possédons (et qu'on peut posséder) nous imposent des disciplines consacrées dans le pays dont nous nous occupons.

(1) Nos 1 et 3 de 1934, p. 31 et 16 — ((L'indice de 1934 est le maxima sur les premiers six mois de l'année, l'indice sur l'ensemble des six premiers mois calculé par nous serait 130,3)).

CHAPITRE PREMIER

LA CRISE MONDIALE ET LA PRODUCTION DES « MOYENS DE PRODUCTION »

Les alternatives de forte et de faible production des moyens de production caractérisent essentiellement les alternatives d'essor et de dépression (1).

La production se ramifie (on accepte généralement cette distinction E.G.) en deux branches maîtresses : la production du capital fixe et la production des biens qui passent directement dans l'économie de la consommation. Dans les deux cas, il s'intercale dans le processus de la production comme échelon intermédiaire, en partie, la production des matières premières et de demi-produits facturés, et, en partie, la production de biens de consommation entrant dans la production elle-même (2). Le contour de ces deux catégories n'est certes pas rigoureux. Cette distinction est toutefois très utile, comme nous allons le voir plus loin.

Dans la partie concernant la production des moyens de production, nous ferons l'étude de ce qu'on appelle le « capital fixe », pris plutôt par opposition aux biens qui passent directement à la consommation.

Font partie du premier groupe : l'industrie extractive, l'industrie du matériel de construction, l'industrie du fer et l'industrie métallurgique, l'industrie électro-technique, optique, chimique, l'industrie du papier, du bois et l'industrie du cuir (3).

D'une façon générale, l'intensité du renouvellement et d'extension du capital fixe détermine l'ensemble de la production industrielle. Nous aurons l'occasion de voir si cette constatation peut être faite pour la production industrielle roumaine.

(1) JEAN LESCURE, *Les crises générales et périodiques de surproduction*, p. 372, Domat Monchrétien, Paris 1932.

(2) GUSTAVE CASSEL, *Traité d'économie politique*, t. II, p. 232, Paris, Giard 1929.

(3) DIMITRIE JORDAN, *op. cit.*, p. 49.

Dans les divisions qui vont suivre, nous nous occuperons de l'étude des industries les plus représentatives de la tendance de la production roumaine, ou bien des grandes exceptions. Si, pour cela, l'usage des chiffres statistiques est fréquent, la nature même de notre étude l'impose. Que le lecteur français veuille bien nous excuser pour les multiples indices fastidieux, parfois, que nous agglomérons, mais qu'il nous soit permis de penser aussi au lecteur roumain qui verra enfin une classification des indices, car si elle n'est pas toujours parfaite, nous ne doutons pas qu'elle en soit de quelque utilité tant pour la consultation que pour réagir contre l'habitude, hélas ! répandue en Roumanie, de généraliser ce qu'on croit avoir trouvé pour juste, uniquement d'après sa « perspicacité ».

§ I. — LA PRODUCTION DANS L'INDUSTRIE DU FER, DU CHARBON, DE L'ÉLECTRICITÉ

La production du fer reflète avec précision l'état de la conjoncture. La production de la fonte et de l'acier en sont les meilleurs indices.

C'est pourquoi la production de ces deux métaux a le plus fléchi là où la crise a fait le plus de ravages.

Voici quelques chiffres intéressants cités par M. Aftalion dans le *Recueil des cours de l'Académie de Droit international* (1) sur la production de l'acier :

	Etats-Unis	Allemagne	Angleterre	France
1929 (moyenne annuelle) ..	4598	1351	816	808
Juin 1932	912	506	467	468

Comme on le voit, la production de la France et de l'Angleterre ont encore subi le moindre fléchissement.

La production mondiale de la fonte et de l'acier a connu une baisse prodigieuse pendant cette crise, et qui a atteint son maximum en 1932.

D'après le *Bulletin Statistique de la Société des Nations*, la production de ces deux métaux est la suivante dans le monde :

(1) Les crises économiques et financières, t. I, 1932.

	1929	1930	1931	1932	1933	1934
Fonte	100	81,7	56,4	40,1	49,8	
Acier	100	78,7	72,0	42,0	56,1	67,7

Ainsi, donc, la production de la fonte et de l'acier suit-elle dans le monde, à peu de chose près, un même mouvement de baisse pour remonter simultanément, mais ni l'une ni l'autre n'a atteint encore le niveau de 1929.

Nous avons vu (p. 13) que l'ensemble de la production industrielle de la Roumanie a encore monté en 1930, pour ne fléchir qu'à partir de 1931 — de très peu, d'ailleurs. Par contre, la production roumaine de la fonte a subi tout de suite une brusque et rude chute. De 1929 à 1932, la production de la fonte en tonnes varie comme il suit (1) :

1929	1930	1931	1932
73.000	69.000	43.000	8.000

La production a donc diminué à une allure inattendue, voisine de celle des Etats-Unis. Sans doute, le rythme de la production dans l'industrie du fer n'a-t-il pas la même signification pour la Roumanie que pour un pays puissamment industrialisé, mais, toutes proportions gardées, on peut se rendre compte, d'après cette chute, de la répercussion de la crise dans l'industrie roumaine tout entière, ce qui est difficile à voir d'après l'indice général de la production industrielle dont nous avons parlé.

Pour le fer, en général, il est assez caractéristique ce passage extrait du *Bulletin de l'Institut roumain pour la recherche de la conjoncture* (2) :

« La production et la consommation de notre pays en 1932 sont
« très voisines de celles de 1931, étant de 128 tonnes environ pour
« la production et d'à peu près 180 tonnes pour la consommation.
« Ces données montrent qu'en Roumanie s'est consommé en 1932
« environ 10 kilos de fer par tête d'habitant, ceci étant un minimum

(1) B.I.R.C. (*Bulletin de l'Institut Roumain de Conjoncture*), n°s 1-2, p. 52 (1933).

(2) N°s 3-4 (1933), p. 46 (souligné par nous).

« indispensable à la moindre vie civilisée. C'est pour cela que, pour l'industrie roumaine du fer, l'année 1932 n'a pu être plus maigre que 1931. »

Cela a cependant changé, par l'effet d'un phénomène de thésaurisation par investissement, dans les immeubles, qui, se développant de pair avec la restriction des importations, a été un puissant levier pour la production dans l'industrie du fer, voire dans l'industrie métallurgique en général, et constitua l'une des causes premières de la situation actuelle dans l'industrie tout entière de la Roumanie.

Faute d'indications pour les années suivantes, concernant la fonte, l'indice du fer laminé représentatif de la production dans l'ensemble de l'industrie métallurgique va nous éclairer sur la production dans l'industrie du fer. Cet indice sera utilisé pourtant aussi dans l'industrie des matériaux de construction.

Il descend notamment de 136 en 1929 d'une manière très rapide en 1932, car, si l'indice annuel pour 1932 est de 55,1 — chiffre déjà cher — il atteint au mois de mars de la même année le chiffre de 28,2, niveau qui n'est pas dû à une variation saisonnière.

Puis il se relève en 1933 à 87,5, pour remonter à 146 en juin 1934, niveau jamais atteint.

Un grand périodique roumain (2) écrit à ce propos :

« Les usines métallurgiques roumaines ont fait depuis quelques années des progrès techniques considérables, et leur production a pris un vaste développement. Pourvues d'un équipement moderne, elles sont en mesure de satisfaire aux demandes de la consommation intérieure, non seulement pour les fers bruts ou préparés, mais aussi pour les outils, les articles métallurgiques et les machines de tous genres. »

Toutes ces indications montrent que la production dans l'industrie du fer, après avoir subi une baisse des plus dure, s'est relevée au point de dépasser le niveau de 1929, grâce aux circons-

(1) B.I.R.C. — N° 1 et 3 (1934, p. 30 et 16.

(2) *Excelsior* — N° du 13 avril 1935 (Supplément français p. 11) (souligné par nous).

tances dont nous avons déjà parlé et que nous verrons de plus près dans les autres parties de notre étude.

L'indice de la production du charbon donne dans les pays industriels la mesure de l'activité économique. En Roumanie, cette production a une moindre signification, car le gros consommateur en est le chemin de fer roumain (entreprise d'Etat), et c'est lui qui règle la production. En 1933, notamment, le chemin de fer roumain amoindrissait sa consommation de charbon pour consommer davantage de mazout. D'autre part, la consommation pour le chauffage des logements est infime, la Roumanie ayant de vastes forêts et peu de charbon.

Toutefois, la baisse cyclique n'a pas manqué de se manifester dans la production roumaine du charbon qui passe de l'indice 94,5 en 1929 à 73,5 en 1930, à 59,5 en 1931, pour se relever à 74,4 en 1932, mais pour tomber par la suite à 69,8 en 1933 et plus bas encore en 1934 (1).

Compte tenu de l'emploi du mazout dans les chemins de fer en plus grande quantité depuis 1933, nous pouvons affirmer qu'après avoir reflété avec fidélité la baisse cyclique, la production du charbon marque une reprise d'activité économique assez importante après 1932.

La production dans l'industrie électrique est un précieux indicateur de l'état de l'ensemble de la production industrielle.

L'indice de la production dans cette industrie — 108,3 en 1929 — descend jusqu'à 75,9 en 1931 pour se relever jusqu'à 126,2 au cours du premier trimestre de 1931 (2), ce qui indique encore une fois que l'activité industrielle a repris force et que la production a dépassé le niveau de 1929 ces derniers temps.

Nous ne voulons pas trop exagérer la portée de ces indications, mais force nous est de conclure que la baisse dans les industries de base est plus profonde que celle de la production générale.

(1) B.I.R.C. n° 1, (1934), p. 31.

(2) *Ibid.*, n° 1 et 2 (1934), p. 31-19.

Nous avons à dessein choisi des indices importants de l'état de la production qui accusent puissamment le même rythme pour la baisse. Aussi sont-ils sensibles à la hausse et il n'est pas besoin d'apporter encore des chiffres à l'appui pour démontrer que le revirement a été beaucoup plus sensible dans la production industrielle roumaine que dans celles des économies occidentales, dans les économies industrielles par essence.

Ce sont là les premières constatations que nous ne pouvons (tant s'en faut) généraliser.

§ 2. — LA PRODUCTION DANS L'INDUSTRIE DES MATÉRIAUX DE CONSTRUCTION

Un facteur de premier ordre du revirement de la production déjà aperçu a été le sentiment très légitime de *suspicion* des épargnants à l'égard de la stabilité monétaire. La débâcle du dollar, de la livre, a effrayé nombre d'épargnants. Une raison encore plus grosse de conséquences pour la Roumanie, à savoir la faillite de plusieurs grandes banques roumaines (et notamment la Marmorosch Blank, la plus grande banque privée), a aussi renforcé ce sentiment de suspicion et a paralysé l'épargne.

Les épargnants affolés, avec l'épargne qu'ils ont pu sauver, se sont précipités vers les constructions, dans des valeurs sûres, et de la sorte une campagne de construction a surgi et c'est grâce à elle que la production industrielle a pu en premier lieu reprendre, et par-dessus le marché la Roumanie aura transformé l'aspect de ses villes, la première surtout...

La conséquence a été le démarrage des industries liées à la construction. L'augmentation des capitaux investis et l'intensification de l'autofinancement se produisirent tout en étant stimulées par les restrictions mises à l'importation qui devenaient de plus en plus sévères.

Tout un concours de circonstances faisait entrevoir des possibilités d'augmentation des profits.

Si l'industrie métallurgique se développe, c'est que cette industrie est intéressée à la construction. Celle-ci est en outre l'industrie

qui bénéficie le plus de l'état favorable créé par la restriction de l'importation (1).

Ceci dit, voyons comment se présente le niveau de la production d'après les indices des principaux matériaux de construction (2) :

	1929	1930	1931	1932	1933	1934	1934
						6 mois	juin
Fer laminé.....	136,6	124,4	90,4	55,1	87,5	111,5	146,0
Tôle noire	119,8	94,0	77,7	96,2	109,4	143,5	175,0
Fil de fer et clous	90,9	88,1	84,3	100,0	128,0	199,6	255,0
Ciment	98,9	92,4	60,2	77,9	80,4	88,4	159,2
Bois de construc- tion	92,1	77,8	56,8	46,0	58,0	85,6	83,0
Plaques de verre.	63,5	53,6	38,9	83,2	102,8	51,8	53,2

Pour les indices de 1934, il faut tenir compte qu'ils subissent l'influence saisonnière dans les premiers six mois; ainsi les indices de juin 1934 correspondent plutôt à la réalité pour cette année.

Si nous comparons ces indices particuliers avec l'indice général de la production (page 13), nous remarquons encore une fois que la baisse est de beaucoup plus profonde que dans l'indice général.

Quant à la reprise, nous indiquons seulement que l'année 1934 a vu de grands progrès dans l'ensemble de la production des matériaux de construction.

Après la baisse durement ressentie par toutes ces branches de production, la campagne de constructions ranime non seulement cette industrie, mais elle « constitue l'un des principaux supports de la conjoncture actuelle (3) ».

Voilà comment la *suspicion* devient moteur de l'activité économique !

N'exagérons pas les conséquences de cette évolution. Nous verrons, surtout à propos des prix et des revenus, dans quelle mesure cette production croissante est enviable, dans quelle mesure

(1) B.I.R.C. — N° 1, (1934), p. 24.

(2) *Ibid.*, n°s 1 et 3 (1934), p. 30-31 et 16. L'indice sur 1934 pour les premiers 6 mois est calculé par nous d'après les indices mensuels (selon la moyenne arithmétique).

(3) B.I.R.C. — N° 3, (1934), p. 14.

cette augmentation de la production est profitable pour les agents de la production.

§ 3. — LA PRODUCTION DANS L'INDUSTRIE ROUMAINE DU PÉTROLE

La production roumaine du pétrole — peut-on dire — échappe à la baisse cyclique. En effet, à part une stagnation de la production entre les années 1929 et 1930, elle est montée par bonds : 159 en 1929, 157,8 en 1930, 183,9 en 1931, 200,6 en 1932, 203,5 en 1933 et 224,5 sur les premiers six mois de 1934 (1).

Cette industrie fait bien exception en Roumanie quant au mouvement général de la production, car la production mondiale du pétrole a connu une chute importante en 1932.

Le *Bulletin statistique de la Société des Nations* nous indique que la production mondiale du pétrole tombe de l'indice 100 en 1929 à 87,6 en 1932 pour augmenter après, il est vrai, mais seulement à 101,2 en 1934, tandis que la production roumaine a, à peu de chose près, doublé en 1934 par rapport à 1929.

Une place particulière sera réservée à l'étude de cette anomalie. Contentons-nous pour le moment d'indiquer qu'il est facile d'imaginer quelle importance peut avoir dans un pays, parmi les premiers exportateurs de pétrole au monde, une telle industrie.

L'importance de cette industrie a des répercussions très grandes sur le reste des indices du pays; elle les stimule notamment; elle influe aussi considérablement sur l'indice général de la production de l'industrie.

C'est pour cela que la baisse est si faiblement ressentie par l'indice général de la production, c'est pourquoi l'ensemble de la production industrielle roumaine, dans ses moments les plus difficiles, a bénéficié d'un sérieux stimulant, un stimulant qui, comme nous allons le voir, a pour objectif principal la production pour la production...

(1) *Ibid.* n^{os} 1 et 3 (1934), p. 31 et 16.

§ 4. — LA PRODUCTION DANS L'INDUSTRIE DES OUTILLAGES ET DES VÉHICULES

Les industries que nous avons vues jusqu'ici seraient plutôt ce que M. Aftalion appelle « industries de matières premières (1) ». Elles sont des industries des moyens de production *lato sensu*, c'est-à-dire que leurs produits ne servent pas directement à la consommation courante.

La règle dans ces industries c'est que la crise provoque tout de suite et visiblement une baisse dans leur production. Nous avons, en effet, vu une forte régression dans leur production se manifester pendant les années les plus dures de cette dernière crise. Seule la production du pétrole fait exception, mais cette exception, apparaissant seule, ne peut que confirmer la règle.

Quant aux industries de moyens de productions *stricto sensu* — et l'on sait quel prix attachent certaines doctrines à cette catégorie d'industries — celles-ci ont une importance bien réduite sur le territoire roumain.

Si, par ailleurs, nous avons recours aux statistiques d'importation des machines, nous y trouverons peu de chose, parce que les contrats d'importation sont trop souvent fragiles. Le débiteur est loin, les procès sont coûteux, l'Etat lui-même met des entraves à l'importation, surtout quand la crise arrive...

C'est la raison pour laquelle on verra apparaître la baisse dans la quantité des importations d'appareils, machines, moteurs, véhicules, dès le début de la crise.

Voilà la quantité (*en tonnes*) des importations de ces différents moyens de production depuis 1929 (2) :

	1929	1930	1931	1932	1933
Appareils, machines et moteurs....	51.491	34.949	17.374	12.687	14.494
Véhicules	16.396	12.446	9.483	2.432	2.705

Si, par contre, nous pénétrons dans la faible industrie roumaine d'outillage, nous verrons que l'indice de la production des pièces

(1) *Op. cit.*, t. 2, p. 45 et suivantes.

(2) Le commerce extérieur de la Roumanie, tableau rédigé par *Virgil Potarcă* dans son op. La crise actuelle, Bucarest 1934.

forgées et matériaux pour les chemins de fer roumains et des véhicules de toutes sortes, notamment, obéissent à un mouvement différent. Alors que la production dans les industries des matières premières fléchit au premier signal de la crise, donc en 1930, la production de l'outillage est fortement en hausse en 1930 pour ne fléchir qu'à partir de 1931 (1) :

	1929	1930	1931
Pièces forgées et matériel pour les chemins de fer roumains	94.7	153.3	112.3
Véhicules de toutes sortes	110.5	122.9	98.5

Ceci vérifie une fois de plus ce que M. Ch. Rist note à son tour pour l'accroissement de l'outillage en France, à savoir que le rythme de l'outillage durant la dépression « confirme ainsi les vues souvent exprimées par M. Aftalion sur le mécanisme d'accroissement des forces productives qui prépare les crises. Le graphique (que M. Ch. Rist commente. E. G.) montre la progression de l'outillage continuant, alors que l'activité déjà commence à se réduire (2) ».

Bien que la Roumanie ait une industrie qui fabrique à peine des outils puissants (qui requièrent donc un *temps important* pour être achevés), le phénomène qui a été relevé par M. Aftalion avec tant d'insistance — et que Marx n'a pas ignoré (3) — reparaît ici.

§ 5. — LA CRISE MONDIALE ET LE MOUVEMENT DE LA PRODUCTION POUR L'ENSEMBLE DES « MOYENS DE PRODUCTION »

Hormis la production du pétrole, la crise mondiale marque une *baisse profonde* dans ces industries.

De même, nous avons constaté, alors que la crise mondiale entrait dans une phase de stagnation, que, par le fait des conditions économiques purement roumaines — comme la campagne de cons-

(1) B.I.R.C. — N^{os} 3-4 (1933), p. 23.

(2) CH. RIST, Tableaux de l'Economie française (1910-1934), pl. 13, Paris Sirey 1935.

(3) Voir le *Capital* surtout t. 6 et 13 et l'Histoire des Doctrines économiques, t. 5. Costes, Paris et aussi le livre récent de l'économiste marxiste E. Varga, La Crise économique, sociale, politique, p. 33. Bureau d'éditions, Paris 1935.

tructions, la restriction à l'importation, la production accrue du pétrole et encore d'autres circonstances sur lesquelles nous aurons l'occasion d'insister — un *relèvement important* de la production dans l'ensemble des industries des moyens de production a eu lieu.

G. Cassel définit la prospérité et la dépression elle-même en fonction du capital fixe, des moyens de production. « On entend par période de prospérité — écrit-il — une période où la production du capital fixe subit une augmentation spéciale et par période de dépression une période où cette production descend au-dessous du niveau précédent (1). »

Nous avons vu que le fond de la crise dans la production industrielle des moyens de production a été touché en 1932 (ou même avant), comme nous l'avons maintes fois constaté, et que le niveau de la production industrielle a subi une *augmentation spéciale*.

Selon la définition de Cassel, reproduite plus haut, nous aurons le droit de dire qu'une conjoncture favorable règne dans certaines branches importantes de l'industrie roumaine.

Le mot prospérité serait toutefois abusivement employé en espèce. Comme nous allons le voir, la prospérité n'est pas déterminée uniquement en fonction de l'augmentation de la production industrielle, surtout dans un pays où l'industrie a une place limitée dans son économie. La crise agraire et financière est malheureusement en pleine vigueur en Roumanie. Le *leu* est loin d'avoir une solidité effective.

L'élévation de la production industrielle roumaine n'a pas été, paraît-il, très avantageuse. Nous avons d'ailleurs vu qu'elle a une base assez précaire.

L'élévation de la production industrielle des moyens de production et de la production industrielle, dans l'ensemble de l'industrie roumaine, apparaît déjà comme n'étant point le résultat d'un développement normal.

(1) G. CASSEL, op. cit., tome II, p. 243.

CHAPITRE II

LA CRISE MONDIALE ET LA PRODUCTION DES « BIENS DE CONSOMMATION »

Le contenu de la classification que nous avons introduite n'aurait pas été le même pour les autres pays que pour la Roumanie.

Le charbon, par exemple, est utilisé souvent comme indice représentatif des biens de consommation pour les pays qui l'utilisent intensément pour le chauffage courant; il ne peut avoir la même signification en Roumanie où le bois est presque unanimement utilisé, et, même dans les installations de chauffage central (qui ne sont pas nombreuses), on a remplacé ces derniers temps le chauffage au charbon par le chauffage au mazout.

Les industries productrices des biens de consommation fournissent des articles qui sont acquis avec la part des revenus destinés aux frais d'entretien. Elles comprendront : l'industrie textile, du mobilier, des produits finis en cuir (chaussures), l'industrie alimentaire, l'industrie des produits pharmaceutiques, l'industrie céramique, celle du verre, des instruments de musique, des jouets, l'industrie graphique, des appareils de T.S.F., des appareils photographiques, etc... L'énumération n'est point limitée. Elle peut s'élargir à mesure que les besoins humains se multiplient.

Si l'industrie des moyens de production a une importance toute particulière, parce que son accroissement précède l'augmentation de la production (1), les industries des biens de consommation présentent un non moindre intérêt comme manifestation de la crise. Elles continuent à se développer après le commencement de la crise et conduisent à la *surproduction*.

Cette surproduction sera plus courante et durable dans les industries les mieux outillées, moins accusée dans des industries plus rudimentaires.

Nous allons envisager les industries les plus représentatives du mouvement d'ensemble.

(1) D. JORDAN, op. cit., p. 49.

§ 1. — LA PRODUCTION DANS L'INDUSTRIE TEXTILE, DU PAPIER,
DES MEUBLES, DES CHAUSSURES

L'industrie textile est typique à ce sujet. En effet, « il y a prolongation de la surproduction pendant une bonne partie de la dépression (1) » pour l'ensemble de cette industrie.

Pour l'industrie du papier, la production de la cellulose est remarquable, le rythme de la production des meubles, des chaussures, est non moins intéressant.

La production, dans l'ensemble de l'industrie textile, passe de l'indice 114,1 en 1929 à 143 en 1930 et ne fléchit qu'en 1931 à 134,1. Mais, dans les indices particuliers, le mouvement apparaît plus nettement :

	1929	1930	1931	1932	1933	1934 (Juin)
Tissus de coton..	173.3	220.0	217.2	134.1	243.1	251.6
Cellulose	134.8	151.5	122.3	93.5	122.2	158.1
Chaussures	99.2	111.5	144.6	338.0	176.6	284.3 (2)
Tissus de soie...	125.6	378.9	406.5			
Meubles	127.7	142.1	85.8 (3)			

On voit donc que la production dans ces branches industrielles est loin de fléchir une fois la crise arrivée; que certaines industries prolongent encore longuement la *surproduction*.

Bien que des facteurs adjacents influencent aussi la surproduction de la soie et des chaussures, les cas sont remarquables.

Les constatations de M. Aftalion ne sont donc point surannées, elles conservent par contre toute leur vigueur, même dans l'industrie du pays peu industriel qu'est la Roumanie.

La baisse apparaît donc assez tardive selon l'industrie considérée, selon qu'elle est plus ou moins bien outillée. Dans l'industrie textile et celle des chaussures, où pendant la prospérité a régné une véritable surenchère pour commandes d'outillage, la surproduction a été d'autant plus marquée.

La baisse paraît être assez forte dans la production de ces

(1) A. AFTALION, op. cit., tome II, p. 146.

(2) B.I.R.C. N^{os} 1 et 3 (1934), p. 30, 31 et 16.

(3) *Ibid.*, N 1 et 2 (1933), p. 23, 24.

industries, non pas par rapport à 1929, l'année où la crise surgit, mais par rapport au niveau le plus élevé atteint. La surproduction apparaît donc après la naissance de la crise.

Cependant un revirement s'est produit dans toutes les branches de ces industries, dépassant parfois même le niveau le plus élevé atteint, avec moins de fermeté néanmoins que la production dans les industries des moyens de production.

§ 2. — LA PRODUCTION DANS LES AUTRES INDUSTRIES DES « BIENS DE CONSOMMATION »

Il existe pourtant des industries de biens de consommation qui suivent moins bien le mouvement, où la production fléchit aussitôt avec le déclenchement du marasme mondial.

L'explication se trouve dans le fait que ces industries piétinaient même avant la crise, ou bien si leur production fléchit aussitôt — et c'est le cas du plus grand nombre — c'est en raison de leurs faibles commandes d'outillage, de leur faibles disponibilités qui les incitaient à la prudence.

On trouve des cas pareils dans l'industrie alimentaire dont on devine l'importance dans un pays tel que la Roumanie. La production du sucre fait pourtant une grosse exception puisque c'est le produit d'une industrie bien équipée et il faudrait le placer dans la division précédente (en effet l'indice passe de 55,1 en 1929 à 108,8 en 1930 pour tomber à 30,7 en 1931, tant était grande la surproduction !).

Mais la production de la bière tombe de 80 en 1929 à 59,7 en 1930 et à 39,9 en 1931 (1) malgré le fait que ces industries possèdent un outillage perfectionné. Il est vrai que cette production fléchit dès 1928 par suite de la diminution du pouvoir d'achat des consommateurs habituels, car en 1927 la rationalisation de l'industrie roumaine a mis sur le pavé nombre de... buveurs de bière (2).

Dans l'industrie du verre et de la céramique : baisse pour l'en-

(1) B.I.R.C. — N° 3-4, (1933), p. 22.

(2) Nous sortions du sujet, mais il est vraiment frappant de constater que la rationalisation de la majorité des industries roumaines en 1927 a été précédée par une tempête d'incendies d'usines... comme par hasard !

semble de ces deux industries dès 1930 (82,2 en 1929, 64,7 en 1930, 50 en 1931) (1). Surtout l'industrie céramique a été assez rudimentaire, en ce qui concerne l'outillage.

La production dans l'industrie des monopoles (tabacs, sel...) fléchit de même dès 1930 : 93,1 en 1929, 86,5 en 1930, 69,6 en 1931, 70,7 en 1932, 69,9 en 1933 (1). Ici le caractère même de cette industrie permet une meilleure adaptation de la production à la consommation.

Mais la baisse dès l'avènement de la crise est plutôt rare dans la production des industries de biens de consommation ; les indices des derniers temps sont assez peu fermes.

Ceci nous donne à penser que la règle est plutôt dans les constatations faites dans le paragraphe précédent.

§ 3. — LA CRISE MONDIALE ET LE MOUVEMENT DE LA PRODUCTION DANS L'ENSEMBLE DES INDUSTRIES PRODUCTRICES DES « BIENS DE CONSOMMATION »

Nous avons franchi un nouvel obstacle et nous pouvons maintenant expliquer pourquoi l'indice général de la production (page 13) s'accroît en 1930, quand le marasme sévit déjà. C'est parce que la production des industries des « biens de consommation » fléchit après celles que dans notre classification, on appelle matières premières. Le poids de la baisse de la production de ces dernières est toutefois assez fort pour entraver une hausse correspondant à celle de la production des biens de consommation. En effet, l'indice passe à peine de 109,5 en 1929 à 113,6 en 1930.

La baisse apparaît relativement moins forte dans les indices des « biens de consommation » que dans celles des moyens de production et la hausse moins ferme.

Le fléchissement dans cette branche d'industrie est bien en retard et ceci nous permet de penser que beaucoup d'industriels, même en recevant les machines dans une époque de conjoncture défavorable, continuent à produire et *ipso facto* surproduisent.

C'est certainement un des côtés de l'explication des crises qu'on ne peut plus maintenant ignorer. C'est vers les moyens de produc-

(1) B.I.R.C. — N° 1 (1934), p 31.

tion, vers le capital fixe qu'il faut diriger de beaucoup notre attention. Et c'est pourquoi il n'est pas sans intérêt de voir sous la plume de M. Lescure, dans la 3^e préface de son œuvre « Des crises générales et périodiques de surproduction » cette phrase-ci :

« Dès que l'outillage supplémentaire entre en fonction, le phénomène se renverse : l'offre excède la demande. Il y a surproduction. »

Bien que nous connaissions les opinions de M. Lescure quant à l'essence même des crises, on doit constater qu'on ne peut plus ignorer le rôle considérable qui joue cette partie de l'industrie des moyens de production, l'industrie des outillages, dans l'explication des crises.

CHAPITRE III

LA CRISE MONDIALE ET LE MOUVEMENT DE PRODUCTION DANS L'ENSEMBLE DES INDUSTRIES ROUMAINES

Nous avons sous les yeux « la grande Encyclopédie française ». et nous lisons à propos des crises économiques :

« Aux époques où, dans les pays, où le crédit n'intervient pas comme moyen d'échange, les crises sont inconnues. » Et nous pensons aux heureux jours d'antan, quand la disette faisait rage, quand, techniquement, il n'y avait guère possibilité de revêtir les hommes en lambeaux, de les abriter, et quand malgré tout... les crises étaient inconnues...

A vrai dire, le mot « crise » a une singulière puissance pour avoir cependant conservé, quant aux effets du moins, un même sens.

Nous avons, jusqu'ici, été amenés à constater une nouvelle surproduction industrielle, une nouvelle crise qui s'est transmise de pays en pays pour venir s'installer aussi sur la terre roumaine, sans tenir compte des frontières, des douanes, des murailles de Chine... et la rapidité de propagation de cette épidémie nous averti

de ne point oublier que nous vivons dans le siècle de l'aviation et de la T.S.F., dans le siècle des transports rapides !

Toutes tentative de dramatisation mise à part, nous croyons qu'il est temps d'envisager le problème des crises de surproduction avec le ferme désir d'y remédier, et non pas avec la soi-disante froideur scientifique qui fait encore que bon nombre d'économistes posent sérieusement avec sérénité la question : « La crise est-elle un mal ? »

Passant de nouveau à nos constatations statistiques, il nous est permis, maintenant, d'envisager dans son ensemble le mouvement de la production dans l'industrie roumaine pendant la crise.

Ce sont d'abord les industries des biens de consommation qui empêchent que le niveau de l'ensemble de la production roumaine tombe dès 1930, entraîné par la chute profonde de la production dans les industries des matières premières ; c'est ensuite la production dans l'industrie du pétrole (que nous nous réservons le droit d'expliquer plus loin) qui adoucit la chute du niveau de la production dans l'ensemble de la production roumaine.

Il ne reste aucun doute, après avoir vu la production dans les différentes branches de l'industries roumaine, que la production industrielle — hormis le pétrole — a subi une véritable chute dans la crise.

En ce qui concerne la production, la baisse a été très durement ressentie dans l'industrie des moyens de production ; elle l'a été relativement moins dans l'industrie des moyens de consommation.

Cela revient à dire, tout simplement d'ailleurs, qu'avant de produire des objets de consommation, on doit produire les moyens de production : avant d'acheter le mobilier, il faut bien se procurer les matériaux pour bâtir la maison. Une première conclusion s'impose en tout cas, c'est que la production industrielle roumaine a généralement suivi fidèlement l'allure de la production internationale, que l'indice général de la production ne laisse pas si facilement voir.

Néanmoins à un certain moment, quand la stagnation apparaît dans le niveau de la production mondiale, à ce moment, grâce à un ensemble de circonstances spécifiques de l'économie roumaine, la

production industrielle de la Roumanie s'est redressée de telle sorte qu'on peut parler déjà d'une conjoncture favorable dans l'industrie du pays (d'après le mouvement de la production du moins!).

Cependant nous n'avons vu qu'un seul aspect de la question. « Comment a réagi l'industrie roumaine dans la crise mondiale » n'est pas seulement une question qui se rapporte à la production industrielle. Il faut au moins s'attaquer encore aux mouvements des prix et des revenus. Ce faisant, nous allons voir plus en détail comment ce revirement de la production a été obtenu et si, vraiment, il est artificiel, voire passager comme on l'affirme souvent.

Ce dernier aspect de la question donnera surtout la note peut-être la plus pittoresque de cette étude, car il s'agit de ce que notre maître, M. Lucien Brocard, appelle admirablement : « *La marche vers l'économie complexe* ».

SECONDE PARTIE

LA CRISE MONDIALE ET LE MOUVEMENT DES PRIX DANS L'INDUSTRIE ROUMAINE

Nous avons vu le mouvement de la production dans l'industrie roumaine mais cela n'est qu'une partie de notre tâche. La production industrielle monte dans la prospérité, descend dans la dépression, mais il ne suffit pas de regarder que de ce côté.

Le mouvement de la production est accompagné d'un mouvement de prix qui présente avec lui des rapports plus exacts. Il faut étudier ces mouvements comme les causes et les effets à la fois l'un de l'autre.

L'étude des prix nous précisera donc davantage les rapports établis précédemment entre le mouvement de la production et la réalité économique, et cela parce que les indications fournies par les comparaisons avec la situation des pays où la crise s'est manifestée sans conteste sont importantes ici aussi. Les différences et les coïncidences remarquées entre la situation de l'industrie roumaine et celle des pays où des appréciations sur l'état de leur industrie a été déjà fait, sont d'une utilité certaine. Et la comparaison est grandement facilitée par l'observation du niveau des prix.

C'est ainsi qu'il sera possible de vérifier les conclusions partielles que nous avons tiré jusqu'ici.

Nous avons dit dans la partie précédente que la hausse de la production dans l'industrie roumaine, n'est pas le résultat d'une influence internationale (hausse normale) ; elle est due, au contraire, à maintes circonstances du milieu roumain et ceci — avons-nous conclu — est d'autant plus évident, qu'il y a manque de corrél-

lation manifeste entre le mouvement de la production roumaine et le mouvement de la production mondiale (1).

L'étude des prix nous permet de vérifier cette assertion. Si vraiment il y a une augmentation *sui generis* dans la production industrielle roumaine, on ne conçoit pas une augmentation parallèle de l'ensemble des prix *dans l'industrie* et ceci justement parce que la crise mondiale n'étant pas du domaine du passé, la majorité de la population roumaine, en vivant de l'agriculture, a son pouvoir d'achat amputé (par suite de l'effondrement des cours des céréales sur le marché mondial) et ne peut payer qu'un faible prix.

Donc, si on constate d'une part une baisse parallèle des prix et de la production, et d'autre part une hausse de la production et stagnation des prix, il est vérifié que des facteurs tout à fait spéciaux ont poussé les industriels à produire sans profit (par exemple uniquement par peur d'inflation qui a fait affluer les capitaux vers l'industrie), ou qu'une contraction du prix de revient ait été rendue possible de sorte que l'on ait pu produire même à des prix bas.

Nous avons vu que des facteurs spéciaux n'ont pas fait défaut. Ce sont eux, en effet, qui — pour ainsi dire — ont fait démarrer la production industrielle roumaine. Par la suite nous allons voir que le prix de revient a été contracté — et fortement — ce qui a donné une base autrement solide pour le maintien du niveau de la production industrielle accrue à des prix stationnaires.

Cela nous allons le voir dans la partie concernant les revenus, mais pour y arriver il faut nécessairement franchir l'étape de l'étude des prix, qui doit nous donner des multiples précisions indispensables.

(1) La production industrielle du monde — rappelons-le — n'a pas dépassé en 1934 le niveau de 1929, ce que par exception a réussi la production industrielle roumaine (voir p. 13) il serait toutefois déplacé de parler du Japon où un même mouvement est constaté mais qui est dû à des causes toutes différentes.

Voici pour plus de clarté la production industrielle du monde entier (sauf P.U.R.S.S.) base 100 en 1928.

1929	1931	1932	1933	1934
106	91	66	75	80

Ces chiffres sont empruntés jusqu'en 1934 à *l'Economie industrielle du monde*; ceux qui se rapportent à la période d'après 1931 sont empruntés à la statistique de la S.D.N. et aux *Cahiers trimestriels pour la recherche de la conjoncture*.

CHAPITRE PREMIER

LES GRANDES CATEGORIES DES PRIX DE GROS

Le plan que nous avons adopté pour cette étude tend à conduire le lecteur aux conclusions auxquelles nous avons abouti après une longue analyse de la conjoncture roumaine.

Evidemment il n'est que trop probable que ce que nous avons conçu sera parfois imparfait, le lecteur français, particulièrement, nous en fera grief, car, habitué à des indications statistiques multiples sur les phénomènes économiques des pays avancés, il pourra moins bien comprendre que la pénurie et la discontinuité des données statistiques roumaines, nous contraignent souvent à un grand effort pour réussir à suivre un phénomène économique dans le temps voulu. Cependant, malgré tout, notre travail dans ce domaine a été entravé faute de toute information, surtout pour la période la plus proche. En outre, notre documentation est trop fréquemment imposée par des statistiques d' « ancien régime » qui, néanmoins, sont parfois notre unique source d'information.

C'est pourquoi, avant d'entrer dans l'étude détaillée des prix, nous les envisagerons par grandes catégories des prix.

En les passant en revue, nous verrons d'abord dans quelle mesure l'ensemble des prix roumains se rapprochent des prix étrangers. On connaîtra, de la sorte, si l'état économique général de la Roumanie suit ou non celui des pays représentatifs de l'économie mondiale.

En second lieu, tenant compte de l'allure générale du développement économique relevé par le mouvement des grandes catégories des prix, nous pourrons mieux saisir les particularités importantes des principales branches de l'industrie roumaine, qui nous intéressent davantage.

§ I — QUELQUES INDICES GÉNÉRAUX DES PRIX

Le mouvement des prix après la guerre mondiale est caractérisée par la tendance à une baisse de longue durée.

La réduction de plus en plus poussée du prix de revient rendue possible par la rationalisation des entreprises, tout en conservant une marge de bénéfice intéressante aux entrepreneurs (voir en la développant), a permis une diminution incessante du prix de vente, diminution imposée d'ailleurs dans nombreuses industries par une âpre concurrence surtout étrangère.

La crise est cependant bien visible dans le niveau des prix. En effet, la pente légèrement inclinée du mouvement des prix devient abrupte tout à coup : c'est la baisse cyclique, c'est la crise.

Nous verrons cela dans les prix des pays où la crise a, sans conteste, pénétré, et aussi en Roumanie.

Etant donné qu'après la guerre le marché américain est devenu le plus important, nous préférons l'étude de l'indice des prix aux Etats-Unis au traditionnel indice de Sauerbeck.

L'indice des prix de gros établi par le *Bureau of Labor* (1) indique qu'après la crise de 1920, le niveau des prix a conservé une stabilité sans exemple ailleurs. Les oscillations, en effet, ont lieu entre les chiffres 130 et 150 (base 100 en 1913) jusqu'à la veille de la dernière crise, et encore ces oscillations sont-elle mensuelles. Toujours est-il que le niveau des prix de 1920 ou de ceux durant la guerre n'ont pas été atteints.

Cela d'ailleurs s'explique aussi par le fait que, pendant la guerre et immédiatement après, la demande de marchandises était de beaucoup supérieure à l'offre, et que, par là même, les prix étaient gonflés comme on ne l'avait jamais vu.

Quand les pays belligérants ont recommencé à produire, il s'ensuivit la crise de 1920, avec la dépression considérable des prix, mais non pas jusqu'au niveau d'avant-guerre. Cette période fut suivie d'une baisse de longue durée qui conduisit à un réajustement

(1) Voir pour tous ces indices *La Revue d'Economie Politique*, n° de nov.-déc. 1934 et aussi *Le Bulletin de la Statistique générale de la France* de juillet-septembre 1934, p. 514.

des prix au niveau d'avant-guerre. Ce réajustement fut l'œuvre de la dernière crise.

Si l'année 1925 connut encore une faible hausse aux Etats-Unis (149,5 en novembre 1925 tandis qu'en janvier 1922 les prix étaient à 131), depuis, le niveau n'est plus atteint et c'est bien la baisse de longue durée.

De 140 en 1929, l'indice tombe à 91,5 en juin 1932, (soit de 34,6 p. 100) quand la crise arrive, mais il baisse encore jusqu'au moment où l'inflation intervient pour le ranimer. Ainsi de 86 en février et mars 1933, l'indice monte à 106,9 en juillet 1934.

Il convient, en définitive, de conclure que la baisse a été très accentuée, au point de ramener les prix au niveau d'avant-guerre et que, tenant compte de l'inflation survenue, on ne peut parler d'un revirement réel, donc significatif, du niveau des prix. Tout au plus peut-on dire qu'une phase de stagnation domine les prix aux Etats-Unis, car même les prix élevés pas l'inflation se sont aujourd'hui stabilisés.

Mais pour cette dernière période c'est le niveau des prix en France qui reflète le mieux la situation, parce que l'inflation n'a pas sévi dans ce pays.

L'indice des prix de gros est de beaucoup plus mouvant en France qu'aux Etats-Unis. En juillet 1926 il atteint 854 (juillet 1914 = 100) mais descend rapidement de sorte qu'à la veille de la crise, en septembre 1929, il n'est qu'à 610.

La crise précipitera les prix vers une baisse continue.

En juin 1932, l'indice est déjà de 705, soit une baisse de 33 p. 100 par rapport à septembre 1929, mais il ne cesse de tomber, de sorte qu'en août 1934 il marque 363. Pourtant ces derniers temps le niveau des prix semble se stabiliser en France comme dans la plupart des pays.

Connaissant le mouvement de l'indice des prix de gros en France, on devrait conclure que les prix aux Etats-Unis auraient encore baissé si l'inflation ne les avaient rehaussés, si donc il n'y avait pas eu une hausse artificielle. (Pour les prix en Grande-Bretagne on peut faire la même observation.)

Compte tenu de l'effet de l'inflation, les prix de gros des principaux pays accusent un même mouvement : forte baisse suivie de la stagnation du niveau des prix.

Est-ce que le niveau des prix a suivi un même mouvement en Roumanie ? C'est ce que nous allons voir maintenant.

Quoiqu'en présence d'un indice peu digne de confiance jusqu'au commencement de 1930 (depuis qu'est calculé l'indice de l'Institut Roumain pour la recherche de la conjoncture — l'indice I.R.C.), on peut affirmer que l'évolution des prix, au moins *grosso modo*, est représentée par l'indice que nous allons utiliser, indice des prix moyens de gros, sur le marché de Bucarest, de quelques articles (1).

L'indice général fait ressortir que, depuis 1921, une hausse ininterrompue affecte le niveau des prix jusqu'en 1926, date à laquelle il s'incline, mais pas de la même manière que l'indice général français par exemple, puisqu'il descend moins et aussi parce qu'il se relève même avant la chute de 1930.

Voici les variations de cet indice général (2) :

1921	1922	1923	1924	1925	1926	1927	1928	1929	1930	1931
48	61	85	90	93	108	100	98	101	93	78

La baisse de longue durée des prix est moins visible dans le mouvement des prix roumains. Compte tenu du fait que le niveau, en 1929 même, n'est pas supérieur à celui de 1926, on peut affirmer que le marché roumain a été aussi sensible à cette baisse.

L'indice des prix de gros I.R.C., déjà calculé pour l'année 1929, relève que la tension porte les prix au niveau de l'indice 95 pendant le moins d'août, septembre et octobre. Puis, la baisse les précipite de sorte qu'en juillet 1932 ils atteignent l'indice 55. En août de la même année, cependant, une hausse timide se dessine, l'indice des prix montant à 63 en décembre 1933. Cette hausse est toutefois passagère ; une baisse aussitôt la suit et les prix tombent de nouveau à 55 durant les quatre derniers mois de 1933.

Somme toute, l'indice général des prix indique, en juin 1933, une baisse de 42 p. 100 par rapport à la moyenne de 1929, une baisse de 43 p. 100 par rapport à juin 1929, de 30 p. 100 par rapport à

(1) Nombres indices et indice général.

(2) B.I.R.C. — N^{os} 1-2 (1933), p. 14.

ceux du mois de juin 1930 et de 10,7 p. 100 par rapport à juin 1931, mais par rapport à juin 1932 l'indice indique une faible hausse de 3,5 p. 100 (1), ce qui n'empêche pas, cependant, que le niveau des prix pour toute l'année 1933 soit plus bas que ceux de 1932 comme l'indiquent les chiffres suivants représentant les indices actuels des prix de gros (2) :

1929	1930	1931	1932	1933	1934 (six mois)
100	84	65	58	57	55

La consolidation des prix semble avoir lieu vers la fin de 1933, mais l'année 1934 commence par les précipiter encore de quelques points et la seconde moitié seulement de cette année les améliore un peu.

Le graphique de la page 40 montre que, dans la dépression, les prix roumains ont eu une tendance, à un moment donné, vers la hausse, mais ce qui nous importe surtout c'est leur relation avec les prix des autres pays, surtout avec ceux des pays déjà vus.

Or cette relation est très marquée. Par rapport à la moyenne de l'année 1929, les indices généraux ont marqué, en mars 1933, les coefficients suivants de dépression : pour les Etats-Unis 39 p. 100, pour la France 40 p. 100 et pour la Roumanie 41 p. 100. Il en résulte que les prix roumains ont suivi de près les prix des grands pays industriels. De plus, le coefficient de corrélation entre l'indice des prix de gros roumains et celui des autres pays est positif et se rapproche de l'unité. L'indice de corrélation est notamment de + 0,975 pour les Etats-Unis et de + 0,950 pour la France, ce qui indique l'étroite solidarité entre les économies en question (2).

De tout ce que nous venons de voir, il ressort avec clarté — sans le moindre doute — que, pendant la crise, une attache intime a lié l'économie roumaine à l'économie mondiale (représentée par les deux grands pays cités). Pays industriels d'une part, pays agricoles de l'autre, ont subi la même loi pendant la crise : la chute parallèle des prix qui indique un recul parallèle du niveau économique des pays.

(1) B.I.R.C. — N° 3-4 (1933), p. 105-106.

(2) *Ibid.* n° 2-3 (1934), p. 24-25.

(3) *Ibid.* — N° 3-4 (1933), p. 106-107.

Sans doute, surtout dans les derniers temps de la dépression, une inégalité singulière du développement économique se révèle d'un pays à l'autre. Seulement la dépression est encore loin d'avoir disparu dans le monde. La France et les Etats-Unis accusent cet état de choses avec plus de netteté et c'est pourquoi nous avons insisté sur le développement de la dépression dans ces deux pays, mais la situation générale n'est pas de beaucoup différente et pas davantage celle de la Roumanie.

Le mouvement des prix de gros, nous montre donc qu'il faut considérer l'évolution de l'économie roumaine en général comme suivant celle des autres pays, c'est-à-dire que la dépression sévit encore dans l'économie roumaine comme dans la plupart des autres pays.

§ 2. — L'INDICE DES PRIX DES PRODUITS INDUSTRIELS ET L'INDICE DES PRODUITS AGRICOLES ET ALIMENTAIRES

L'indice général des prix — I.R.C. — que nous avons vu, calculé sur l'année de base 1929 (l'année de la stabilisation légale), est un indice géométrique mais la sélection des articles qui le composent le rapprochent beaucoup d'un indice pondéré.

Il comprend 39 prix dont 30 sont des prix d'articles indigènes et 9 des prix d'articles importés.

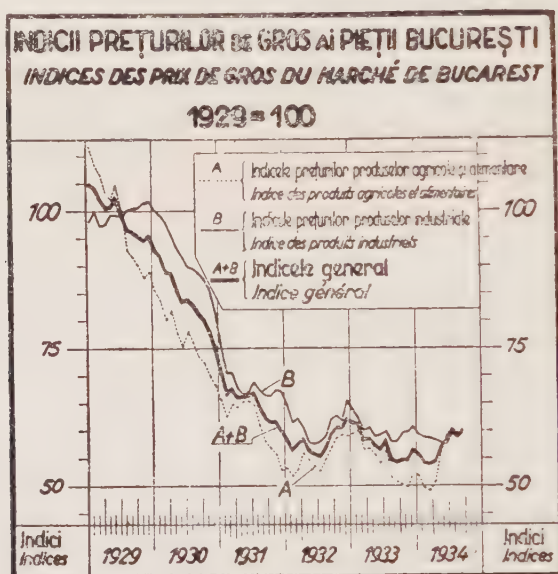
Sur les 39 articles (1), l'indice comprend 13 articles agricoles et alimentaires et 26 produits industriels (l'indice français sur 45 articles comprend 20 articles alimentaires).

La moyenne des indices des prix des articles agricoles et alimentaires et des produits industriels compose l'indice dont nous avons suivi l'évolution. Mais ces deux grandes catégories d'indices sont beaucoup utilisées pour l'orientation économique ; quand l'indice des prix des produits industriels s'accroît démesurément, dépassant celui des articles alimentaires et agricoles, ou bien quand

(1) Depuis 1932 l'indice compte 44 articles en augmentation seulement sur le nombre des produits industriels (de 26 à 31).

ce dernier indice des prix décroît au point de se trouver au-dessous de l'autre, cela indique que les ruraux (et en Roumanie ils en sont 84 p. 100 de la population) ont leur pouvoir d'achat diminué et ceci favorisera grandement la débâcle.

Le graphique suivant montre l'évolution de ces deux indices en Roumanie (1).



Les indices A et B s'entrecroisent au milieu de 1929. Les prix des produits alimentaires et agricoles tombent au-dessous du niveau des prix des produits industriels, notamment par l'effondrement du prix des denrées alimentaires et du blé spécialement, sur le marché mondial (2).

Aussi ce décalage n'a-t-il pas eu d'autre effet que de hâter la baisse des prix industriels.

Malgré la baisse des prix des produits industriels qui a com-

(1) Le graphique est extrait du *Bulletin de l'Institut Roumain pour la recherche de la Conjoncture*, n° 3 (1934), p. 19.

(2) « La baisse des prix a commencé par les denrées alimentaires et, en particulier, du blé ». D. NAVACHINE, *La Crise et l'Europe Economique*. Paris, Alcan 1932.

mencé depuis les premiers mois de 1930, un écart a longtemps persisté entre les deux indices des prix (A et B) l'indice général oscillant entre cet écart.

Nous remarquons qu'après maintes tentatives de rapprochement, au milieu de 1934, les deux indices des prix se sont rejoint et leur prochaine orientation indiquera si un nouveau cycle peut être envisagé (1).

Par l'observation de ces deux indices on voit clairement que les variations de l'indice B dépendent en grande mesure des variations de l'indice A. L'indice des produits agricoles et alimentaires, en effet, reçoit plus puissamment l'influence des mouvements internationaux, pour la bonne raison que les céréales ont un marché mondial et que la Roumanie est grande exportatrice de céréales.

Les prix des produits industriels ne sont que subséquentement influencés par le marché mondial (du moins pour la majorité d'entre eux). La protection douanière notamment sera une mesure efficace pour empêcher les prix des produits industriels indigènes de tomber au niveau des prix mondiaux.

Cette mesure, néanmoins, ne peut être qu'un palliatif : quand les prix des denrées agricoles subissent un effondrement, quand donc, le pouvoir d'achat de l'immense majorité du peuple roumain se trouve diminué, les prix des produits industriels doivent, bon gré, mal gré, suivre le mouvement des prix agricoles sur le marché national.

La solidarité économique internationale ressort nettement de ces deux paragraphes. Il est démontré par là que, tant qu'un pays vend des produits abondants sur le marché mondial, il subit l'influence des fluctuations de ce marché non seulement pour ces produits, mais encore pour l'ensemble de son économie.

Que la crise mondiale se soit répercutée, en Roumanie, sur l'industrie par l'agriculture, cela, est, en grande partie indéniable. Il serait trop simpliste, cependant, de s'en tenir à cette explication.

(1) En France aussi « l'équilibre entre prix agricoles et prix industriels est dès maintenant rétablie » (au cours de l'année 1934). *Bulletin d'Information Economique* n° 19 (Banque nationale pour le Commerce et l'Industrie), Paris, janvier 1935.

Mais notre étude a pour but essentiel de montrer quels ont été les effets de la crise dans l'industrie roumaine et nous ne ferons que toucher certains autres problèmes.

CHAPITRE II

LA CRISE MONDIALE ET LE MOUVEMENT DES PRIX DANS LES PRINCIPALES INDUSTRIES

Dans le chapitre précédent nous avons vu le mouvement général des prix dans l'industrie roumaine. En étudiant les prix dans les branches les plus importantes de cette même industrie, nous allons entrevoir lesquelles ont suivi la ligne générale et lesquelles y font exception. Nous tenterons d'en expliquer les déviations.

Pour cela il faudrait étudier les prix, au moins dans les deux grandes branches industrielles, dans l'industrie manufacturière et dans l'industrie extractive.

§ 1. — LES PRIX DANS L'INDUSTRIE MANUFACTURIÈRE

Quand une crise cyclique sévit pendant un mouvement de prix de hausse de longue durée, les prix des denrées alimentaires sont faiblement déprimés. « Dans la crise actuelle, les denrées alimentaires ont baissé dans le monde, sinon en France, aussi fortement que les matières industrielles (1) ».

Etant donné que nous étudions les prix dans un pays dont l'industrie la plus importante est l'industrie alimentaire, nous allons commencer par l'étude des prix dans cette industrie même.

Nous suivrons d'ailleurs l'ordre que les renseignements statistiques nous imposent.

I. — *Les prix dans l'industrie alimentaire.*

Deux grandes catégories de prix industriels doivent être dis-

(1) A. AFTALION, La crise économique et financière, Recueil des cours de l'Académie de Droit International, t. I, 1932.

tinguées : les prix dans les industries syndiquées et dans les industries soumises à la concurrence.

Nous verrons d'abord les prix dans l'industrie du sucre (qui est cartélisée) et ensuite dans l'industrie de l'huile végétale qui nous permettront d'apercevoir le mouvement général des prix dans l'industrie alimentaire.

a) — Les prix dans l'industrie du sucre

Parmi le petit nombre d'industries bien consolidées et tenant la première place dans les industries liées à l'agriculture, se trouve aussi l'industrie du sucre (1).

L'industrie du sucre en Roumanie a été jusqu'en mars 1932 presque entièrement syndiquée, l'entente étant définitivement dissoute au 1^{er} mai 1933.

Il va de soi que les prix auront dans cette industrie des variations qui ne coïncident pas toujours avec celles des prix des industries où la concurrence agit.

Pour étudier le mouvement des prix dans l'industrie roumaine du sucre pendant la crise il faut tenir compte, outre le caractère de monopole de cette industrie, de la taxe à la consommation établie par kilogramme de sucre et qui s'accroît (comme nous allons le voir) dès le début de la crise. C'est ainsi que l'indice des prix moyens de gros (dont nous disposons) ne nous donnera que des indications incomplètes concernant le mouvement du prix du sucre, voici ces indices (2) :

1928	1929	1930	1931	1932 (fév.-juillet)
98,48	100,60	107,19	105,35	84,84

Ce qu'il y a de particulier dans ces indices (tenant compte que le niveau général des prix tombe en 1930), c'est la hausse des prix en 1930, alors que la crise sévit déjà. Sans doute, on peut expliquer cette hausse — à première vue — par la volonté du cartel, mais il n'en est pas ainsi ; le tableau suivant (3) nous en dira davantage :

(1) GR. MELINTE, *L'économie générale du sucre et la crise* (en roumain), p. 41, Bucarest 1932.

(2) B.I.R.C. — N^{os} 1-2 (1933), p. 141.

(3) *Ibid.*, p. 58.

Années	Etablis par une commission	Taxe à la consommation en Lei sur le kg.	Le prix en Lei sur le kg.
1928	1 ^{er} mars 1928	4	30,65
1929	1 ^{er} mars 1929	4	30,65
1930	jusqu'au 20 janvier 1930	4	30,65
1930	« 1 ^{er} juillet 1930	7	31,50
1931	depuis le 20 juillet 1930	10	34,65
1932	depuis le 18 décembre 1931	10	30,90
1932	depuis le 1 ^{er} mars 1932	10	26,90

Ce tableau nous indique qu'en 1930, à une élévation de la taxe à la consommation égale à 3 leis (de 4 à 7), ne correspond une élévation des prix que de 0,93 lei, ce qui signifie que la crise pénètre dans cette industrie (cartélisée) même, de bonne heure, en tout cas avant que l'indice des prix du sucre le relève.

Si, entre juillet 1930 et décembre 1931, les prix du sucre s'élèvent, la cause en est l'augmentation parallèle de la taxe à la consommation. Une fois cette taxe stabilisée, la baisse apparaît nettement et elle ne fait que s'aggraver.

Avec l'année 1931, en effet, l'industrie roumaine du sucre traverse une âpre crise, à la fois cyclique et de structure.

En 1931, année où la production mondiale du sucre atteint son maximum (quand il y a donc bel et bien surproduction), les prix d'exportation du sucre ont enregistré la plus forte baisse qu'on ait jamais vue. Ce sera l'année catastrophique aussi pour l'industrie roumaine du sucre.

Selon la convention passée entre les producteurs de sucre et l'Etat, les premiers devaient exporter, en 1931, environ 6.000 wagons de sucre. Mais, vu les bas prix mondiaux, l'Etat a dispensé les producteurs de respecter la convention, donc d'exporter leurs stocks, surtout à des prix non rémunérateurs. Les producteurs ont aussitôt cessé l'exportation, mais le prix du sucre qui pouvait se maintenir encore à un niveau élevé dans le pays grâce à l'équilibre entre la production et la consommation, a brusquement dégringolé quand le stock qui était habituellement exporté a pesé sur lui.

Néanmoins la baisse brutale des prix a d'abord été provoquée par l'Etat. Le 18 décembre 1931, par l'application de la loi sur la spéculation illicite, le prix du kilogramme de sucre est réduit de 5 lei et au 1^{er} mars 1932 une nouvelle réduction eut lieu.

Seulement il ne faut pas croire que sans l'application de cette loi les prix ne seraient pas tombés. Et la preuve, la voici : par suite de la non-exportation, 9 usines (sur 14) ont fermé au cours de l'année 1932, mais ni les prix diminués, ni la fermeture de tant d'usines n'ont pu faire écouler les stocks. La pression des stocks fut si forte, qu'en 1932 les producteurs quoique cartélisés, ont pris certaines libertés sur leurs conventions. Les fabriques de Bod, Târgu-Mures, commencèrent par diminuer de un leu, au-dessous du prix maximum, leur propre prix pour la Transylvanie, tout en pratiquant le système des primes de concurrence pour les grossistes.

La dénonciation *de jure* du cartel en fut le résultat. Elle eut lieu le 1^{er} mai 1933, quand il y avait déjà des différences de prix de 3,60 à 4 leis, par kilogramme de sucre d'un producteur à l'autre, comme effet de la concurrence pratiquée. (1)

L'indice des prix de gros du sucre tombe nous l'avons vu — en 1932 — à un niveau où il demeurera jusqu'au début de l'année 1933 ; mais, avec la désagrégation de plus en plus forte du cartel, les prix subiront encore un recul et en avril le niveau du prix du sucre détermina en fin de compte la rupture complète du cartel.

En 1933, les prix n'ont cessé de baisser : la moyenne annuelle de l'indice descendant de 87,8 en 1932 à 79,9 en 1933 et pour 1934 l'indice semble être encore plus bas qu'en 1933 et cela également pour les prix de détail.

Toutefois, étant donné que l'exportation du sucre est toujours difficile, que les prix ont sous le règne de la concurrence une tendance certaine à la baisse, une nouvelle cartélisation peut avoir lieu dans peu de temps et, par suite, un redressement des prix.

En somme, la baisse des prix dans l'industrie roumaine du sucre et surtout la prolongation de cette baisse et son aggravation, reflètent véritablement la dépression de cette industrie. Nous allons voir, par ailleurs, que ce phénomène ne se rencontre pas dans toutes les industries roumaines. Mais l'observation des variations des prix dans l'industrie roumaine pendant la crise, nous suggère encore une remarque :

(1) Pour tous ces renseignements voir spécialement le B.I.R.C., n^{os} 3-4 (1933), p. 44-45 et aussi *Gr. Melinte*, op. cit. p. 41 et suivantes.

On pourrait croire que la baisse des prix dans l'industrie du sucre a eu pour cause uniquement l'intervention de l'Etat. Mais si l'on tient compte que même après cette intervention, les prix du sucre ont baissé à tel point que le cartel a perdu toute raison d'être et, par conséquent, s'est dissous, on voit que la nécessité de réaliser les stocks aurait en tout cas amené la baisse de ces prix.

Les cartels et les trusts n'ont pu empêcher l'accumulation des stocks, non seulement dans l'industrie roumaine du sucre, mais dans les industries cartélisées et trustées du monde entier. Déjà en 1932 M. J. Lescure constatait que « la production excède la consommation depuis plus de deux ans, malgré l'existence des trusts » (1). Et depuis, la situation ne s'améliore pas.

Et c'est pourquoi la justification théorique des ententes de producteurs paraît infirmée par la réalité. Pendant la prospérité, en effet, la marche ascendante des prix qu'ils imposent aux consommateurs découle de l'arbitraire de ces institutions (en Roumanie de 78,18 en 1926, l'indice des prix de gros du sucre monte à 107,60 en 1931). Cependant, on prétend que ce désavantage est compensé par la limitation des effets des crises, car les cartels et les trusts peuvent éviter la surproduction.

Mais l'expérience démontre que l'objet des cartels et des trusts consiste uniquement dans l'augmentation artificielle des prix, car ils ne peuvent empêcher la surproduction. De plus, au moment où il s'agit de comprimer les prix parce que l'écoulement des stocks peut devenir une nécessité pour les industries cartélisées, alors, l'existence même de l'entente est compromise. Au moment où l'entente ne peut même plus assurer le maintien des prix, les industries reprennent leur liberté, et démontrent ainsi que leur seule raison d'être n'était que l'obtention des prix élevés par l'intermédiaire de cet organisme et qu'elles ne remplissent pas une fonction préventive de la surproduction.

Il est certain d'ailleurs que la gravité de cette crise a été de beaucoup accrue par l'existence de nombreuses ententes à travers le monde, ententes qui ont freiné la baisse des prix, empêchant ainsi l'écoulement des stocks et par cela même ont aggravé la crise. L'augmentation artificielle des prix dans la période montante du

(1) Op. cit., p. 532.

cycle par de pareilles institutions, n'a pas de contre-partie dans la période de dépression, ne met pas d'obstacle à la surproduction.

L'industrie du sucre en Roumanie — on le voit — dessert l'intérêt général par la cartélisation qui existe alors qu'on n'en veut point et qui disparaît dans le chaos économique, alors qu'on est en droit d'espérer d'elle un frein à la surproduction.

b) Les prix dans l'industrie de l'huile végétale.

Nous avons étudié précédemment les prix dans l'industrie roumaine du sucre. Nous avons vu, que ces prix — étant donné le monopole temporaire de cette industrie — ne suivent pas parallèlement la baisse accusée par l'indice général.

Cependant, la plupart des prix dans l'industrie alimentaire roumaine obéissent plus docilement et plus intensément aux impulsions du cycle.

L'indice des prix de gros dans l'industrie de l'huile végétale (de tournesol) indique mieux l'allure des prix dans l'industrie alimentaire (dans son ensemble) au début de la crise.

En effet, l'indice des prix de gros de ce produit est utilisé par l'Institut Roumain pour la recherche de la conjoncture, non seulement dans la confection de l'indice général des prix, mais même pour les indices des prix de gros sensibles. Cependant, à partir de 1931 il faudra faire la moyenne entre l'indice des prix du sucre et de l'huile végétale pour trouver le niveau des prix le plus approprié, correspondant à celui de l'ensemble de l'industrie alimentaire.

La pénurie d'information de détail nous oblige à considérer sommairement l'indice des prix de gros de l'huile de tournesol.

Une très longue tension annonce la chute de cet indice. En août 1929 l'indice tombe de 105, en juin et juillet, à 93, niveau qu'il conserve jusqu'en juillet 1930. A cette date, une influence saisonnière le relève à 99, pour deux mois seulement, comme à dessein de le précipiter de plus haut encore, car il tombe à 87 en septembre et à 74 pendant les derniers mois de l'année. Une baisse plus profonde encore ramène cet indice à un minimum de 53 à la fin de l'année 1931. Le niveau même de 1932 lui est déjà supérieur.

La moyenne annuelle de l'indice depuis 1929 a été: (1)

1929	1930	1931	1932	1933	1934 (six mois)
100	89	67	57	68	68

L'année 1932 dans son ensemble, a donc connu la plus grande dépression, car depuis 1933 il y a une amélioration, bien que dans la dernière moitié de 1934 on constate une nouvelle baisse.

On peut constater néanmoins une différence entre la tendance générale des prix et les prix de l'huile végétale: les prix en général baissent encore après 1932, tandis que les prix de l'huile végétale montent depuis cette date.

Est-ce à dire que dans l'ensemble de l'industrie alimentaire une telle tendance s'est affirmée? Non, ce n'est point le cas. Il faudrait faire une moyenne entre les prix du sucre et les prix de l'huile végétale pour connaître la tendance des prix dans l'ensemble de l'industrie alimentaire depuis 1932, tendance qui est plutôt stationnaire.

La perspective d'une hausse des prix dans l'industrie alimentaire ne se dessine guère. L'industrie alimentaire, d'après l'observation des indices des prix, paraît être encore dans une époque difficile. Telle semble bien être la vérité, car cette industrie est attachée de près à la partie essentielle de l'économie roumaine, déterminée par le caractère agricole du pays, ainsi donc attachée au marché mondial des céréales qui est encore en piètre état.

Par conséquent il nous faut encore poursuivre notre étude dans les autres industries manufacturières, voir si les observations que nous avons faites dans ce premier groupe se retrouvent ailleurs, et, dégager ainsi le mouvement général des prix.

2. — LES PRIX DANS L'INDUSTRIE TEXTILE

L'industrie textile occupe en Roumanie une place prépondérante parmi les industries non alimentaires. Le mouvement des prix dans cette industrie est aussi caractéristique pour l'ensemble de l'industrie manufacturière roumaine.

L'industrie textile de Roumanie, bénéficiant d'un tarif doua-

(1) B.I.R.C. — N° 3 (1934), p. 24-25.

nier presque prohibitif, et d'un régime de contingentements, se trouve à l'abri de la concurrence étrangère. Aussi, s'est-elle développée jusqu'à la crise de telle sorte qu'elle pouvait subir la comparaison avec les industries similaires des pays de vieille tradition manufacturière.

Cette industrie n'est toutefois pas indépendante de l'étranger; elle doit importer bon nombre de matières premières et demi-ouvrées, tout spécialement en cotonnades.

Avec la crise, la consommation diminue et la nécessité de liquider les stocks détermine une baisse importante des prix. Une âpre concurrence régnant sur le marché national, le décalage des prix des matières premières de provenance étrangère a influé sur les prix des articles de fabrication nationale.

Cependant le mouvement des prix dans l'industrie textile roumaine est moins accentué que celui du marché mondial. Les indices des prix de gros des *tissus indigènes* et des *tissus importés* ont, depuis 1929, manifesté les oscillations suivantes. (1)

	1929	1930	1931	1932	1933	1934
						6 mois
Tissus indigènes	100	92	70	62	62	57
« importés	100	82	65	58	57	54

Il apparaît ainsi que les prix nationaux retardent un peu sur le mouvement des prix du marché mondial, phénomène très clair si l'on tient compte des obstacles douaniers; d'ailleurs le tableau ci-dessus nous montre une tendance au rapprochement entre ces deux indices. Mais une hausse ne se manifeste pas dans les prix de cette industrie.

Pour les prix des matières premières il y a certes une modification: « Les prix des matières premières ont haussé en 1933 et les impôts payés par l'industrie ont subi des majorations. Toutefois, les prix des produits finis ont fléchi de presque 6 % » (2). Il s'est produit en effet en 1933 une augmentation des taxes douanières touchant ces matières premières, donc cette hausse est sans intérêt

(1) B.I.R.C. — N°s 3-4 (1934), p. 34-35.

(2) *Ibid.*, n° 1 (1934), p. 31.

cyclique. Il est à remarquer cependant que la crise dans cette industrie n'a même pas permis aux prix des produits nationaux une augmentation proportionnelle à celle des matières premières.

Quand on étudie l'oscillation des prix dans l'industrie textile, on fait souvent des relevés intéressants sur le mouvement des prix dans ses principales branches, notamment dans l'industrie lainière, cotonnière et de la soie. Dans les cycles où la participation des prix des produits textiles à l'ensemble du mouvement cyclique n'était pas uniforme, voire même peu marquée, cette analyse était d'une utilité certaine. Pour l'étude que nous faisons, elle perd de son importance, car dans cette crise la participation des prix de cette industrie au mouvement du cycle est ferme et aussi parce que notre étude revêt un caractère de plus grande généralité.

Il faut pourtant mentionner que la baisse la plus profonde des prix a été enregistrée dans l'industrie de la soie (notamment dans l'industrie de la soie végétale, celle-ci étant dominante). L'indice des prix de gros du crêpe de chine végétal tombe d'une moyenne de 75 en 1929 à 27,5 en 1933.

Si catastrophique que soit cette baisse, ce n'est pas la première fois qu'elle se produit dans la même proportion. L'histoire des cycles économiques nous enseigne que dans l'industrie de la soie de telles variations des prix sont plutôt habituelles. Car enfin, dans la crise, on a de la peine à satisfaire des besoins même moirs luxueux.

3. — LES PRIX DANS L'INDUSTRIE MÉTALLURGIQUE

En 1913, M. Aftalion remarquait que la variation des prix dans l'industrie métallurgique est « celle dont la situation renseigne le mieux sur l'état d'ensemble de l'organisme économique » (1).

Mais le mouvement de baisse de longue durée des prix et les ententes internationales ont bouleversé bien des notions. Aussi en 1932, l'opinion de M. Aftalion sur le même sujet est-elle différente : « Les prix des métaux, dit-il en 1932, paraissaient ainsi un indicateur plus sensible de l'état économique général que les prix des autres matières industrielles et aussi que les indices généraux

(1) A. AFTALION, Les crises périodiques de surproduction, t. I, p. 42.

des prix. *Il semble n'en être pas tout à fait de même aujourd'hui.* » (1)

Le mouvement des prix dans l'industrie métallurgique roumaine n'a pas une importance aussi considérable que dans les autres pays, même pendant cette crise. Et cela uniquement parce que cette industrie — comme d'ailleurs la plupart des autres industries roumaines — étant protégée par une digue douanier, ressent moins vivement les influences extérieures, dès la première heure. C'est bien plutôt par détour, à la suite de l'effondrement des cours des produits agricoles (de l'amputation du pouvoir d'achat de la majorité du peuple), qu'elle les subit.

C'est encore l'une des raisons pour laquelle nous avons omis la classification habituelle, c'est-à-dire que nous avons reculé l'ordre suivant lequel on a coutume d'étudier les prix dans cette industrie.

Bien que l'industrie métallurgique est l'une des plus importantes industries manufacturières roumaines, cependant « la Roumanie est un pays par excellence importateur de produits métallurgiques ». (2)

Cette importation était particulièrement importante jusqu'en 1930, 1929 étant l'année du maximum d'importation des produits métallurgiques. A la veille de la crise, cependant, la production indigène arriva à alimenter presque la moitié de la consommation intérieure.

Il faut en outre tenir compte dans l'étude du mouvement des prix dans cette industrie de l'existence d'un cartel de production roumain en fer et aussi de l'influence du cartel international du fer, dissous fin 1931, mais reconstitué après.

Depuis la fin de l'année 1931 jusqu'à la nouvelle cartélisation internationale — donc dans un moment où le cartel roumain manquait d'appui extérieur — la concurrence s'établissait sur le marché roumain entre le groupe national et les importateurs de produits métallurgiques. Pourtant la concurrence était grandement réduite grâce aux difficultés à l'importation dues tant aux tarifs douaniers qu'aux contingentements et aux restrictions des devises. Ainsi, le

(1) *Ibid.* — Crises économiques et financières (Chapitre sur les prix), souligné par nous.

(2) D. PERIETIANU — (rapport sur) « *La politique industrielle* » publié dans les éditions du parti national libéral, p. 103, Bucarest 1933 (en roumain).

groupe national n'eut-il pas grand'peine à maîtriser le marché indigène.

Les prix des produits métallurgiques, à l'intérieur, se calculent néanmoins sur les prix internationaux; mais il faut ajouter à ceux-ci les droits d'entrée, le loyer des navires et les frais de déchargement, de même que les dépenses nécessaires pour résoudre les autres difficultés qui surgissent à l'importation (et qui ne font qu'augmenter). Tout cela a permis à l'industrie métallurgique roumaine de se développer pendant la crise sans craindre la concurrence étrangère et sans imprimer aux prix dans ces industries des baisses catastrophiques. Il faut ajouter que cela a été permis encore grâce au fait que les ententes existantes dans cette industrie n'ont pas été résiliées (il s'agit d'ententes nationales).

Les prix des produits dans l'industrie métallurgique roumaine se sont donc maintenus à un niveau supérieur à celui des prix internationaux: ils ont été moins sensibles en Roumanie pendant cette crise.

Les entraves subies par l'importation, que nous venons d'énumérer, ont eu pour effet de maintenir les prix dans l'industrie métallurgique roumaine non seulement au-dessus des prix du marché international pendant la crise, mais encore — chose exceptionnelle dans l'histoire des cycles — supérieurs à l'indice général des prix comme il résulte du tableau suivant: (1)

	1929	1930	1931	1932	1933	1934 (6 mois)
Métaux	100	87	66	62	65	61
Fer marchand	100	88	76	64	63	63
Indice général	100	84	64	58	58	55
Indice des prix des matières industrielles	100	92	69	61	60	58

Néanmoins, les prix des métaux fléchissent davantage au début de la crise que ceux des matières premières industrielles, parce que le marché roumain était surchargé de produits métallurgiques de provenance internationale quand éclata la crise.

L'année 1932 caractérise notamment le marché du fer par la baisse des prix qui y domine. A la fin de 1931, le cartel internatio-

1. B.I.R.C. — N° 3 (1934), p. 24-25.

nal du fer est dénoncé et les liens existant entre les producteurs roumains et le cartel (par l'intermédiaire du cartel de l'Europe centrale) disparaissent. Ces circonstances, ont permis aux producteurs roumains d'augmenter leur production, les prix en subissant l'immédiate conséquence, malgré le cartel intérieur.

Sous l'influence des prix du fer, l'indice des prix des métaux tombe encore jusqu'à 62 en 1932 (de 66 en 1931).

Mais le cartel national subsistant, on a tenté, non sans résultat, d'adapter les prix de revient aux nouvelles conditions et en même temps de stabiliser les prix.

Le prix du fer marchand — par exemple — a été ramené à un niveau constant depuis octobre 1932, date où son indice marque 64, jusqu'en mai 1933, où son indice marque 63 et où il demeure constant (du moins jusqu'à nos derniers renseignements).

Cela parce que au cours de l'année 1933 on a reconstitué le cartel international et que, de même, les prix ont été relevés et stabilisés sur le marché international. Bien que l'élévation des droits d'entrée et les restrictions douanières rendent peu opérante une concurrence avec les prix de l'industrie métallurgique roumaine.

Avec l'élévation du niveau des prix dans l'industrie métallurgique (65 en 1933 de 62 en 1932), la stabilité de cette industrie grandit sensiblement. La campagne de construction, sur laquelle nous avons déjà dit un mot, a aussi favorisé l'industrie métallurgique qui a le plus bénéficié de la restriction nouvelle de l'importation. (1)

Tout ceci contribue à expliquer l'élévation de la moyenne des prix des métaux en 1933.

Quoique pour l'ensemble des prix des métaux le mouvement de l'année 1934 soit moins favorable, les vieux stocks de fer étant épuisés, on note encore une faible hausse des prix de certains articles notamment de ceux du fer laminé.

De cette hausse profitent surtout les produits attachés à la campagne de construction. Par contre, les prix des produits finis en fer ont plutôt tendance à baisser pendant les derniers temps :

1929	1930	1931	1932	1933
100	97	82	75	75

(1) B.I.R.C. — N° 1 (1934), p. 24.

le détail de l'indice des prix des produits finis en fer pour 1934 étant :

J	F	M	A	M	J	J	A	S
72	73	71	70	68	68	68	68	68

A cela on peut ajouter que le mouvement des prix du *laiton* (en barres) baisse fortement en 1934

1929	1930	1931	1932	1933	1934 (6 mois)
100	89	66	69	74	59

les autres indices des prix des métaux restent plutôt stationnaires ou bien montent faiblement en 1934, ces produits étant attachés à la campagne de construction. (1)

	1929	1930	1931	1932	1933	1934 (6 mois)
Etain	100	82	36	56	63	65
Zinc	100	90	69	61	59	59
Fer marchand	100	88	76	64	63	63

Il est donc à retenir qu'une stabilisation sérieuse des prix, voire même un revirement ne s'est produit que dans les branches industrielles ayant des rapports avec la campagne de construction. Il apparaît toutefois encore futile de parler d'une situation favorable dans ces branches mêmes, alors que les prix n'ont été qu'à peine élevés. Si cependant cette conjoncture existe, elle est due à une particularité, c'est-à-dire à la diminution du prix de revient, mais sur ce sujet nous aurons l'occasion de parler plus amplement.

Dans cette industrie, nous avons donc pu souligner une déviation par rapport au mouvement d'ensemble de l'économie roumaine. Cela correspond à cet état spécial que nous avons signalé en traitant de la production dans l'industrie roumaine.

4. — LES PRIX DANS L'INDUSTRIE DU BOIS

L'importance de l'industrie chimique roumaine nous aurait

(1) Pour tous ces indices voir le n° 3 (1934) du B.I.R.C.

conduit à réserver cette place à l'étude du mouvement de ses prix. Cependant plusieurs raisons s'y opposent. La première, c'est la difficulté de trouver des renseignements sur le mouvement des prix dans ladite industrie. Ensuite, les prix dans l'industrie chimique roumaine ne reflètent qu'un mouvement négligeable par rapport à l'ensemble de l'industrie manufacturière roumaine, autant que de l'économie générale. Nous abordons donc l'étude des prix dans l'industrie roumaine du bois.

Ci cette industrie avait après la guerre, une situation défavorable par rapport aux autres industries, la crise mondiale l'a encore davantage éprouvée.

Si l'on considère seulement les chiffres relatifs à l'exportation, on voit que si en 1928 l'industrie du bois et les industries dérivées exportaient pour 4.868.673 milliers de leis (sur une exportation totale de 27.029.728 milliers de leis) en 1933, elles n'en exportaient que pour 1.010.073 milliers de leis (sur une exportation totale de 14.103.342 milliers de leis).

La brusque diminution de l'exportation d'une part, l'absence d'entente industrielle d'autre part, voilà les principales raisons qui expliquent la chute profonde des prix dans cette industrie, comme il suit de ces indices :

	1929	1930	1931	1932	1933	1934 (6 mois)
Bois de construction..	100	92	63	51	50	49
Bois de chauffage	100	86	67	56	51	46

Le décalage dépasse 50 % pour les deux prix à la fois.

Cependant dans les derniers temps, tandis que les prix du bois de chauffage indiquent toujours un prolongement de la baisse, les prix du bois de construction sont plutôt stables et indiquent même une faible hausse.

Ainsi pour la plupart des mois de l'année 1934 le mouvement des prix se présente de la manière suivante: (1)

	J.	F.	M.	A.	M.	J.
Bois de construction.....	47	47	51	51	51	51
Bois de chauffage.....	50	48	46	44	44	44

(1) Pour tous les indices de cette section voir le B.I.R.C. n° 3 (1934), p. 34-35.

C'est dire que l'industrie du bois de construction profite d'une situation spéciale, due, il est vrai, en partie aux commandes de l'Etat qui faisaient défaut, en partie aux primes d'exportation, mais surtout à la campagne de constructions qui atteint naturellement cette branche.

Encore faut-il mentionner que, grâce à cette conjoncture, une entente de producteurs s'est réalisée qui a rendu les prix particulièrement stables.

Les prix du bois de chauffage — au contraire — reflètent la situation générale de l'économie roumaine. La diminution du pouvoir d'achat des larges couches de la population explique la baisse considérable des prix du bois de chauffage qui constitue un article de première nécessité.

Déjà en 1930 les prix tombèrent profondément, la crise mondiale (surtout la diminution des prix mondiaux des denrées alimentaires), donc l'appauvrissement des acheteurs, ayant déterminé de plus en plus, dès lors, la diminution des prix du bois de chauffage. Et nul revirement depuis ne s'est fait ressentir en ce domaine.

Nous nous trouvons donc encore une fois en présence de deux tendances : des branches de l'industrie qui prennent part à la campagne de construction et qui bénéficient d'une situation favorable ou tout au moins encourageante, et d'autres branches qui continuent à piétiner. Leur importance dans l'ensemble de l'industrie roumaine sera déterminée seulement dans notre troisième partie.

5. — LES PRIX DANS L'INDUSTRIE DU CUIR

Si dans cette industrie il n'y a pas d'entente de producteurs, toutefois, depuis 1930 la moitié du pouvoir de production appartient au groupe « Dermata » quand la fabrique du même nom s'est intégrée verticalement (depuis les peaux brutes jusqu'aux chaussures et autres produits finis), tout en se rattachant, pour ce faire, une autre fabrique de grande importance.

De nombreuses petites fabriques — rudimentaires — ont disparu ou sont en train de disparaître, par suite de la concurrence du « géant mécanique » qui veut dominer le marché.

Nous allons voir tout de suite l'influence sur les prix des produits en cuir de ce groupe industriel. Disons auparavant que l'in-

dustrie roumaine du cuir n'est pas la maîtresse absolue du marché national. Car on importe encore la matière première et même certains produits ouvrés. La fabrique tchécoslovaque « BATA » notamment, a de nombreux magasins sur le marché roumain, malgré le tarif douanier assez élevé et qui s'élève sans cesse.

Les prix de gros des matières premières (peaux brutes et des produits semi-fabriqués, et fabriqués), indiquent les variations suivantes de 1929 à 1932: (1)

Années	Peaux brutes		Produits semi-fabriqués et fabriqués			
	Peaux de bœuf	Peaux de veau	Semelle	Box	Chaussures	Indice total
1929	72.3	83.8	86.2	92.7	102.8	91.9
1930	65.9	80.6	76.4	80.6	72.7	76.8
1931	59.5	48.3	72.2	69.9	60.8	68.2
1932	37.7	40.8	52.8	55.6	54.2	54.0

La baisse des prix des matières premières en cuir est vraiment hors de pair. Le décalage au cours de certains mois de l'année 1932 atteint parfois 60 %. Cependant dans l'année 1933 il y a eu une faible baisse de ces mêmes prix, mais le niveau annuel de 1933 est encore plus bas que celui de 1932. Cette hausse passagère a été due en grande partie à des fournitures faites à l'Etat et aux restrictions des devises qui ont facilité l'écoulement des stocks. Mais les prix ont failli retomber parce que les stocks des produits semi-fabriqués empêchent encore l'élévation des prix des peaux brutes.

La baisse des prix des chaussures a été considérable aussi. Le Groupe « DERMATA » a joué son rôle ici.

En 1930, quand il s'est créé, il a diminué d'un seul coup les prix

(1) B.I.R.C. — N°s 3-4 (1933), p. 32-33.

La moyenne (arithmétique) pour 1932 est calculée par nous d'après les moyennes mensuelles.

des chaussures de 30 %, et ayant ses magasins propres il a provoqué, sans tarder, une baisse générale des prix des chaussures.

La baisse des prix des chaussures a été même plus brusque que celle des prix des matières premières, le processus de baisse étant donc renversé. En 1933, le groupe « DERMATA » abaisse encore le prix des chaussures, mais sans grande influence sur l'ensemble des prix, à cause de la pénurie des matières premières.

L'indice des prix des *cuir*s montre les variations suivantes: (1)

1929	1930	1931	1932	1933	1934 (6 mois)
100	90	68	60	56	55

Les prix des cuirs dans l'ensemble, ont tendance à une stabilisation, mais d'une façon différente que dans les industries qui profitent de la conjoncture particulière dont nous avons parlé. Les prix des cuirs, en effet, ont encore une allure — si faible soit-elle — de baisse. Et cela malgré le groupe industriel « DERMATA » qui, toutefois, a imposé une certaine stabilité aux prix, mais qui peut les comprimer encore pour tenter de ruiner les petits industriels qui restent, et pour s'ériger en maître du marché. Son rôle dans cette industrie est donc indéniable parce qu'il a précipité la baisse des prix.

Il ressort en tout cas que dans cette industrie une conjoncture favorable n'existe véritablement pas. Il se peut néanmoins que par l'accaparement du marché du groupe « DERMATA » des avantages palpables pourront s'offrir.

6. — LES PRIX DANS L'INDUSTRIE DU PAPIER

L'étude des prix dans cette industrie est particulièrement intéressante, étant donné qu'elle est entièrement cartélisée. Un office pour la vente du papier règne en maître sur le marché roumain.

(1) B.I.R.C. — N° 3 (1934), p. 24-25.

Voici quelques prix mensuels du papier depuis 1928 à 1932: (1)

	Papier à écrire	Papier pour journaux	Papier pour emballage
Depuis le 15-1-28.....	48	18	23
» le 21-1-29.....	48	16	24
« le 7-7-30.....	76	15,68	19,50
« le 6-4-31.....	43	15,68	18,50
« le 1-1-32.....	40	15,68	18
«		Nov. 13,50	

L'entente des producteurs qui est assurément la plus puissante des ententes du pays dans cette industrie, a rendu le fléchissement des prix moins sensible qu'ailleurs.

L'année 1933 apporte une faible hausse dans les prix comme on peut le voir (2) d'après les indices suivants des prix de gros sur le marché de Bucarest (1927-100).

	Papier à écrire	Papier pour journaux	Papier pour emballage
1932	80	71,1	65,4
1933	82	72,8	56,3

Cette faible hausse enregistrée par les deux premiers indices est due à l'augmentation des commandes, mais aussi à la volonté du cartel. La baisse des prix du papier pour emballage n'a aussi d'autre cause que la politique de vente du cartel.

Dans le premier trimestre de l'année 1934, une nouvelle fabrique, ayant une production peu développée pour l'instant, s'est créée, bien que les industries cartélisées ne fonctionnent nullement à plein rendement. Ceci pourra toujours influencer les prix à l'avenir.

En janvier 1934, le prix du papier à écrire fléchit à nouveau (à 80) et le prix du papier pour les journaux également (à 71,1), tandis qu'une hausse, au contraire, se manifeste dans les prix du papier pour emballage (à 65,4). Tous les prix sont ramenés ainsi de nouveau au niveau de 1932. En mai 1934, une nouvelle baisse est constatée dans la première et la troisième catégorie de papiers.

(1) B.I.R.C. — N° 1-2 (1933), p. 55.

(2) *Ibid.* — N° 1 (1934), p. 28-29.

Ces nouveaux décalages nous empêchent d'affirmer que le cycle des prix dans l'industrie roumaine du papier soit dans une période de stabilité, car une baisse plus forte encore est attendue pour ces produits sur le marché roumain.

Néanmoins, malgré le cartel, la baisse des prix — si faible soit-elle — a commencé sans trop de retard dans cette industrie aussi. C'est en regardant les variations du prix du papier pour les journaux que l'on voit apparaître d'abord la baisse (probablement parce que la pression des journaux est redoutable), les prix fléchissent dès la moitié de 1929.

Il faut constater qu'en comparaison avec le mouvement des prix dans les autres industries la baisse des prix dans celle-ci a été modique. Le Cartel s'est montré ici assez puissant pour maintenir ses prix à un niveau relativement élevé (le protectionnisme douanier — évidemment — lui a facilité cette tâche). Ce faisant, le profit n'a pas manqué, et comme des entreprises qui fournissent la possibilité d'un bénéfice par le maintien de leurs prix pendant la crise sont enviables, d'ores et déjà on a vu *un intrus*.

L'effet d'un tel concurrent sur les prix ne se laissera pas trop attendre, croyons-nous, si toutefois il ne capitule pas devant des offres alléchantes que l'on fait en l'occurrence.

Concluons toujours que les prix dans l'industrie du papier n'ont pas échappé à la baisse cyclique. Il est vrai que les prix ont peu fléchi en dépit des stocks, mais cela ne peut qu'entraver l'épanouissement de cette industrie.

7. LES PRIX DANS L'INDUSTRIE DES MATÉRIAUX DE CONSTRUCTION

Dans cette industrie, il y a des bureaux locaux pour la vente des briques et, de plus, un bureau de vente des fabriques réunies de ciment. Cependant les prix du ciment caractérisent le mouvement des prix dans cette industrie.

Les prix du ciment ne restent guère stationnaires pendant la crise. De 21.659 leis le wagon en 1929, le prix descend à 19.300 leis en 1931. (1)

(1) B.I.R.C. — N°s 3-4 (1933), p. 40. Il s'agit du prix moyen réel encaissé par les fabriques pour un wagon de ciment de 10 tonnes, à la fabrique, sans sac, sans chiffre d'affaires.

Le fléchissement des prix est due à la grosse offre de ciment faite par les fabriques des pays exportateurs qui cherchaient à se débarrasser de leur surproduction. Les prix subissent donc l'influence directe du marché mondial.

Mais contrairement à tous les autres prix, les prix du ciment ont été stationnaires en 1932 et depuis, en 1933 et 1934 la tendance des prix reste toujours au niveau de 1932.

Cela est aisément explicable. Entre 1929 et 1931 les constructions de bâtiments, décroissent comme première répercussion de la crise. Entre 1932 et 1933 la construction des bâtiments recommence à une allure inouïe. Cela a permis de maintenir les prix et si le début de l'année 1934 est marqué par un faible fléchissement des prix, la cause directe en est une trop grande production (de nombreuses fabriques, fermées depuis longtemps, recommencent à produire).

Ceci démontre la conjoncture favorable qui règne dans ce groupe d'industries, caractérisée par le prix du ciment. Il n'est point besoin d'insister sur les causes de cette situation favorable, qui se manifeste dans toutes les industries apparentées à la campagne de constructions, à ce nouveau mode de thésaurisation. Est-il permis toutefois de demander *quousque tandem...* cette conjoncture ?... quant à nous, il nous est difficile de concevoir sa pérennité.

8. — LA CRISE MONDIALE ET LE MOUVEMENT DES PRIX DE L'ENSEMBLE DES INDUSTRIES MANUFACTURIÈRES

Nous allons voir par la suite l'évolution des prix dans l'industrie extractive roumaine, qui nous permettra des appréciations sur les prix dans l'ensemble de l'industrie roumaine pendant la crise mondiale.

Ce qu'on peut remarquer sur les prix dans l'ensemble des industries manufacturières roumaines — dont nous avons vu leurs variations dans les principales branches — est pourtant essentiel, étant donné l'importance de ces industries au moins pour le marché national.

Il faut donc dès maintenant préciser nos constatations.

Le mouvement des prix dans l'industrie manufacturière roumaine peut être divisé en deux phases. Au début de la crise, et jus-

qu'en 1933, ce mouvement suit fidèlement dans toutes les branches de l'industrie manufacturière le mouvement de l'indice général des prix, de sorte qu'on ne peut douter de la participation générale des prix à la baisse cyclique.

Qu'il s'agisse des prix des denrées alimentaires influencées par le mouvement de baisse de longue durée plus que par le cycle lui-même, ou qu'il s'agisse des prix des produits cartélisés ou de libre concurrence, la baisse provoquée par cette crise économique mondiale (qui, dans ce cas particulier, est l'enchevêtrement du cycle avec le mouvement de longue durée) est partout ressentie.

Sans doute, le degré de fléchissement des prix dans les industries particulières est fonction de diverses circonstances: du protectionnisme douanier, des ententes de producteurs, de l'existence d'une puissante industrie nationale, etc. Nul barrage n'a cependant pu empêcher la baisse des prix: la solidarité économique internationale n'est point un vain mot.

Toutefois à partir de 1933, les prix dans l'industrie manufacturière roumaine ne suivent plus tous le même rythme. D'une part, dans certaines branches d'industries, les prix s'inclinent encore et leur mouvement manifeste que dans ces industries la dépression n'est pas une chose révolue; d'autre part, par contre, on observe des hausses importantes et durables, ou au moins une stabilisation ferme des prix. Et ce second phénomène se rencontre sans exception dans les industries qui prennent part à la campagne de construction.

Il s'agit donc ici d'une divergence entre ce dernier mouvement des prix et le mouvement de l'ensemble des prix, ou, en d'autres termes, entre la situation de ces industries et la situation des autres industries qui évoluent parallèlement à l'ensemble de l'économie roumaine.

Le mouvement de la production serait-il donc fonction directe, pendant cette période, du mouvement divergent des prix? Plus précisément, l'augmentation de la production dans l'industrie roumaine est-elle la conséquence de la hausse des prix dans certaines industries, et, donc, de leur rentabilité?

Cette question sera précisée après l'étude des prix dans les industries importantes qu'il nous reste encore à examiner. Mais d'ores et déjà on peut affirmer que, pour une part, certaines bran-

ches de l'industrie roumaine, notamment celles qui sont en liaison avec la campagne de construction, ont été amenées, pour une part du moins, grâce au maintien des prix ou même à leur faible augmentation à participer à cette hausse générale de la production.

Mais, l'augmentation générale de la production, d'ailleurs influencée par le développement prodigieux de la production du pétrole, a des causes tout à fait singulières. Nous en avons vu certains mobiles déterminants. Il nous reste à examiner d'autres dont l'importance n'est pas négligeable.

La hausse ou le maintien des prix dans certaines branches de l'industrie, avons-nous dit, n'est pas en mesure, à elle seule, de fournir l'explication de la hausse de la production qui a dépassé en 1934 le niveau même de 1929.

Si nous regardons le mouvement des prix de l'ensemble de l'industrie manufacturière roumaine, ce point de vue ne peut être que fortifié. En effet, pour l'ensemble de l'industrie manufacturière roumaine, les prix passent d'une moyenne de 61,6 en 1932, à une moyenne de 58,1 en 1933, pour présenter des variations suivantes en 1934 (1) :

J	E	M	A	M	J
56,3	56,5	58,2	58,6	55,4	56,2

C'est dire que la hausse exceptionnelle de l'ensemble de la production industrielle roumaine doit avoir des raisons plus profondes. Les circonstances favorables qui ont permis l'élévation de la production doivent se manifester dans des formes plus concrètes, plus significatives que la faible élévation ou même le maintien du niveau des prix de certaines industries seulement.

Nous voulons bien admettre que la campagne de construction a élevé le niveau de la production industrielle, mais, dans ce cas, nous nous permettrions aussi de croire que les industriels ont su en profiter. Or, nous ne pouvons tirer du niveau des prix une indication claire et suffisante.

Avant de passer à l'étude des revenus qui mettra en lumière cette sérieuse objection, nous devons insister sur les prix dans l'in-

(1) B.I.R.C. — N° 1 (1934), p. 28-29 et n° 3 (1934), p. 15.

dustrie extractive et minière, notamment du pétrole. Cette étude mettra l'accent sur l'élévation démesurée de la production du pétrole, que nous avons relevée dans la partie précédente.

§ 1. — LES PRIX DANS L'INDUSTRIE EXTRACTIVE ET MINIÈRE

Nos recherches se limitent à l'étude des prix dans les industries capitales de ce groupe, à l'industrie du pétrole et du charbon.

1° *Les prix dans l'industrie du pétrole*

Bien que, dans les termes de la Constitution roumaine, le sous-sol soit propriété de l'Etat, toutefois ses richesses, et notamment le pétrole, « sang moderne », est loin d'être pour l'Etat la source de profit aussi importante qu'on pouvait espérer, et encore l'est-elle moins pour le... capital roumain.

En effet, plus des trois quarts de cette industrie sont sous le contrôle direct des trusts internationaux, qui ne manquent pas d'user et abuser de leur pouvoir.

Le pétrole est la principale marchandise d'exportation de la Roumanie, qui est au quatrième rang de la production mondiale (et elle exporte 85 % de sa production). Aussi, fait-on de graves remarques — étant donnée l'importance de ce produit — sur l'absence d'une politique d'Etat à son sujet.

M. P. Toncesco (ex-président du conseil d'administration des conductes de l'Etat), dont la compétence est reconnue, affirme « qu'il est obligé de constater que, pour la Roumanie, cette précieuse matière première n'a d'autres conséquences que le bonheur de la possession. Sauf quelques taxes fiscales, le fruit de cette production, les bénéfices, l'importance politique, appartiennent aux étrangers (1) ».

Ces constatations ne peuvent être contestées. Les grands trusts ont cherché par trois moyens à contrôler le pétrole dans les Etats

(1) P. TONCESCO. La Politique nationale du pétrole. Bucarest 1934 (en roumain).

producteurs et consommateurs : par les transports par voie de terre et d'eau (pipe-lines et vapeurs tanks), par le raffinage et la distribution à l'intérieur et par emmagasins et cela indépendamment de la politique d'immixtion et d'accaparement des exploitations des terrains pétrolifères, politique qui s'est surtout affirmée depuis la guerre (1).

Sans prendre parti en faveur des thèses du capital roumain, nous devons admettre que la politique des trusts a généralement réussi en Roumanie.

Ces remarques sont faites pour faciliter la compréhension de certains caractères extra-conjonctureaux que nous allons rencontrer en étudiant les prix dans cette industrie.

L'Institut roumain du pétrole indique pour 1929 et 1930 les prix suivants en livre sterling par wagon pour les pétroles bruts, non paraffineux de Bustenari et Moreni (2) :

		J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D	Moyenne
1929	Bustenari ...	21.6	20.19	21.1	21.17	22	24.1	22	20.11	21.8	22.17	23.12	21.11	22.4
	Moreni	15.5	14.12	14.16	15.8	15.10	17.12	15.13	14.16	16.7	16.15	17.7	17.19	16
1930	Bustenari ...	25.18	22.12	20.9	18.2	16.7	14.18	12.4	16.13	17.15	19	15.1	10.2	17.5
	Moreni	19.12	18.7	15.6	12.7	12.5	11	9.3	12.5	13.10	14.9	13.4	8.13	13.7

Les prix ont fortement baissé dans certains mois de l'année 1930. Les stocks considérables de pétrole brut, restés inutilisés par suite de la crise, ont grandement pesé sur les prix et les ont déprimés. Une convention, intervenue en juillet 1930, entre les extracteurs, visant la conservation des stocks, a redressé les prix, mais ils sont retombés une fois la convention expirée, c'est-à-dire au mois de novembre de la même année.

Les prix à l'exportation ont subi les influences de la baisse des prix mondiaux en général; les prix intérieurs présentent plus de

(1) VINTILA BRATIANO, La politique d'Etat du pétrole en Roumanie à la suite de la nouvelle Constitution et de la loi des mines — Bucarest 1927.

(2) MIHAIL. PIZANTY. Le Pétrole roumain, p. 151. Bucarest 1933.

particularités. Voici le tableau des prix de l'essence légère, prix à l'intérieur d'une part et à l'exportation de l'autre, de 1929 à 1933 (1) :

PRIX MENSUELS DE L'ESSENCE LEGERE

	1929		1930		1931		1932		1933	
	Intér.	Export.	Intér.	Export.	Intér.	Export.	Intér.	Export.	Intér.	Export.
J	6,03	5,96	7,54	5,94	2,73	2,20	1,73	1,95	1,83	2,12
F	5,43	5,96	7,38	5,62	1,76	1,84	1,58	1,94	1,89	2,07
M	5,08	5,98	7,23	5,43	1,86	2,--	1,58	1,90	1,78	1,76
A	5,53	5,33	7,08	5,54	1,85	2,03	1,53	1,89	1,73	1,65
M	5,56	6,06	7,53	5,53	1,77	2,05	1,56	2,14	1,60	1,37
J	5,58	6,80	7,53	5,38	1,40	1,81	1,56	2,06	1,37	,98
J	5,53	5,87	7,53	5,14	1,26	1,67	1,66	2,03	1,33	1,17
A	5,43	5,69	7,53	5,70	1,16	1,70	1,70	2,07	1,39	1,41
S	5,73	5,92	7,53	5,78	1,16	1,90	1,70	2,07	1,62	1,81
O	5,73	5,46	7,53	5,28	1,26	1,91	1,70	2,20	2,13	2,03
N	6,35	6,--	6,93	4,30	1,24	1,80	1,78	2,30	2,09	1,88
D	7,08	6,21	4,83	2,89	1,46	2,21	1,83	2,30	1,59	1,57

Les prix de l'essence légère à l'intérieur montent encore en 1930, tandis que les prix à l'exportation subissent déjà l'influence de la baisse des prix du marché mondial. Mais, à partir de 1930, les prix à l'intérieur baissent souvent au-dessous même de ceux à l'exportation : d'une part pour liquider les stocks, d'autre part parce qu'une âpre concurrence a eu lieu entre les extracteurs sur le marché national.

Pour l'ensemble des pétrolières, les prix à l'intérieur accusent une tendance semblable, mais beaucoup plus atténuée. L'indice moyen des prix de gros des pétrolières varie de la façon suivante depuis 1929 (2) :

1929	1930	1931	1932	1933	1934 (6 mois)
100	118	71	68	72	70

(1) B.I.R.C. — N° 1 (1934), p. 41 (les prix sont loco raffinerie et sans taxes).

(2) B.I.R.C. — N° 3 (1934), p. 24-25.

Il y a donc eu une baisse exceptionnelle des prix de l'essence légère, parce que le marasme a plus particulièrement atteint ce produit, mais aussi parce que la rationalisation et le progrès technique dans cette industrie ont été importants.

La hausse que nous voyons apparaître dans la seconde moitié de l'année 1932 et en 1933 a pour cause l'état du marché mondial. La hausse est surtout très rapide vers la fin de l'année 1933, les prix doublant presque entre septembre et décembre par rapport aux prix des mois immédiatement antérieurs. Les causes de cette hausse rapide ont été, d'après le *Bulletin roumain pour la recherche de la conjoncture* (1), les suivantes :

1° Un commencement de diminution de la production dans les chantiers importants des principaux Etats producteurs;

2° L'intervention du président Roosevelt s'appuyant sur l'« Industrial Recovery Act », voté par le Parlement et entré en vigueur en juin 1933, par lequel on met l'ordre dans la production des Etats-Unis, en contrôlant la production, le transport, et en dictant les prix, en vue d'établir un équilibre entre l'offre et la demande;

3° Les préparations de guerre, de même que les manœuvres des flottes au cours de l'année 1933 et qui ont augmenté la consommation des produits, diminuant les stocks mondiaux.

Si nous considérons que l'exportation du pétrole roumain représente 10 % de l'exportation mondiale, on se rend compte que la hausse mondiale des prix a atteint aussi le prix des pétrolières roumaines.

Seulement cette hausse a été de trop courte durée. Les prix mondiaux ont fléchi à nouveau, mais les prix roumains se trouvent sur le marché mondial même au-dessous des prix mondiaux. Et cette situation est due à la volonté délibérée d'épuiser les réserves roumaines en pétrole, d'exporter, donc, à n'importe quel prix.

Les prix de quelques pétrolières fob Golf Mexique et fob Constantza (port roumain) montrent en effet cette différence au cours de l'année 1934 (1) :

(1) B.I.R.C. — N° 1 (1934), p. 34.

(2) P. TONCESCO, op. cit., p. 45-46.

EN DOLLARS OR		
	Prix fob Golf Mexique	Prix fob Constantza
1 ^{er} trimestre	Essence légère	12,30
	Essence lourde	9,87
	Pétrole lampant	8,30
2 ^e trimestre	Essence légère	10,54
	Essence lourde	9,00
	Pétrole lampant	8,00
Juillet	Essence légère	9,87
	Essence lourde	8,59
	Pétrole lampant	7,90
Août	Essence légère	9,75
	Essence lourde	8,49
	Pétrole lampant	7,80

Les prix roumains d'exportation sont presque des prix de « dumping » et cela n'a d'autre résultat que d'épuiser les sources pétrolifères roumaines, car, par-dessus le marché, la valeur de l'extraction est diminuée en 1934 malgré l'augmentation de la quantité de la production.

Contre cet état de choses, certes, de nombreuses réactions surgissent, et même sous la plume du sous-secrétaire d'Etat au ministère de l'Industrie et du Commerce, M. Gh. Léon, on peut lire que « si la balance commerciale et la balance des paiements ne nous imposaient certaines obligations — qui dépassent de beaucoup les besoins apparents — il y aurait lieu de se poser la question si plutôt qu'une politique de production intensive ce ne serait pas une politique de réserves pour l'avenir qui devrait s'imposer d'urgence (1) ».

Toutefois, c'est d'abord à cause de la crise mondiale que les prix dans l'industrie du pétrole ont fléchi si profondément. Si les divers trusts internationaux, maîtres de la plus grande partie de la production roumaine du pétrole, ne s'entendent pas pour faire stabiliser les prix ou pour ne pas les rendre inférieurs aux prix mondiaux, c'est par raison de politique commerciale, car ils peuvent bien s'entendre lorsqu'il s'agit, par exemple, d'orga-

(1) *Excelsior*, Bucarest, le 23 mars 1935 (Supplément français).

niser la vente en commun des produits pétrolifères (la société roumaine « Distributia », notamment). Aussi s'associent-ils facilement pour mener la lutte contre un concurrent éventuel et cela par un moyen bien simple : en épuisant, tant qu'ils en ont encore les moyens, les ressources des terrains pétrolifères qu'ils possèdent, temporairement, grâce à la naïveté... de ce futur concurrent. (Certains osent dire (*sic*) qu'en l'occurrence il s'agirait d'une entente telle que nous l'avons signalée.)

Les prix roumains des pétrolières à l'exportation sont moins élevés que les prix mondiaux. Cependant, les trusts ne sont pas encore satisfaits et ils demandent un dégrèvement des taxes pour intensifier la production et l'exportation.

Mais le capital roumain, si peu intéressé qu'il soit dans la production, voudrait aussi être rémunéré et demande un prompt redressement des prix. Ce qui entraînerait une compression de la production dont les trusts ne seraient point partisans.

Comme on le voit, il y a de grands intérêts antagonistes dans cette industrie; mais, pour le moment, les intérêts des trusts sont dominants.

Cette production du pétrole, toujours intense, a été déterminée par des intérêts lointains, non rattachés aux circonstances immédiates; elle est donc extra-conjoncturale.

2° *Les prix dans l'industrie du charbon*

Malgré son importance secondaire, nous allons néanmoins voir le mouvement des prix dans l'industrie roumaine du charbon pour avoir une vue d'ensemble du mouvement des prix dans l'industrie extractive et minière.

Bien que, d'après l'évaluation de 1931, l'industrie charbonnière roumaine aurait à exploiter une réserve de charbon (de la tourbe-lignite jusqu'à l'antracite) de 2 milliards 792 millions de tonnes (1), on extrait au maximum 3 millions de tonnes de charbon par an (2), en satisfaisant ainsi à peine les besoins nationaux.

Le grand acheteur c'est le chemin de fer roumain (pour les

(1) B.I.R.C. — N°s 1-2 (1933), p. 36

(2) En 1932 l'extraction n'a dépassé guère 1.650.000 tonnes.

trois quarts de la production) qui influence grandement la fixation des prix du charbon.

Et c'est ainsi que les prix du charbon subissent les répercussions de l'économie nationale.

Déjà diminués en 1929, les prix du charbon n'ont cessé de fléchir durant la crise. Les prix du lignite de Petrosani enregistrent la baisse suivante jusqu'en 1931 (1) :

1929	1930	1931
1.222	1.056	918

Et, depuis 1932, l'indice des prix connaît encore une baisse : 70,8 en 1932, 67,7 en 1933 et seulement en 1934 une faible hausse (64,2), due, sans doute, à une entente d'extracteurs (parce que les prix restent inchangés) (2).

Mais la baisse des prix du charbon roumain est relativement plus profonde que celle du prix du charbon dans les autres pays. En effet, un phénomène de *substitution* a aggravé cette baisse.

En 1933, les chemins de fer roumains augmentèrent la consommation du mazout et diminuèrent celle du charbon, d'où résultat un profond fléchissement des prix en 1933.

La proportion entre l'utilisation du charbon et du mazout par les chemins de fer étant établie d'une façon certaine (72,25 % pour le charbon et 21,75 % pour le mazout) a rendu possible la faible hausse que nous avons enregistrée.

Les prix du charbon roumain ont donc été, à leur tour, influencés par la crise mondiale. Cette substitution des produits elle-même, qui a déprimé encore les niveaux de ces prix, est le résultat des nécessités que la crise a imposées avec acuité, car l'utilisation d'un combustible plus économique, comme le maximum d'économie en général, est de rigueur pendant une crise.

3° La crise mondiale et le mouvement des prix dans l'ensemble des industries extractives et minières

Si l'on considère la baisse profonde des prix dans l'industrie

(1) Les prix sont *lei* par tonne — B.I.R.C. n°s 1-2, p. 36.

(2) Voir B.I.R.C. — N° 1 (1934), p. 28-29 et n° 3 (1934), p. 15.

roumaine du pétrole et l'importance de cette industrie, on peut se rendre compte que, dans cette catégorie d'industries (extractive et minière), la baisse des prix a été plus grande que dans l'ensemble des industries manufacturières.

Et cela revient à dire que l'industrie qui envoie ses produits sur le marché mondial est encore plus atteinte par la crise que celle qui profite des barrières douanières, sans parler de celle qui bénéficie d'une situation intérieure privilégiée. Car, même si les prix du pétrole subissent une baisse extra-conjoncturale dans l'industrie roumaine, il n'est pas moins vrai que les prix ont été dans cette industrie plus facilement déprimés, justement parce que ce produit entre dans le marché international.

Mais un fait est à retenir en ce qui concerne l'industrie roumaine du pétrole : c'est que sa production accrue est inversement proportionnelle avec le niveau de ses prix et que ce n'est pas l'écart entre le prix de vente et celui de revient qui détermine d'une façon absolue cette production, mais surtout des visées extra-conjoncturales.

L'importance de cette industrie, dans l'ensemble de l'industrie extractive et minière roumaine, est facilement perceptible si l'on examine le niveau des prix de gros pondérés dans l'industrie extractive et minière. Le mouvement des prix du pétrole est greffé très nettement (1) :

1932	1933	1934 :	J.	F.	M.	A.	M.	S.
40.2	39.6		45.3	43.2	37.9	31.1	31.5	30.7

La hausse des prix, qui se remarque au début de l'année 1934 notamment, est due à celle des prix du pétrole qui commence à la fin de 1933.

La stabilité des prix du charbon, survenue depuis le début de 1934 — comme nous l'avons vu — ne se remarque même pas devant la nouvelle tendance à la baisse des prix du pétrole.

Et ici on ne peut rien prévoir. Les prix sont de beaucoup moins stables que dans l'ensemble de l'industrie manufacturière et cela pour la bonne raison que les prix dans l'industrie qui prédomine

(1) B.I.R.C. — N° 1 (1934), p. 28-29 et n° 3 (1934), p. 15. Base 100 = 1927.

dans cet indice suivent un mouvement plus rapproché du marché mondial, dépendent d'une mauvaise conjoncture, voire même d'une extra-conjoncture.

La question se pose maintenant de savoir quelle est l'influence du niveau de ces prix pour l'ensemble des prix de l'industrie roumaine. C'est ce que nous allons examiner dans le chapitre suivant.

CHAPITRE III

LA CRISE MONDIALE ET LE MOUVEMENT DES PRIX DANS L'ENSEMBLE DES INDUSTRIES ROUMAINE

Après avoir étudié les prix dans les principales industries roumaines, nous pouvons faire une vérification plus serrée de certaines appréciations que nous avons déjà émises au cours de l'étude sur la production.

La hausse de la production, avons-nous remarqué déjà, ne signifie pas *nécessairement* prospérité pour une entreprise. En effet, étudiant les variations des prix dans l'industrie du pétrole, nous avons vu que la fameuse hausse de la production de ce produit n'est pas déterminée par des prix rémunérateurs; bien au contraire, elle est due à des prix de « dumping », prix que l'on accepte pour des fins spéciales visant des perspectives lointaines, extra-conjoncturales. Il n'est même pas nécessaire ici de faire un tour d'horizon sur les revenus dans cette industrie, des arguments suffisants étant d'ores et déjà apportés en preuve.

L'étude des prix nous permet donc d'affirmer avec certitude que la hausse de la production ne signifie pas nécessairement une situation prospère.

Il en résulte que la question du pétrole est étudiée, que l'influence de la hausse trop brutale de la production de ce produit doit être mise à part quand on étudie le mouvement de la production dans l'industrie roumaine, comme nous l'avons d'ailleurs fait.

Mais il se peut, par contre, que la production soit diminuée par des ententes de producteurs; il se peut donc que la baisse de la

production ne signifie pas nécessairement dépression pour l'industrie en cause.

L'étude des prix met les choses au point aussi dans cette question délicate. S'il en était ainsi, les prix ne devraient pas tomber, pendant la crise, car la baisse parallèle des prix et de la production dénote que la volonté initiale des ententes a été mise en échec, que la crise les a atteints, que les prix sont devenus *non-générateurs de profits*, que donc les ententes ne sont pour rien dans la baisse de la production.

Non, dans la crise actuelle surtout, nul prix n'a été maintenu à un niveau acquis pendant la prospérité, malgré le frein puissant des ententes. Dans la crise, la volonté des producteurs n'a pas une si grande influence. « Tant qu'il y a la crise, les cartels ne peuvent être dangereux. Les dures circonstances font les industriels plus modestes et les obligent de se contenter d'un moindre bénéfice. Mais, demain, quand une ère de prospérité reviendra et les demandes de marchandises s'accroîtront, les producteurs groupés pendant la crise en cartels en profiteront pour maintenir ou même pour élever les prix jusqu'à un niveau usuraire (1). »

Il est vrai que, pour la prospérité, de singulières perspectives s'annoncent...

La baisse de la production dans l'industrie roumaine a été, elle aussi, le résultat du marasme économique qui a fait le tour du monde.

Reste à savoir ce qu'il faut penser de la hausse de la production (hormis celle du pétrole) intervenue depuis 1933, hausse qui nous est apparue de climat spécifiquement roumain dans l'étude de la production industrielle.

Dans le premier chapitre de cette partie, nous avons constaté un parallélisme étonnant entre l'indice général des prix roumains et les indices généraux des pays où la crise sévit encore. La Roumanie a bien des attaches avec le marché mondial pour ne pas faire exception quant à l'état d'ensemble de son économie.

Mais la situation des prix industriels, comment se présente-t-elle ?

(1) M. et Gr. MANOILESCO, La syndicalisation légale des industries, p. 48 — Bucarest 1932 (en roumain).

Nous avons remarqué dans certaines industries une baisse des prix qui se prolonge encore et dans d'autres industries une stagnation, voire même une faible hausse des prix. L'indice général pondéré des prix de gros des produits industriels roumains (1) nous incline cependant à penser que les prix, quant à l'ensemble de l'industrie roumaine, sont plutôt stables.

Leur évolution se présente ainsi depuis 1932 :

1932	1933	1934 :	J.	F.	M.	A.	M.	J.
55.3	55.3		54.6	54.5	55.1	54.6	51.2	52.3

S'il y a donc une augmentation *sui generis* de la production dans l'industrie roumaine, les prix, dans l'ensemble des industries, ne l'indiquent pas, et cela est bien naturel, parce que la majorité de la population roumaine a un pouvoir d'achat amputé, parce que, pour l'ensemble de l'économie roumaine, la crise n'est pas du domaine du passé.

Et ces considérations indiquent d'emblée l'importance de l'industrie roumaine dans l'économie nationale.

Sans doute avons-nous vu une hausse des prix dans certaines branches industrielles, mais ces hausses-là ne suffisent pas à expliquer la hausse de la production; car, tandis que la hausse de la production (même si l'on exclut le pétrole) se produit de façon que l'indice de la production lui-même l'exprime, les faibles hausses des prix se noient dans le niveau général des prix et l'indice général des prix dans l'industrie ne les exprime pas.

Ce n'est donc pas la faible hausse des prix qui a relevé la production, c'est un autre facteur, ce sont d'autres circonstances.

Nous avons déjà pu voir que la campagne de construction a déterminé la hausse de la production, encouragée d'ailleurs par la limitation de l'importation. Et c'est parce que nous avons vu que la hausse s'est produite dans les industries en liaison avec cette campagne, parce que nous avons vu que même ces faibles hausses des prix apparurent précisément dans les industries qui participent à la campagne de construction, ou qui bénéficient des restrictions à l'importation (ce sont en général les mêmes), que nous avons dit

(1) B.I.R.C. — N° 1 (1934), p. 28-29 et n° 3 (1934), p. 15.

que les facteurs déterminants de la hausse de la production et de la situation privilégiée, que l'on croit voir dans certaines industries, sont des facteurs exceptionnels.

Ces facteurs exceptionnels — de climat roumain — ont démarré la production, mais une autre question se pose maintenant pour bien comprendre les circonstances manifestées depuis l'apparition de ces facteurs.

En général, on ne produit pas à des prix non-rémunérateurs. Or, les prix dans ces industries n'ont marqué, tout au plus, qu'une faible hausse. Même avec cette hausse, ces prix ont été des prix de crise profonde des prix *non générateurs de profit*. Est-ce donc que les industriels produisent pour... l'amour de l'art ?

Une telle insinuation sera certes sans fondement après l'étude des revenus, et c'est pourquoi il faut pénétrer dans cette voie avant de clore notre travail.

Mais, auparavant, quelques remarques préjudicielles s'imposent.

La baisse cyclique, quand elle rencontre un mouvement de baisse des prix de longue durée, gagne toujours en profondeur. C'est le cas pour la baisse cyclique depuis 1929, les deux mouvements de baisse provoquant ce marasme inouï dans l'économie mondiale.

L'aspect spécial de la crise actuelle n'est rendu que très schématiquement dans ce qui précède; des facteurs nouveaux ont contribué à embrouiller de plus en plus l'évolution de la crise mondiale. Pour ne parler que de la crise agricole, financière, monétaire, de la marche vers « l'économie complexe » de tous les pays à faible industrie (comme l'est la Roumanie), nous pouvons déjà apercevoir toute la complexité du cycle pendant la crise et la dépression actuelle. Il est vraisemblable, par ailleurs, que des conjonctures particulières comme celle que nous avons rencontrée en Roumanie (et nous doutons que ce pays soit le seul à en posséder) sont venus compliquer encore les choses... et ce n'est pas tout...

Le caractère général et universel de cette crise s'est imposé à toutes les économies, même aux économies les moins développées, parce que toutes étaient solidaires dans l'économie internationale. Du moment que des échanges extérieurs font l'objet d'une partie importante d'une économie nationale, la crise peut s'y introduire. La Roumanie, pays de jeune industrie, a subi coup sur coup l'influence de la crise mondiale, et son industrie n'a pu profiter d'une

situation favorable — d'ailleurs précaire — que dans une phase de stabilisation, lorsque la crise s'est atténuée.

Ainsi l'évolution de l'économie roumaine, pendant la crise, a-t-elle su montrer à tous les théoriciens des « phases nécessaires » que cette économie est une partie intégrante de l'engrenage économique mondial.

Le niveau des prix a été particulièrement touché par le fléau. L'existence d'ententes de producteurs — et nous n'avons guère mentionné que les plus importantes — a parfois ralenti cette baisse; mais, malgré la prohibition douanière touchant bon nombre de produits étrangers, les prix ont fléchi dans l'industrie roumaine, ils ont fléchi aussi bien que dans les autres industries.

A l'heure actuelle, si l'on regarde le niveau des prix dans l'industrie, tout en constatant qu'il est plutôt stable, l'optimisme ne se montre guère quant à l'avènement prochain de la prospérité; et cette considération est valable tant pour l'ensemble de l'industrie que pour l'ensemble de l'économie roumaine et mondiale.

Pendant la crise, les prix dans l'industrie roumaine ont été tantôt au-dessus, tantôt au-dessous des prix mondiaux. Selon le caractère du marché pour une marchandise donnée, selon qu'elle est une marchandise d'importation, d'exportation ou destinée à la transformation ou à la consommation intérieure, ses prix se rapprochent plus ou moins des prix mondiaux.

Plus que jamais, ces phrases de M. Aftalion, sont dignes d'être méditées :

« Il existe peu d'exemples de phénomènes économiques aussi « innombrables et divers venant se discipliner sous l'action d'une « même loi. Il en est peu qui prouvent aussi lumineusement le « déterminisme qui commande au monde économique, malgré son « extrême complexité, et la possibilité d'une science économique « qui dégage les régularités, découvre les lois maîtresses (1). »

(1) Les crises périodiques de surproduction, t. I, p. 106.

TROISIEME PARTIE

LA CRISE MONDIALE ET LE MOUVEMENT DES REVENUS DANS L'INDUSTRIE ROUMAINE

« Le terme même de la prospérité et, à certains égards aussi, celui de la crise ont été appliqués aux phases des cycles à raison des mouvements des revenus et non pas de ceux des prix. Si on a parlé de prospérité, c'est parce que la hausse des prix s'accompagne de la hausse des profits et d'un plus grand bien-être de la classe ouvrière. Les souffrances qu'évoque le mot « crise » sont celles qui résultent de la chute des prix et des salaires (1). »

Cette précision est beaucoup plus utile, du point de vue scientifique, lorsque l'étude porte sur une crise survenue pendant une époque de baisse des prix de longue durée. Durant cette période, en effet, le mouvement des revenus ne coïncide pas toujours avec le mouvement des prix. Les prix peuvent avoir tendance à la baisse et les revenus peuvent avoir tendance à la hausse, comme cela s'est produit avant la crise de 1929. C'est dire que l'étude des revenus revêt une importance spéciale dans une telle circonstance.

Pour l'industrie roumaine, tout particulièrement, cette étude doit répondre à deux préoccupations essentielles. Sans doute il sera question d'abord de voir si le mouvement des revenus dans l'industrie roumaine suit la baisse cyclique, si donc il suit le mouvement des revenus internationaux. Ceci permettra encore une fois de vérifier l'affirmation que l'industrie roumaine subit les grandes répercussions de la crise mondiale. Mais cette question est de moindre importance parce qu'après avoir vu les autres affinités entre l'économie des autres pays et celle de la Roumanie pendant la crise, il serait un peu malaisé de soutenir la thèse que la crise dans l'éco-

(1) A. AFTALION, *op. cit.*, tome I, p. 112.

nomie, et même dans l'industrie roumaine, serait une crise propre au « mercantilisme » roumain.

La pensée essentielle qui nous anime dans cette partie de l'étude, c'est de dégager les principaux éléments qui sont à la base de la situation spéciale de l'industrie roumaine.

Il faut répondre ici à la question soulevée par l'étude du mouvement de la production et des prix dans l'industrie roumaine, notamment il faut dire qu'elles ont été les fluctuations survenues dans la rétribution des services producteurs pendant la crise.

Nous avons fait jusqu'ici deux constatations importantes :

1° Nous avons vu que le mouvement des prix et de la production roumains suivent fidèlement, jusqu'au fond de la crise mondiale, les mouvements des prix et de la production mondiale.

2° Mais quand une stabilisation plus ou moins accentuée s'est produite dans la dépression, alors, seul le mouvement des prix roumains resta parallèle à celui des prix mondiaux, car la production industrielle roumaine s'éleva bien au delà de la production mondiale.

Les raisons déterminantes de l'élévation de la production industrielle en Roumanie sont, comme nous l'avons vu, la campagne de construction, variante de la thésaurisation; ce sont encore les restrictions aux importations qui ont permis à certaines industries de trouver une consommation élargie (mais en général — nous le répétons — les industries qui bénéficient de ces restrictions sont aussi celles en liaison avec la campagne de construction); ce sont encore — mais dans une moindre mesure — les commandes de l'Etat accordées à certaines fabriques.

Mais ce sont là des facteurs « objectifs », c'est-à-dire des bases permettant une augmentation de la production. Ils n'expliquent pas entièrement la hausse de la production; nous avons vu, en effet, que les prix n'ont pas subi de hausse exceptionnelle et donc le profit, force motrice de la production, facteur « subjectif » de la production, ne nous est point apparu, jusqu'à maintenant, d'une façon claire.

L'importance de l'étude des revenus reçoit ainsi sa pleine signification. Ce titre doit répondre à la question posée par les conclusions dégagées jusqu'ici : est-ce que les industriels ont produit sans profit, ou bien est-ce qu'ils ont pu augmenter la production et main-

tenir le niveau des prix, surtout grâce à une massive réduction du prix de revient, de façon qu'ils aient pu réaliser un profit et à s'intéresser à la production malgré les bas prix de vente ?

C'est ce que nous voulons étudier maintenant dans deux chapitres : l'un concernant le mouvement des profits; l'autre la force motrice et le mouvement des salaires qui représentent les facteurs essentiels du prix de revient.

CHAPITRE PREMIER

LA CRISE MONDIALE ET LE MOUVEMENT DES PROFITS DANS L'INDUSTRIE ROUMAINE

Point n'est besoin d'insister sur les difficultés que soulève l'étude des profits dans les industries et surtout dans l'industrie roumaine. Nous n'avons qu'une documentation peut-être volontairement fort superficielle. C'est ce qui nous empêche de faire une analyse détaillée, de voir quel a été le mouvement des profits dans telle ou telle branche industrielle. Nous aurions voulu particulièrement préciser que les industries corrélatives à la conjoncture particulière dont il fut si souvent question, ont vu leurs profits tout particulièrement accrus. Mais nous n'en avons pas la possibilité dans l'état actuel des renseignements statistiques.

Il nous faut donc considérer le mouvement des profits sous un angle plus large, c'est-à-dire pour l'ensemble des industries et même pour l'économie générale. Néanmoins, les traits essentiels seront mis en lumière dans les paragraphes qui suivent.

§ 1. — LE RENDEMENT INDUSTRIEL

Si les bénéfices, dans l'ensemble des industries, connaissent un prodigieux essor pendant la prospérité, ils subissent une diminution considérable pendant la dépression, à tel point que souvent on peut enregistrer des pertes.

Pendant la dépression, le rendement des industries est généralement nul, car la production doit stopper pour l'écoulement des stocks, de la « surproduction » antérieure; il s'ensuit, pour toute production dans ces périodes des dommages à l'industrie.

C'est le phénomène que cette crise a fait apparaître avec une ampleur inouïe tant en ce qui concerne les rendements des industries dans le monde qu'en Roumanie.

En millions de leis, voici les bénéfices nets et le rendement des sociétés anonymes industrielles de 1928 à 1931 (1):

	1928	1929	1930	1931
Bénéfices nets	1.201,0	1.354,3	430,4	2.078,1
Rendement (en p. 100)	3,73	3,97	1,19	

Baisse profonde de rendement dans l'industrie roumaine. Les pertes subies en 1931 — paraît-il — s'élèvent au-dessus du maximum du profit de ces années. Sans doute, on connaît généralement l'exact montant des pertes plutôt que des bénéfices; mais on a toutes les raisons de croire que ces pertes ont été redoutables.

Depuis 1931, quelle a été la situation? Malheureusement ces calculs n'ont pas été poussés plus loin et il nous faut les relever des indices des recettes budgétaires pour en saisir le mouvement.

Sous la rubrique « revenus du commerce et de l'industrie », les recettes budgétaires nous indiquent le mouvement de ces revenus.

Il faut rappeler que les recettes d'un exercice donné doivent être considérées comme le résultat des impositions faites sur une année précédente.

Le mouvement des indices des recettes des revenus du commerce et de l'industrie, bien qu'il soit le résultat de deux branches d'activité (en fait apparentées), trace fidèlement la courbe de l'ampleur de la crise dans l'industrie roumaine (2).

1930	1931	1932	1933
100	66,19	44,99	32,92

(1) B.I.R.C. — Nos 1-2 (1931), p. 120 (ce calcul très important n'est cependant pas poussé plus loin...).

(2) Voir les divers numéros du B.I.R.C.

Ainsi les revenus du commerce et de l'industrie, correspondant aux recettes effectuées en 1933 (revenus de 1932 donc), marquent une baisse considérable par rapport aux recettes de 1930 (revenus de 1929).

Mais ces indices en 1934 ne suivent plus la baisse. Le premier trimestre de 1934 voit l'indice à 11,75 % par rapport à l'indice de 1933 et le deuxième et troisième trimestres de la même année ensemble voient encore leur indice à 101,9 % par rapport à 1933 (1).

En général les recettes de l'année 1934, donc celles représentant le niveau du revenu pour 1933, sont supérieures aux recettes représentant les revenus de l'année 1932 (et la hausse de ces revenus — surtout pour l'industrie — n'est que faiblement représentée dans cet indice).

Quoi qu'il en soit, ces indications relèvent, en 1933 déjà, un certain revirement. Ce sont les industries intéressées à cette conjoncture toute spéciale dont nous avons parlé qui l'ont produit et le rendement de l'industrie mettra mieux en lumière ce changement qui a eu lieu dans l'industrie roumaine, ou, plutôt, dans certaines branches importantes de l'industrie roumaine, depuis 1933.

§ 2. — LES ÉMISSIONS DE CAPITAUX

On peut se rendre compte du rendement d'une industrie lorsqu'on considère les fluctuations des émissions de capitaux dans cette industrie.

Les capitaux pendant la crise se retirent, se thésaurisent, de la façon classique, comme nous l'avons vu en Roumanie: en étant investis dans des valeurs réelles, dans des immeubles. Il faut remarquer que si les capitaux par peur d'inflation se concentrent dans l'industrie même, ces « fuites » ne se font que sur une petite échelle. A cet égard, les exemples des Etats-Unis, de la Grande-Bretagne et, dans une certaine mesure, de l'Allemagne sont édifiants.

Voici les émissions de capitaux dans les industries des pays les plus importants (2) :

(1) B.I.R.C. — N° 2 (1934), p. 44 et n° 3 (1934), p. 35.

(2) (En millions) — Sources : Pour les Etats-Unis : *Commercial and Financial Chronicle*; pour la France : *la S.G.F.*; pour la Grande-Bretagne : *The Economist*; pour l'Allemagne : *Wirtschaft und Statistik*.

Années	Etats-Unis	France	Grande-Bretagne	Allemagne
	dollars	francs	Livres Sterling	Marks
1929	1.897	5.992	45	713
1932	17	1.526	9	45
1933	112	929	10	55
1934	12	125	6	26

Aux Etats-Unis ce n'est qu'au moment même de l'inflation que le revirement puissant a été opéré, pour tomber bientôt à un niveau inférieur d'ailleurs; en Grande-Bretagne, l'inflation n'a provoqué qu'un très faible relèvement des investitions; en Allemagne, où il y a eu provocation artificielle des investitions; ceux-là aussi n'ont été que de courte durée. Quant à la France où nul facteur législatif n'est venu bousculer l'organisme économique depuis la crise, les investitions ont diminué et puisqu'il y a aussi en France la peur d'inflation, nous pouvons dire que cette peur, à elle seule, ne provoque pas des investissements massifs dans l'industrie. Il faut que l'acte soit consommé, il faut qu'il y ait de l'inflation — comme aux Etats-Unis — pour que les capitaux affluent vers l'industrie et encore ce n'est qu'un phénomène de courte durée.

Donc il doit y avoir une autre raison qui détermine, en temps de non-inflation, les capitaux à se porter vers l'industrie pour une période durable. Il doit exister une conjoncture favorable dans ladite industrie, un rendement quelconque pour légitimer un accroissement important des investissements dans l'industrie. Et dans ces pays importants, malgré l'inflation, malgré les artifices des lois, un rendement favorable n'apparaissant pas, l'année 1934 connaît une très forte diminution de ces investissements.

Quelle a été la situation en Roumanie ?

Depuis 1930, voici le montant des émissions de capitaux pour l'industrie (1):

1930	1931	1932	1933	1934 (9 mois)
4.386.9	1.237.8	211	323.7	774.8

Les émissions de capitaux en Roumanie, après avoir suivi le mouvement de baisse des émissions internationales, commencent

(1) B.I.R.C. — N° 1 (1934), p. 95 et nos 2-3 (1934), p. 40.

depuis 1933 un mouvement propre qui s'intensifie de plus en plus et, en 1934, l'allure de ce mouvement est vraiment hors de comparaison avec les autres pays.

C'est que l'état favorable de certaines industries (grâce aux constructions) a permis l'auto-financement de ces industries et il en est encore de même pour celles qui ont profité des hautes barrières douanières.

« ...Les nouveaux apports de capitaux, se canalisent de préférence vers les industries existantes, qui après la *période de la compression des frais et de la réorganisation* au cours des premières années de dépression, *profitent de la conjoncture favorable* créée par une série de circonstances pour se reconstituer les fonds de roulement et pour faire l'extension des installations en vue de la consommation accrue, ou en vue de la fabrication des produits industriels qui jusqu'à présent étaient importés. » (1).

Ces émissions de capitaux dénotent donc la rentabilité de certaines industries; elles dénotent que le profit existe dans certaines industries, que le rendement est déjà positif parce qu'elles ont su profiter de la situation favorable et cela par la « *compression des frais et la réorganisation* ».

De ces constatations on peut tirer deux conclusions:

1° Il faut qu'il existe une conjoncture favorable « *objectivement* », pour que l'industrie puisse augmenter sa production.

Il ne suffit point d'une « compression de frais et de la réorganisation d'une industrie » pour trouver des débouchés; on a beau réduire le prix de revient et produire à de bas prix de vente, il faut avoir surtout l'acheteur, il faut avoir une conjoncture favorable « *objectivement* ».

En Roumanie les acheteurs presque tombés du ciel, inattendus, ont été les constructeurs d'immeubles (pour la plus grande part) et aussi les acheteurs qui préféraient jadis les produits étrangers et qui n'ont plus le choix aujourd'hui.

2° Il faut qu'il existe aussi une conjoncture favorable « *subjectivement* », pour rendre possible une augmentation de la production. Il ne suffit pas, en effet, qu'une conjoncture favorable « *objectivement* » se présente, qu'une campagne de construction (due à

(1) B.I.R.C. — N° 3 (1934), p. 40 (souligné par nous).

diverses causes) ou qu'une restriction des importations aient lieu, pour que l'industrie intéressée en profite automatiquement. Il faut au préalable, « une compression des frais et une réorganisation » de l'industrie, pour que l'industriel puisse, aux prix qu'on peut lui offrir, à des prix bas, — à des prix de crise — en tirer toujours profit.

Ces conditions sont réalisées pour la dernière période que nous traitons. Le détail de cette compression des frais et de cette réorganisation de l'industrie roumaine fera l'objet du chapitre suivant.

Avant d'y passer toutefois, si nous voulons insister comme il convient sur la conjoncture favorable « objectivement », sur la campagne de constructions tout particulièrement, nous devons encore examiner un paragraphe instructif à ce sujet.

§ 3. — LA SITUATION DES CHEMINS DE FER

La situation des chemins de fer roumains — comme dans les autres pays d'ailleurs — n'est certes pas brillante.

Si pour la France — par exemple — le déficit ne cesse de s'accroître depuis 1931 (1), pour la Roumanie la situation est encore pire, car il y a eu déficit même en 1929.

Cependant, dans l'année 1932 la rationalisation, la compression des frais ont amené à diminuer le déficit et, grâce à l'activité industrielle de 1933, cette diminution a été encore plus sensible. Mais les chemins de fer nous intéressent du point de vue du trafic.

Le trafic des chemins de fer est en effet une expression composite de l'activité de toutes les industries (2). Il va sans dire que pour la Roumanie, pays agricole et qui « surproduit » le pétrole, la définition que contient la phrase précédente est moins susceptible de nous indiquer la réalité. Si on analyse, en revanche, le mouvement des catégories de marchandises transportées, alors on obtient des indications utiles. Et ces renseignements peuvent être utiles à la fois quant à l'état des chemins de fer pour les temps derniers et l'influence qu'ont eue sur eux l'activité de certaines industries,

(1) Voir la *Revue économique internationale* — Bruxelles.

(Le résultat d'exploitation des grands réseaux français), n° de décembre 1934, p. 619.

(2) R.-A. AISHTON, *Forecasting Railway Traffic* (Publication of Pollak Foundation n° 6, p. 53), cité par D. JORDAN, op. cit.

et aussi quant au fait essentiel que le transport des matériaux de constructions est en hausse permanente.

Voici en tonnes le volume du transport d'après les catégories de marchandises.

	1929	1930	1931	1932	1933
Céréales et farines	2.389	2.850	2.865	2.504	2.012
Pétrole et dérivés	2.986	4.320	4.698	5.212	5.577
Bois de chauffage.....	3.949	3.308	3.421	3.265	3.161
Bois de construction	2.094	1.915	1.524	1.305	1.397
Matériaux de construction.....	1.456	1.140	937	987	1.052
Fer de toutes sortes.....	516	525	323	284	

« La reprise, plus vive dans le domaine des moyens de production et plus lente dans celles des biens de consommation s'observe d'une part dans l'accroissement du transport du matériel de construction et du fer (?) et dans la diminution du transport des céréales et du bois de chauffage d'autre part. Le volume agrandi du transport des produits pétroliers s'explique, en grande partie, par l'accentuation de l'exportation et par un faible accroissement de la consommation intérieure. » (1).

Il est à remarquer ici, que les transports des produits en liaison avec la campagne de constructions se sont accrus et ont favorisé la situation des chemins de fer roumains.

Nous ne répéterons jamais trop que c'est la campagne de constructions qui a été le facteur le plus important de la situation exceptionnelle que traverse l'industrie roumaine.

CHAPITRE II

FORCE MOTRICE ET SALAIRES PENDANT LA CRISE MONDIALE

« En utilisant la théorie des symptômes, la théorie du cycle
« des affaires procède comme un médecin qui, bien qu'ignorant
« les causes de la maladie, peut néanmoins se faire une idée
« générale, apercevoir une sorte de physionomie de la maladie,

(1) B.I.R.C. — N° 1 (1934), p. 73-74.

« en rassemblant tous ses symptômes, afin de prévoir, d'après son « expérience antérieure, le développement de cette maladie. De « même en observant le cycle des affaires, on essaie d'établir « tout d'abord la configuration des diverses physionomies (pha- « ses) du mouvement, pour en conclure le développement « futur. » (1).

Nous avons utilisé largement cette méthode des symptômes, la seule d'ailleurs qui convienne à la science économique. Il nous suffirait de considérer encore quelques-uns de ces symptômes pour établir la « configuration » de l'état de l'industrie roumaine pendant la crise mondiale. Et même si nous laissons de côté la conclusion, par la seule mise au point de la conjoncture roumaine, notre étude — croyons-nous — sera utile, car il est très instructif de connaître les véritables fondements de la situation présente. Ces indications à elles seules permettraient, d'ailleurs, au moins d'apprécier si le concours de circonstances favorables survenues dans l'industrie roumaine, a un caractère durable ou éphémère.

Et c'est pour cela que nous ne voulons perdre de vue aucun facteur important, aucun symptôme significatif de cette conjoncture particulière.

Les salaires et la force motrice sont des symptômes importants qu'il reste à examiner.

La période de la « compression des frais et de la réorganisation au cours des premières années de la dépression », se traduit, dans l'industrie roumaine, quant à la réorganisation, surtout par l'augmentation de la force motrice utilisée et par la diminution des salaires quant à la compression des frais de production. Mais la force motrice aussi bien que les salaires ont fourni les bases tant de réorganisation que de compression des frais de production.

L'intérêt que nous portons au mouvement des salaires nous détermine à traiter d'abord la question de la force motrice.

(1) E. WAGEMANN. — Introduction à la théorie du mouvement des affaires, — Paris — Alcan 1932.

§ 1. — LA FORCE MOTRICE

C'est un fait connu que pendant la dépression, pour augmenter la productivité du travail, les industriels mettent en œuvre plutôt la force motrice que la force musculaire.

Cependant il est un moment où la force motrice utilisée dans l'industrie subit elle aussi une forte baisse, et cela vers le plus profond de la crise.

Il n'en est pas tout à fait de même en Roumanie, où la force motrice, dans l'industrie, est moins abondamment employée qu'ailleurs et où on ne s'est pas décidé à laisser inerte, improductive, la plus grande partie de l'outillage. Aussi la baisse de la force motrice est-elle à peine remarquée d'une façon absolue (1).

Voici les variations du nombre des C.V. utilisés dans la grande industrie roumaine depuis la fin de 1928 (2) :

1928	1929	1930	1931	1932
472.271	497.963	492.715	498.659	514.745

Mais le plus remarquable c'est qu'en pleine crise, à la fin de 1931, le nombre des C.V., employés dans l'industrie s'agrandit, pour s'élever d'une façon constante depuis.

Il semble donc acquis que la force motrice a contribué tant à la réorganisation de l'industrie roumaine qu'à l'œuvre de compression des frais.

Seulement, même dans une industrie très outillée (et ce n'est pas le cas en Roumanie), le facteur humain, la force musculaire, les salariés ont une importance capitale. Le salaire est l'un des principaux « frais » que l'industriel s'applique à comprimer, surtout en période de dépression.

Cela lui donnera des avantages à la moindre reprise. Il pourra alors produire avec bénéfice parce qu'il lui sera possible d'embaucher la main-d'œuvre nécessaire à des taux « comprimés » d'avance.

(1) Nous dirons « d'une façon absolue » parce qu'il ne faut pas oublier que les premières années de la dépression sont accompagnées par l'arrivée du nouvel outillage dans l'industrie — et alors, relativement à l'outillage — la baisse doit être plus profonde.

(2) B.I.R.C. — N° 1 (1933), p. n° 1 (1934), p. 25.

Nous passons donc à l'étude principale de ce chapitre, à celle du niveau des salaires.

§ 2. — LE NIVEAU DES SALAIRES

Le niveau successif des salaires dans l'industrie roumaine représente une courbe différente par bien des côtés du niveau des salaires dans les industries des autres pays.

Le niveau des salaires est d'abord très bas en Roumanie et dans une publication spécialisée du *Bureau international du travail* on a pu écrire que tenant compte des salaires réels, la Roumanie figure parmi les peu nombreux pays qui n'ont pu encore opérer le passage à un niveau supérieur à celui d'avant guerre (1).

Malgré un revirement du niveau des salaires jusqu'en 1929, cet état de choses n'a pas beaucoup changé.

Mais ce qui nous intéresse ici c'est le niveau des salaires nominaux et ses fluctuations, parce qu'il est pratiquement impossible de voir autrement dans quelle mesure les frais ont été comprimés dans l'industrie.

Les salaires nominaux dans les pays importants sont calculés à part pour l'industrie. Quoique pour la Roumanie ce calcul n'existe pas, le niveau général des salaires indique dans une certaine mesure les fluctuations des salaires dans l'industrie aussi. En voici leurs variations depuis 1928 (2) :

Années	Etats-Unis	France (R.P.)	Gde-Bretagne	Allemagne	Roumanie
	gains par heure	gains par heure	gains par semaine	gains moyens	gains par mois
1928	98	88	100	95	98
1929	100	100	100	100	100
1930	100	106	100	102	96
1931	96	105	98	97	85
1932	84	100	96	82	69
1933	83	102	95	79	63
1934	99	102	96	79	62

(1) Les autres pays seraient la Hongrie et la Lettonie. v. *Les fluctuations des salaires dans les différents pays, de 1914 à 1925*, p. 128, Genève 1926.

(2) Revue internationale du Travail, Genève, le n° d'août 1935, p. 278 et suivantes.

Tandis que la baisse des salaires nominaux n'est plus sensible qu'en Allemagne parmi les pays les plus importants, elle revêt un caractère beaucoup plus profond en Roumanie. Dans l'industrie roumaine notamment, la baisse des salaires est la plus prononcée dans l'industrie de constructions et dans l'industrie métallurgique, c'est-à-dire dans les industries qui profitent justement d'une situation favorable.

Le Bulletin du Ministère du Travail de Roumanie, montre que l'indice des salaires dans les industries de constructions passe d'un maximum de 2.670 pendant le troisième trimestre de 1929, à 1.611 pendant le dernier trimestre de 1933; et, dans les industries métallurgiques et mécaniques, l'indice des salaires, d'un maximum de 2.600 pour le deuxième trimestre de 1929, recule jusqu'à 1.654 pour le dernier trimestre de 1933 (1).

Comment s'explique cette baisse profonde des salaires ? Cela est dû principalement à la faible importance des syndicats et aux difficultés que rencontre... l'action syndicale.

Mais — n'importent les causes — on voit ainsi comment les frais de production ont pu être fortement comprimés grâce à la diminution très accentuée des salaires (2).

La diminution massive de cette importante part des frais de production, des salaires, a créé la base de la conjoncture « subjective » favorable qui a permis aux industriels de profiter de la conjoncture « objectivement » favorable et qui a eu pour résultat l'augmentation de la production et des bénéfices. Et cette augmentation de la production et des bénéfices, ces nouveaux investissements de capitaux dans l'industrie, tout ceci a été réalisé à des prix bas, à des prix de crise, parce que justement ces deux aspects de la conjoncture objective et subjective ont existé à la fois.

Les salaires réduits et l'accroissement de la production ont eu pour conséquence, naturellement, une diminution du chômage parmi les ouvriers (si, toutefois, on ne tient pas compte du chô-

(1) Voir les divers bulletins du Travail et des Assurances sociales — Bucarest.

(2) Il est à noter que malgré la faible organisation syndicale des ouvriers, le niveau de leurs salaires est si misérable que pour prévenir la manifestation de leur mécontentement sous diverses formes, l'état de siège règne à n'en plus finir...

mage des ouvriers saisonniers et de ceux, nombreux, qui dans les derniers temps ont abandonné les campagnes). Le nombre de chômeurs (ouvriers de toujours) a ainsi diminué en 1934 de moitié par rapport à celui de l'année où le nombre a été le plus élevé (1).

Nous avons vu que ces facteurs, que nous avons appelé « subjectifs » et « objectifs » de la conjoncture, ont contribué par leur union à créer une situation favorable dans des branches importantes de l'industrie roumaine.

On ne peut douter un instant que les industriels n'auraient pu profiter de la situation, si l'un des deux aspects de la conjoncture avait manqué. Si l'un de ces aspects disparaissait, il ne suffirait pas que l'autre reste pour que des résultats semblables apparaissent. D'après nos dernières informations statistiques, et surtout d'après la presse économique récente, ce point de vue est bien confirmé, car la campagne de constructions, facteur « objectif » considérable de la situation particulière de l'industrie roumaine, étant en train de ralentir, la situation apparaît compromise.

Nous croyons donc avoir démontré et précisé dans quelles conditions particulières et sous quels aspects la situation dans l'industrie roumaine a surmonté le fond de la crise et a évolué en dehors de la tendance générale de l'évolution des autres industries (représentée par les pays importants). D'une part, nous avons donc vu les traits communs de la crise dans l'industrie roumaine et dans les autres industries, dans l'industrie mondiale; d'autre part, nous avons vu les traits spécifiques de l'industrie roumaine dans la crise et surtout dans la dépression; nous nous proposons maintenant d'en tirer les conclusions.

(1) Etant donné qu'une loi d'assurance chômage n'existe pas en Roumanie, on ne peut avoir qu'une situation incomplète du chômage, mais on en peut juger d'après ces chiffres, son caractère général. En voici les évaluations officielles depuis 1929, évaluation... bien inférieures (hélas) à la réalité.

1929: 7.288; 1930: 25.335; 1931: 35.737; 1932: 38.890; 1933: 29.063; 1934: 17.253, chiffres d'après la *Revue internationale du Travail*, p. 264.

On peut consulter aussi le *Bulletin mensuel de statistique* (de la S.D.N.), ou bien le *Bulletin du Travail et des Assurances sociales*, Bucarest.

CHAPITRE III

LA CRISE MONDIALE ET LE MOUVEMENT DES REVENUS DIVERS DANS L'INDUSTRIE ROUMAINE

Il convient toutefois avant de passer aux conclusions, de caractériser dans un chapitre les observations faites dans cette importante partie de notre étude.

En définitive, nous avons vu dans cette partie, le mouvement des revenus patronaux et ouvriers pendant la période de crise et de la dépression en particulier.

Sans parler des mouvements de longue durée de ces deux catégories de revenus, on sait que dans les phases du cycle qui précèdent la crise, dans la prospérité surtout, le mouvement de ces deux catégories de revenus est parallèle. Sans doute dans la prospérité les revenus patronaux accusent-ils une hausse très grande; sans doute les revenus des ouvriers ne montent que très faiblement; mais enfin, les salariés profitent aussi de la prospérité quant au niveau de leurs revenus (si l'on fait abstraction du chômage) calculé même sur la quantité de travail fourni.

Pendant la crise — au contraire — grande baisse des profits, voire même disparition de ceux-ci, et aussi baisse des salaires qui, en général, varient peu soit dans la hausse soit dans la baisse (évidemment la classe ouvrière est très fortement touchée, et notamment quant à l'emploi, par le chômage). Mais il y a baisse des profits et des salaires.

La dépression est une phase pendant laquelle se préparent en quelque sorte les bases d'une prochaine reprise. Les industriels cherchent à diminuer leur prix de revient pour être prêts à profiter de ce qu'on appelle le « rétablissement de la confiance », de la reprise des affaires dans son plein.

En Roumanie, les industriels étaient prêts à pouvoir profiter d'une reprise des affaires, et ils en ont profité. Mais, en réalité, ont-ils profité d'un « rétablissement de la confiance », bénéficient-ils d'une reprise des affaires saine, durable, ou seulement d'une

reprise accidentelle, éphémère? Nous avons déjà émis une opinion à ce sujet et dans nos conclusions nous y insisterons davantage. Pour le moment bornons-nous à constater, dans cette phase de dépression où une reprise se manifestait dans certaines industries importantes, que, tandis que les profits apparaissent et montent même, les salaires décroissent de plus en plus. Le mouvement général est pour une fois renversé dans le cycle. Et ce phénomène caractérise (par son intensité) la phase particulière que traverse (ou qu'a traversée) l'industrie roumaine dans la crise mondiale.

CONCLUSIONS

« Pauvre paysan, pauvre royaume; pauvre royaume, pauvre roi » disait Quesnay quand la France était un pays essentiellement agricole (et... monarchique).

Pauvre paysan, pauvre industrie, pourrions-nous encore ajouter pour la Roumanie, aujourd'hui pays par essence agricole.

La crise mondiale a pénétré à fond dans l'industrie roumaine, surtout comme conséquence du plus grand appauvrissement de la paysannerie pendant la crise. Le directeur du B.I.T. M. Butler, lors de sa visite en Roumanie, a constaté que « ...seulement dans ce paupérisme de la couche paysanne il faut chercher la raison de la déchéance de la plus grande part du marché des articles industriels. » (1).

Grand exportateur de produits agricoles, la Roumanie a ressenti de suite dans les campagnes les conséquences de la baisse des produits agricoles sur le marché mondial. Cette baisse a réduit d'autant le pouvoir d'achat de la masse des consommateurs roumains, et l'industrie roumaine — même en profitant d'un système de tarifs douaniers protecteurs — s'est vue atteinte.

Les branches de l'industrie roumaine qui exportaient soit des matières premières et transformées (par exemple le pétrole et ses dérivés), soit uniquement des produits achevés (par exemple le sucre), ont subi la crise directement par l'effondrement des prix des produits industriels sur le marché mondial.

Donc, la plupart des industries roumaines, la totalité peut-on dire, — ont été influencées par la crise. Les industries fournissant des articles pour la consommation intérieure ont subi la crise, surtout comme étant la conséquence de ce qu'on appelle la crise agricole, de la surproduction agricole; les autres industries roumaines — les industries fournissant des produits pour l'exportation ont

(1) *Bulletin du Travail et des Assurances sociales*, Bucarest — N^{os} 4-6 (1934), p. 248 (1^{re} partie).

subi la crise, surtout comme étant la conséquence de la crise industrielle, de la surproduction industrielle.

La crise mondiale, qui a pris des proportions catastrophiques justement parce que ces deux sortes de surproduction sévissent à la fois et se raniment mutuellement, a pénétré dans l'industrie roumaine soit directement — par le marché industriel — soit à travers l'agriculture.

La crise mondiale actuelle, parmi de nombreuses caractéristiques, a cela de particulier, qu'elle n'est pas seulement une crise de surproduction industrielle, mais encore de surproduction agricole.

La crise mondiale, de la manière dont elle se présente, est un tout inséparable dont les composants sont la crise industrielle, agricole, financière, monétaire et encore d'autres facteurs. Il serait trop simpliste de dire, parce que la Roumanie est un pays agricole principalement, que la crise qui a pénétré dans son économie est uniquement due à la crise agricole. Au plus peut-on dire que la Roumanie a... contribué au marasme mondial surtout par sa surproduction agricole, mais on ne peut pas dire qu'elle n'a pas reçu en revanche les influences de la crise mondiale complexe, telle qu'elle a été rendue par la... contribution de tous.

Et voilà comment le caractère international des crises s'est accentué d'une crise à l'autre, englobant après les pays industriels, les pays agricoles au fur et à mesure que progressaient la « collaboration internationale et les échanges internationaux » (1).

Le caractère si universel de la crise mondiale est donc une conséquence de cette collaboration internationale qui a abouti à une conjugaison d'une crise industrielle avec une crise agricole qui se stimulent réciproquement. L'universalité de la crise mondiale vient du fait que hors des économies industrielles, ou semi-industrielles, agricoles ou semi-agricoles, il n'en existe pas d'autres et que toutes ces branches d'activité économique ont été ainsi paralysées.

La crise mondiale revêt une forme complexe sur le marché international. Elle se transmet sous cette forme dans les diverses économies nationales. Mais « ...s'il existe un marché international

(1) L. BROCARD, Principes d'économie nationale et internationale, tome I, p. 210.

constitué par la juxtaposition des marchés nationaux en communication les uns avec les autres, chaque marché national, nettement séparé des autres par des barrières douanières, par la diversité des systèmes monétaires, par toutes les influences qui font prédominer la collaboration interne sur la collaboration internationale, conserve encore, à l'époque actuelle, une individualité très forte » (1).

La crise mondiale est bien une sorte d'œuvre commune sur le marché international, c'est bien un tout complexe et homogène, mais ses répercussions ne sont pas rigoureusement semblables sur les divers marchés nationaux.

C'est ainsi que la crise revêt selon les économies, un aspect national, propre : dans un pays elle est plus âpre que dans un autre, certaines industries de tel pays sont moins sensibles à la crise que les industries semblables d'un autre pays.

Néanmoins, certains symptômes importants indiquent par leurs ressemblances qu'il y a beaucoup d'analogies entre les répercussions de la crise dans les différents pays. L'indice des prix, notamment, est presque synchronisé pour tous les pays.

Il y a donc des traits nationaux et des traits internationaux. Les principaux traits internationaux retrouvés dans l'économie roumaine et sur lesquels nous avons porté notre étude ont été :

- 1° La baisse des prix (industriels et non industriels);
- 2° La baisse de la production industrielle;
- 3° La baisse des revenus.

1° *La baisse des prix* s'est d'abord manifestée dans les prix des produits agricoles (voir fig. de la p. 40). Les prix des produits agricoles roumains sont en général plus sensibles aux influences des prix internationaux. Les prix des produits industriels ont été entraînés pour la plus grande part dans le mouvement de baisse, par la baisse survenue dans les prix des produits agricoles.

Et cela est d'autant plus vrai, que les prix des produits industriels importés ont été très faiblement déprimés, parce qu'étant les prix des produits des industries cartélisées, même à l'échelle internationale. (Il faut remarquer à ce propos que si sur le terrain national les prix des ententes industrielles n'ont pas été tout à fait inflexibles pendant la crise, ceux des ententes internationales ont été

(1) *Ibid.*, tome I, p. 216.

de beaucoup plus résistants et ont ainsi aggravé la crise parce que l'écoulement des stocks a été rendu par cela même plus difficile.)

Les prix dans l'industrie roumaine ont été entraînés dans la baisse par les prix des produits agricoles en général. Mais ils sont sous la dépendance des prix agricoles, non seulement quant au mouvement de baisse, toute hausse plus importante des prix des produits agricoles contribue à la hausse des prix des produits industriels.

Cela est d'autant plus visible depuis le milieu de 1932 quand, grâce surtout au moratoire et puis à la conversion des dettes agricoles, les prix des produits agricoles ont haussé. En effet, la conversion des dettes a allégé quelque peu le budget paysan, et a permis une faible hausse — passagère hélas! — des produits agricoles. Cela sans doute est dû à ce que le paysan était moins pressé de réaliser sa récolte. La hausse parallèle des produits industriels a été remarquée aussitôt.

C'est dire dans quelle mesure est influencée l'industrie roumaine par la situation du paysan!

La durée minime de cette hausse ne peut pas nous faire penser que c'est ici qu'il faut chercher une des causes du revirement de la production industrielle roumaine qui a des causes tout autres, comme nous l'avons vu.

Est-ce à dire que les prix des produits n'ont pas à leur tour influencé l'économie roumaine?

L'économie moderne attache beaucoup d'importance aux phénomènes d'action et de réaction, à juste titre d'ailleurs. Mais ce que la théorie imagine, n'est pas toujours très facilement prouvé en pratique. Les théories causales ne font que mettre l'accent sur les plus importantes, les plus consistantes causes d'un phénomène, tout en n'ignorant pas les autres causes, qui paraissent aux théoriciens moins importantes, plus secondaires. Ceux qui indiquent tel facteur, comme cause de tel phénomène, comprennent que ce facteur est le plus intéressant, le plus nécessaire à connaître du phénomène donné. On indique souvent que la cause désignée doit être considérée « en principe », « en général ».

Ainsi, Adam Smith dans sa « *Richesse des nations* » utilise-t-il dès le début cette façon de parler des causes (« Le travail annuel d'une nation est, *en principe*, le fonds, etc..., etc... »).

Il y a donc pour la plupart des théoriciens certaines causes de très grande importance qui sont « en principe » les causes déterminantes, d'après eux, d'un phénomène donné mais cela n'exclut nullement que d'autres causes moins essentielles peuvent agir aussi.

Nous pouvons donc dire en toute tranquillité que les prix roumains sont déterminés en principe, par le niveau des prix des produits agricoles. Les prix des produits industriels sont restés bas, dans leur ensemble, même pendant qu'une conjoncture favorable traversait l'industrie, parce que le pouvoir d'achat de la grande masse des consommateurs n'a pas augmenté. C'est en ce sens qu'il faut du reste interpréter ces mots : « pauvre paysan, pauvre industrie ! »

Le mouvement des prix est dominé en grande partie sur le marché roumain par le niveau des prix sur le *marché* mondial des céréales.

2° *La baisse de la production industrielle* est aussi un trait international observé dans l'économie roumaine pendant la crise.

Bien que cette baisse de la production a été surtout la conséquence de la baisse des prix à l'intérieur, nous avons noté que la production industrielle roumaine destinée à l'exportation a diminué, elle aussi, par le fait de la surproduction industrielle mondiale. Mais si les prix des produits industriels peuvent être maintenus, à l'intérieur, au-dessous des prix mondiaux grâce à la protection douanière, la production industrielle non écoulee à l'extérieur rend toute augmentation de la production en général improductive, puisqu'il y a autant de plus à écouler sur le marché national. A la surproduction intérieure s'ajoute la surproduction extérieure, ce qui ralentit beaucoup la production industrielle.

Durant la crise, la production industrielle roumaine a ainsi fléchi.

Cependant, étant donné que le marché intérieur est le plus important pour l'industrie roumaine, sa production peut suivre

un certain développement autre que le développement international.

La conjoncture que nous avons vue se produire, à un certain moment, dans l'industrie roumaine, d'où est résultée l'augmentation très sensible de sa production industrielle est le trait national de son développement.

La production industrielle roumaine présente donc un trait international, mais peut s'en soustraire plus facilement que les prix. Une conjoncture spéciale, une protection douanière efficace peut ranimer la production industrielle roumaine, d'autant plus qu'il existe un potentiel industriel : il faut utiliser quand même certains produits qui s'importent habituellement et qui peuvent être remplacés par des produits roumains. Evidemment, cela n'est pas sans conséquences pour le marché mondial, cela peut être même un simple palliatif, mais cela augmente toujours la production, au point de changer son mouvement par rapport à celui du reste de la production mondiale.

Tandis que les prix sont soumis en Roumanie à l'influence internationale d'une façon normale, parce que le niveau des prix agricole dépend du marché mondial et le niveau des prix industriels du niveau des prix agricoles, la production industrielle roumaine par contre n'est pas si liée au mouvement de la production internationale parce que son marché est plutôt national.

La production roumaine, ayant surtout un marché national, peut se dérober plus facilement aux traits internationaux; nous en avons vu un exemple.

Donc, la production industrielle roumaine est dominée tant par des traits internationaux que par des traits nationaux, mais le marché national l'influe plus parce qu'il est plus près d'elle.

3° *La baisse des revenus* est aussi un trait international. Pendant la crise, en Roumanie, les revenus ont diminué aussi bien dans l'industrie que dans les autres branches d'activité. Ils suivent en général un mouvement analogue aux prix, parce que le niveau des prix des produits agricoles indique le niveau des revenus d'un pays dont la population est en grande majorité rurale. En effet, il ne peut pas s'agir pour l'agriculture — surtout pour l'agriculture roumaine — d'une augmentation des revenus obtenus pendant la

crise, par suite de la rationalisation, si les prix restent bas. (On ne peut penser à la diminution des salaires des journaliers parce que la petite propriété est presque générale; l'outillage perfectionné est peu utilisé).

Dans la dépression par contre, on abandonne la machine pour revenir au travail manuel, on remplace le tracteur par un cheval, on réduit brusquement, si on ne supprime pas parfois complètement l'emploi des engrais artificiels.

Le niveau bas des prix agricoles pendant la crise et la dépression indique un revenu aussi bas dans l'agriculture et donc dans l'économie roumaine en général.

Mais les revenus *dans l'industrie*, comme nous l'avons vu, font à un certain moment dérogation à la **tendance** générale des revenus. Il est vrai qu'on peut dire que les bas salaires compensent la hausse des profits et qu'au fond il n'y a pas grand'chose de changé. Néanmoins c'est un aspect spécial, c'est un aspect national du problème.

Il y a dans le mouvement des revenus des traits dominants internationaux, mais des traits spécifiques nationaux ne font pas défaut.

Voyons maintenant les principaux traits nationaux relevés dans l'économie roumaine pendant la crise. Les plus remarquables de ces traits exclusivement nationaux se trouvent dans l'industrie roumaine. Les principaux se manifestent dans le mouvement de la production et des revenus industriels.

1° *Le mouvement de la production industrielle*

Les traits du « milieu roumain » dans le mouvement de la production industrielle nous sont connus. Au moment où la crise mondiale s'atténuait et où une certaine reprise se faisait jour dans le monde, quand la crise ne pesait plus si lourdement sur des marchés nationaux, la production roumaine augmente à un tel point, que le niveau de 1929 se voit dépassé.

Nous avons décélé les facteurs « objectifs » et « subjectifs » de la conjoncture favorable qui a déterminé cette hausse de la production industrielle.

Parmi les facteurs objectifs nous avons rencontré la campagne de constructions. La suspicion envers la monnaie nationale, et aussi envers les instituts de crédit roumains en ont été le moteur de la conjoncture favorable. (Il faut ajouter que l'exportation de l'argent a été pratiquement rendue impossible.)

Cela ne trouve pas d'équivalent dans les autres économies; c'est donc un trait national, particulier de l'économie roumaine pendant la crise mondiale. Nous avons vu, chose extraordinaire en effet, la « suspicion » moteur d'une certaine activité économique.

Mais parmi les facteurs « objectifs » de la conjoncture favorable, le protectionnisme douanier a joué aussi un rôle très grand. C'est la tendance des nations vers l'économie complexe que reflètent les diverses mesures à l'encontre de l'importation.

Surtout pendant la crise, et surtout pour les pays importateurs de produits manufacturés, un dilemme aigu est posé : comment équilibrer la balance commerciale et la balance des paiements ? Augmenter la vente à l'extérieur des produits agricoles est chose impossible, car il y a surproduction sur le marché mondial dans ce domaine aussi. Il reste alors à recourir à la limitation de l'importation, et cela sous des formes diverses : élévation des taxes douanières, contingentements, suppression du libre trafic des devises, et toutes sortes de mesures relevant du mercantilisme mais qui servent à la lutte « anticrise ».

Toutes ces mesures encouragent évidemment la production nationale, et une politique programme est menée en l'occurrence qui se résume dans ce mot d'ordre du parti libéral (*sic*) roumain, « par nous-mêmes ».

Cet aspect n'est certes pas spécial à l'économie roumaine ; pendant la crise, toutes les économies ont cette tendance, et cela a parfois des effets sinistres pour l'économie mondiale parce qu'au lieu de développer les débouchés on les amoindrit encore. Seulement cette poussée vers l'économie complexe a contribué à rendre possible cette augmentation caractéristique de la production roumaine et à ranimer un peu une partie de son économie.

Depuis le plus profond de la crise, la production industrielle roumaine marque donc un trait propre, un trait national.

2° *Le mouvement des revenus industriels.*

Le mouvement des revenus dans l'industrie roumaine revêt aussi depuis la même date que celui de la production un trait spécifique roumain.

Les revenus industriels, d'après notre dénomination figurent parmi les facteurs « subjectifs » de la conjoncture favorable dans l'industrie roumaine.

Ils ont ceci de caractéristiques que les revenus patronaux sont, ces derniers temps, inversement proportionnels aux revenus ouvriers. Le profit, moteur de l'activité économique, n'a pu être réalisé par l'augmentation des prix, et alors il a été obtenu par la diminution des frais, des salaires plus particulièrement.

Mais la contraction des frais n'a pas provoqué à elle seule le démarrage de l'industrie roumaine. Cette opération n'a pas été la plus importante pour pousser la production industrielle, tout en étant d'ailleurs indispensable. Elle n'a pas été la plus importante — en Roumanie du moins — parce que notamment la diminution des salaires est un fait de volonté, c'est une décision parfaitement réalisable.

Ce qui ne dépend pas de la volonté des industriels, c'est la réalisation d'une conjoncture « objectivement » favorable, c'est ce concours de circonstances qui rend possible le placement de nouvelles marchandises.

En Roumanie, la campagne de constructions, facteur « objectif » le plus important de la conjoncture favorable, n'a été nullement due à la volonté, à la décision des industriels.

C'est même la perspective d'une catastrophe économique qui l'a déterminée !

Nous pouvons donc dire que la conjoncture exceptionnelle, traversée par l'industrie roumaine, a « en principe » pour cause les facteurs « objectifs » dont nous avons fait état.

Les facteurs « objectifs » en sont la cause essentielle parce qu'ils ne sont pas sous la dépendance de l'entrepreneur. Les facteurs « subjectifs » ont une moindre importance parce qu'ils sont le résultat de la *volonté délibérée* de l'entrepreneur.

La conjoncture qu'a traversée l'industrie roumaine pendant la seconde partie de la crise mondiale est caractéristique de l'économie

roumaine. C'est un trait spécial de cette économie, car même les reprises partielles des industries des autres pays n'ont pas des causes semblables à celles qui ont provoqué la conjoncture favorable que nous avons pu voir.

*
* *

Après avoir vu ces différentes réactions dans l'industrie de la Roumanie, on peut poser la question, de savoir quelles sont les doctrines des crises qui paraissent en quelque sorte être vérifiées, dans leurs grandes lignes, par cette étude même.

Naturellement, la question ainsi posée est trop ample et trop délicate pour qu'on puisse à la suite de cette étude y répondre. Et cela d'autant plus, que l'on peut dire sans trop exagérer, que les explications des crises varient d'un économiste à l'autre. Même quand certaines explications s'imposent, leur adaptation n'est que partielle et presque toujours les réticences sont grandes.

Nous allons toutefois essayer d'envisager des grandes catégories de doctrines et d'en porter nos appréciations.

Les classifications mêmes des théories concernant l'explication des crises sont variées et sujets à discussion.

Nous choisissons d'après E. Wagemann (1), qui range dans une de ses classifications les doctrines que nous avons cru dégager la vérification à travers cette étude.

Wagemann distingue d'abord deux grandes catégories de théories :

1° *Les théories fonctionnelles* qui ne font dépendre le rythme cyclique d'aucun plan préconçu : « Ils se produisent suivant des lois de réaction, quand, en raison de relations réciproques des éléments économiques un mouvement quelconque provoque un mouvement contraire. »

Ce serait ce que M. Lescure (2) classe dans la discipline des « théories inorganiques », et sur lesquelles il remarque : « On prévoit, dès lors, quelle multiplicité de circonstances sont susceptibles d'amener une crise. »

(1) Pour tout ce qui s'en réfère, voir son *Introduction à la théorie du mouvement des affaires*, p. 22, 30 et suivantes.

(2) Op. cit., p. 395.

2° Les théories « *pseudo-causades* » forment la seconde catégorie distinguée par Wagemann.

Celles-ci ne seraient que des constatations d'une ou plusieurs relations fonctionnelles les plus importantes dans le mouvement économique. Elles se distinguent à leur tour selon le genre de perturbations considérées comme « causes de crises ». Quatre genres de perturbations considérés comme « causes de crises » peuvent être relevés :

a) Dans les relations entre le côté argent et le côté marchandises;

b) Dans les relations entre éléments touchant au côté argent ;

c) Dans l'équilibre des éléments touchant au côté marchandises;

d) Dans les relations entre éléments du côté argent et les éléments du côté marchandises.

Les théories fonctionnelles, ont ce désavantage (et avantage) qu'elles insistent également sur toutes les causes et laissent en ombre les causes prépondérantes. Les théories causales (ou « pseudo-causales » selon Wagemann), même si elles négligent certaines causes qui contribuent aux perturbations, mettent en lumière les facteurs qui doivent retenir de beaucoup notre attention.

Nous allons tenter d'expliquer plus loin, pourquoi notre préférence va vers les doctrines rangées dans la division « C » vers celles qui considèrent comme étant les plus importantes causes des crises, les perturbations intervenues entre l'équilibre des *éléments touchant au côté marchandises*; mais avant, voyons, toujours d'après Wagemann, qu'est-ce qu'on explique dans cette théorie-là.

« Dans cette théorie aujourd'hui (?) très répandue en Allemagne, dit Wagemann, on explique le rythme des affaires par la « disproportion entre la réalisation des moyens de production et « la réalisation des objets de consommation. Certains auteurs, tels « *Turgan Barnowski* se ralliant aux vues de Karl Marx, font remarquer, que, durant la période d'essor, la réalisation des moyens « de production passe au premier plan. L'arrêt de la demande provoque ensuite une baisse des prix des moyens de production et « le résultat de cette baisse c'est la catastrophe. En accord avec « *Turgan Barnowski* sur la plupart des points, *Spiethof* souligne

« le développement supérieur des industries « de consommation
« reproductive » relativement aux industries de « consommation
« directe ». La surproduction partielle qui en découle serait, d'après
« lui, une des causes du refus. *A. Aftalion* et *M. Bouniatian* pro-
« fessent des opinions analogues.

« Pour *Aftalion*, la surproduction des moyens de reproduire,
« durant la phase ascendante du cycle, détermine finalement une
« augmentation de l'offre des objets de consommation, de telle
« sorte que l'utilité finale s'abaisse au point de supprimer tous
« profits de la production. Dans cette théorie de la surproduction,
« *Aftalion* insiste beaucoup sur la question de l'élément temps.
« *M. Bouniatian* voit les causes de la surcapitalisation dans la ten-
« dance des économies privées à accumuler, contrairement aux
« intérêts de la « capitalisation sociale ». La consommation n'ab-
« sorbant pas tous les produits créés par un appareil productif
« démesurément agrandi, il se produit une « décapitalisation »,
« c'est-à-dire une dépréciation des moyens de production. *Sombart*
« considère « l'absence de proportion entre la masse des résultats
« de la production organique d'une part, et la masse des résultats
« de la production inorganique de l'autre », comme le fait décisif
« dans l'ensemble du rythme économique. »

Il est sans conteste que le mobile essentiel de l'activité éco-
nomique reste le profit, l'écart entre le prix de revient et le prix
de vente escompté. Seulement ce mobile ne caractérise pas exclu-
sivement l'époque moderne de l'industrie. Toute entreprise privée
depuis l'antiquité à nos jours a poursuivi cela. Le maître des ate-
liers phéniciens et l'industriel d'aujourd'hui ont fondé leur entre-
prise poussés l'un et l'autre par la tentation du profit.

Mais le machinisme a modifié la structure économique des So-
ciétés. Le maître d'autrefois, quand une disette sévissait et quand
les débouchés se fermaient, réduisait d'autant sa production, très
facilement. Les industriels d'aujourd'hui n'ont plus la même faci-
lité; de plus ce sont eux-mêmes qui malgré eux provoquent des
crises et cette fois-ci périodiques et de surproduction.

Ils n'ont pas la même facilité parce qu'il y a absence de plan,
parce qu'on produit à l'aveuglette et cela en dépit des trusts et
des cartels. Pour satisfaire une demande il y a plusieurs offres;

en vue d'un débouché qu'une industrie pourrait largement pourvoir dans un temps déterminé, nombreuses sont les industries qui misent sur ce débouché et qui *se préparent* à satisfaire les commandes à toute vapeur.

Dans la prospérité, par suite de la production encore suffisamment désordonnée, la réalisation de moyens de production passe ainsi sur le premier plan ! Et alors les commandes de moyens de production deviennent très intenses, tandis que les objets de consommation par leur pénurie se maintiennent à un prix élevé, jusqu'à la réalisation des commandes en moyens de produire. Mais ces commandes-là, et notamment celles de l'outillage, arrivent presque simultanément chez les entrepreneurs, parce que la prospérité détermine à un certain moment la majorité des entrepreneurs à les faire. Leur mise en fonctions fait que la pénurie des objets de consommation se transforme en un excédent, la production devient ainsi plus grande que la capacité d'achat des consommateurs, elle en excède ce qu'il n'en faut pour être absorbée au *prix espéré* : on surproduit.

Pendant la prospérité il y a donc eu disproportion entre la réalisation des moyens de production et la réalisation des biens de consommation, en ce sens que la production de la quantité des moyens de production était inférieure à la production de la quantité nécessaire des biens de consommation pour satisfaire aux demandes. Pendant la crise les données sont renversées, mais la disproportion persiste : la quantité de moyens de production devient supérieure à la production de la quantité nécessaire des biens de consommation accessibles à être absorbée par le nombre de consommateurs disposés à payer le prix demandé.

Et c'est ainsi que l'industrie même, dévalorise ses produits, c'est elle-même qui conduit à un nouveau genre de crises dans l'histoire de l'humanité, aux crises industrielles et périodiques de surproduction.

Ces crises n'ont pas été connues par les civilisations précédentes, et un plan n'était pas nécessaire pour ne jamais surproduire, parce que les outils utilisés étaient facilement et rapidement fabriqués, parce que le marché était aisément connu, parce que à la moindre sous-consommaion il était facile, en contre-partie, de pro-

duire mois proportionnellement. La machine, l'outillage (dans le sens moderne) n'existait pas alors, et par conséquent, il n'y avait pas de capitaux à rémunérer, pour la production en général, pas d'emprunts à rembourser coûte que coûte, pas de nécessité à produire *à tout prix*.

Mais tout cela est révolu : l'ère du machinisme a ses avantages et ses inconvénients !

Même dans l'industrie roumaine, pourtant si peu importante par rapport aux industries des pays occidentaux, ces phénomènes sont nettement remarqués. La réalisation des moyens de produire et plus particulièrement de l'outillage, subit une brusque chute dès l'arrivée de la crise. Dès que les débouchés se ferment — tant soit peu — l'industriel ne fait plus de commandes d'outillage. Mais une fois dans la possession de son outillage commandé il y a quelque temps, l'industriel ne veut pas (ou ne peut pas) le laisser improductif. Bien plus, il utilise tout le rendement de ses installations. La crise apparaît déjà à l'horizon et il produit encore comme nous avons pu voir même dans l'industrie roumaine des biens de consommation.

La surproduction en est le résultat inéluctable, car admettant même que le désir de consommer en général soit illimité et que tout le pouvoir d'achat y soit destiné, le désir de consommer une telle chose est déprécié et on ne consent à payer qu'un prix déprécié lui aussi. Ayant hâte d'écouler ses stocks, l'industriel déprécie lui-même sa marchandise et ainsi il ne trouve pas intérêt à produire, ralentit sa production, et la crise avec tout son cortège de difficultés et misères apparaît.

Il est vrai qu'en Roumanie, les bases profondes de la crise industrielle sont autres : la paupérisation encore plus grande du paysan par la déchéance des prix de produits agricoles, par la surproduction agricole internationale en premier lieu. Il est vrai que l'industrie roumaine a eu pendant la crise une situation relativement meilleure que les industries des pays industriels, et a pu réaliser la conjoncture favorable que nous avons vue grâce au fait que son marché est plutôt national qu'international.

Mais tout de même il y a des analogies frappantes entre le développement de l'industrie roumaine et l'industrie des autres

pays, des pays industriels, jusqu'au fond de la crise. Et ces analogies confirment que ce groupe de doctrines, que cette théorie qui cherche à expliquer la crise en s'attaquant à l'équilibre des éléments touchant au côté marchandises, doit être près de la réalité.

La Roumanie n'est pas un pays industriel, et c'est pourquoi les manifestations de la crise mondiale, qui est essentiellement une crise industrielle périodique de surproduction, ne peuvent vérifier une certaine doctrine économique par la seule étude du développement de l'industrie roumaine. C'est pourquoi aussi, les théories que nous croyons expliquer le mieux les causes profondes des crises ont été prises comme oscillant autour d'une idée centrale, car elles ne se consilient pas toujours. De plus, il y a des théories — comme celles de M. Lescure — qui complètent utilement, en bien des cas, certaines autres qui tiennent moins compte des phénomènes dignes à être relevés. Seulement, il ne nous est pas permis dans le cadre des conclusions d'une pareille étude de faire des amples discussions doctrinales.

*
**

L'Institut international du Commerce, dans un dossier relatif à la « Crise économique mondiale », publie un rapport présenté au nom du Comité parlementaire français du commerce, duquel nous reproduisons la suivante constatation (1) :

« La crise économique qui sévit sur le monde provient d'un déséquilibre entre les forces de production et le pouvoir d'achat des populations du globe, avec cette aggravation que la répartition du travail entre les entreprises, et des produits entre les marchés nationaux ou internationaux n'est pas suffisamment organisée. »

Tenant compte de ces constatations, deux grandes catégories de remèdes sont proposées par les théoriciens :

D'aucuns nous disent : puisque le pouvoir d'achat est inférieur aux forces de production existantes, augmentons donc ce pouvoir d'achat, en d'autres termes, trouvons pour l'excédent de la production des autres débouchés à l'intérieur de chaque pays.

(1) Rapport présenté par M. Julien DURAND, *Bruxelles*, 20 avril 1931, p. 24.

Mais comme ces théories revêtent plutôt le caractère de doctrine de « bouleversement social », parce que trop d'intérêts s'y trouvent mêlés, voyons qu'on propose autre chose.

Il s'agit en somme de rétablir la confiance et de permettre ainsi la reprise des affaires. Mais toute reprise des affaires ne veut pas dire nécessairement rétablissement de confiance. En Roumanie les affaires dans l'industrie ont un certain moment repris grâce à des circonstances exceptionnelles et non pas grâce à un rétablissement de la confiance (grâce au contraire... à la suspicion...)

Le rétablissement de la confiance est en fait conditionné par une multitude de circonstances et en particulier par la perspective des débouchés constants et d'importance. En ce sens Sombart a raison de dire que la crise se résoud par de nouveaux débouchés (1).

En Roumanie des nouvelles circonstances défavorables s'annoncent pour l'industrie même, parce que la base de la situation avantageuse a été précaire, comme nous avons pu nous rendre compte.

La phase actuelle de la crise, cette dépression particulièrement grave ne pourra être surpassée — croyons-nous — que grâce à des débouchés étrangers, et cela tant pour la crise dans l'économie des pays industriels que pour celle des pays agraires.

La crise actuelle se complique beaucoup, parce que même les vieux débouchés ont été fermés à la suite de la marche vers l'économie complexe. Mais si l'on veut améliorer sensiblement la situation dans le cadre de l'économie capitaliste, il faut trouver des débouchés, car c'est surtout ainsi que l'on peut rétablir la confiance dans l'avenir économique et pousser à la reprise des affaires.

M. Butler, parmi ses intéressantes constations faites dans les pays de l'Europe Orientale (nous avons déjà cité certaines), remarque qu'il « est évident que la prospérité ne pourra être rétablie dans l'Europe Orientale que seulement alors quand ses produits se vendront à l'extérieur ».

M. Condliffe, toujours de la Société des Nations, dans la *Revue de la situation économique mondiale en 1934-35*, constate (page 12) que « tant que le commerce international n'aura pas repris dans une mesure importante, il substituera dans presque tous les

(1) W. SOMBART — *L'Apogée du capitalisme*, t. II, p. 59, Payot — Paris 1932.

pays industriels, malgré le redressement sensible de la production nationale, un noyau irréductible de chômeurs ».

La reprise du commerce international est donc une question vitale pour tous les pays. Vouloir aujourd'hui éliminer toute relation économique avec l'étranger, même aux prix de sacrifices permanents, cela ne peut conduire qu'à l'aggravation de cette crise qui paraît durer indéfiniment et qui tend à dégénérer en guerres.

Vouloir produire un article par des méthodes sensationnelles, par des « Ersatz » c'est vraiment un défi à la civilisation, alors qu'on regorge ailleurs de matières premières et de tout ce qui est nécessaire.

Le temps est venu — croyons-nous — d'affirmer bien haut cette vérité première de la science économique, que, mener l'économie complexe au point de la faire dégénérer en autarkie, ne peut conduire qu'aux pires des catastrophes.

Paris, le 14 octobre 1935.

Vu :

Le président de thèse,
LUCIEN BROCARD

Vu et approuvé :

Nancy, le 2 janvier 1936.
Le Doyen de la Faculté,
Félix SENN.

Vu et permis d'imprimer

Nancy, le 3 janvier 1936

Le Recteur de l'Académie,
Président du Conseil de l'Université,
Louis BRUNTZ.

BIBLIOGRAPHIE (1)

- A. AFTALION. — Les crises générales de surproduction, Paris 1913.
Les crises économiques et financières (Recueil des Cours de l'Académie de Droit international, t. I, 1932).
- *O.-A. ANASTASIU. — Comparaison entre l'impôt sur le revenu en Roumanie et celui de l'étranger. Bucarest 1930.
- M. ANSIAUX. — L'inflation du crédit et la prévention des crises. Paris 1934.
- C. ARGENTOIANU. — Autour de la crise. Bucarest 1934.
- *I.-C. ATANASIU. — Le mouvement socialiste. Bucarest 1934.
- *C.-I. BAICOIANU. — Le rôle de l'Etat et des agriculteurs contre la crise. Bucarest 1934.
- A. BLANK. — La crise économique en Roumanie; Une solution. Bucarest 1922.
- V. BRATIANO. — La politique d'Etat du pétrole en Roumanie à la suite de la nouvelle Constitution et de la loi des mines. Bucarest 1927.
- L. BROCARD. — Conditions générales de l'activité économique. (Dans le traité d'économie politique de Henri TRUCHY.) Paris 1934. — Principes d'économie nationale et internationale. Paris 1929.
- G. CASSEL. — Traité d'Economie Politique. Paris 1929.
- G.-I. CIOROGARU. — Das neue Rumänien im neuen Europa. Bucarest 1932.
- *I.-M. CRISTEA. — Automatismes dans l'Etat. Bucarest 1934.
- *T. CRISTUREANU. — La Grande-Bretagne et la Roumanie, leur relations économiques 1929-1934, avec une préface par V. MAGEARU. Bucarest 1934.

(1) Les ouvrages marqués d'un (*) sont en roumain (nous notons ici que les publications consultées spécialement pour cette étude).

- H. DENIS. — Histoire des doctrines économiques. Bruxelles.
- *T. DOBRESKO. — L'industrie mondiale du pétrole en concurrence sur le marché Européen et dans le bassin Méditerranéen. Bucarest 1933.
- *P.-I. GHIATA. — Le problème des classes sociales. Bucarest 1929.
- *C.-D. GHEREA. — Le néoservage. Bucarest 1921.
- *CH. GIDE. — Cours d'Economie Politique. Paris 1920. — Le salaire (traduction de son ouvrage sur les Institutions de progrès social). Bucarest 1923.
- CH. GIDE et CH. RIST. — Histoire des Doctrines économiques. Paris 1929.
- *GH. GIUREA. — La situation de la Roumanie d'après guerre. Bucarest 1926.
- *S.-C. HARET. — La question paysanne. Bucarest 1905.
- *C. IANULESCO. — Les problèmes agraires et le développement industriel de la Roumanie. Bucarest 1934. — L'excédent de la population comme limite de l'exportation agricole. Bucarest 1934.
- V. IGNAT. — La coopération au service de l'agriculture roumaine (thèse). Lille 1933.
- N. IORGA. — Histoire des Roumains et leur civilisation. Paris 1920. — Origine et développement de l'idée nationale surtout dans le monde oriental. Bucarest 1934. — La Révolution Française et le Sud-Est de l'Europe. Bucarest 1934.
- *D.-I. JORDAN. — Les cycles économiques en Roumanie avant la guerre. Bucarest 1930. — *Les cycles et les baromètres économiques. Bucarest 1930. — *Le revenu national de la Roumanie. Bucarest 1930.
- *R. IRIMESCO. — L'action du gouvernement pour le soutien du prix du blé. Bucarest 1934.
- R. LAFARGE. — La crise économique mondiale vers la solution. Paris 1932.
- I. LAPIDUS et K. OSTROVITIANOV. — Précis d'économie politique. Paris 1929.

- B. LAVERGNE. — Le gouvernement des démocraties modernes. Paris 1933.
- J. LESCURE. — Des crises générales et périodiques de surproduction. Paris 1932.
- *V. MADGEARU. — La Turtukaia économique. Bucarest 1924.
- *M. et G. MANOILESCO. — La syndicalisation légale des industries. Bucarest 1932.
- *G. MARINESCO. — Le commerce roumain et la crise postbélégue. Craiova 1930.
- A. MARCHAL. — La conception de l'économie nationale et des rapports internationaux chez les mercantilistes français et chez leurs contemporains. Paris 1931.
- K. MARX. — *Le Capital* (surtout les livres II et III — Costes). Paris. — Histoire des Doctrines économiques (surtout le tome V, Costes). Paris.
- K. MARX et F. ENGELS. — Manifeste du Parti communiste. Paris 1934.
- *G. MELINTE. — L'économie générale du sucre et la crise. Bucarest 1932.
- *I. MINCA. — Notre politique monétaire de 1914 à 1931, Bucarest.
- GR. MLADENATZ. — Histoire des Doctrines coopératives, avec un avant-propos de M. BERNARD-LAVERGNE. Paris 1933. —
- *A. MURESEANU. — Les problèmes économique-sociaux vers le « plan quinquénal » de la Grande Roumanie, 1935-1940. Turda 1934.
- D. NAVACHINE. — La crise et l'Europe économique. Paris 1932.
- *G. NETTA. — Nos Banques et leur situation actuelle. Bucarest 1933.
- M. PIZANTY. — Le pétrole en Roumanie. Bucarest 1933. — *Les problèmes actuels de l'industrie roumaine de pétrole. Bucarest 1929.
- *V. POTARCA. — La crise actuelle. Bucarest 1934.
- V.-V. PROTOPOPESCO. — Le coût théorique de la vie et le niveau des salaires industriels. Bucarest 1934.
- E. PRUDI. — La Roumanie industrielle (thèse). Lille 1928.

- *I. RADUCANU et GR. MLADENATZ. — Les courants économiques actuelles. Bucarest 1934.
- *I. RADUCANU. — Le Budget de l'Etat dans la crise économique. Bucarest 1933. — *La dépression économique mondiale en comparaison avec les dépressions passées. Bucarest 1933.
- *C. RAMNICEANU. — La Société des Nations et les nouvelles tendances de réorganisation économique et politique de l'Europe. Bucarest 1934.
- CH. RIST. — Tableaux de l'Economie française (1910-1934). Paris 1935.
- P. REBOUD. — Précis d'économie politique. Paris 1934.
- *C. RUDESCO. — Le problème de la Confédération Danubienne dans la lumière des données économiques. Bucarest 1934.
- *H. SANIELEVICI. — Littérature et science. Bucarest. — *Des autres horizons. Bucarest. — *Populisme réactionnaire. Bucarest 1921.
- S. DE SISMONDI. — Nouveaux principes d'économie politique. Paris 1827.
- *B. SOLACOLU. — L'expérience capitaliste et la science économique. Bucarest 1934.
- W. SOMBART. — L'apogée du capitalisme. Paris 1932.
- *P. TONCESCO. — La politique nationale du pétrole. Bucarest 1934.
- H. TRUCHEY. — Cours d'économie politique. Paris.
- E. VARGA. — La crise économique, sociale, politique. Paris 1935.
- *S. VOINEA — Marxisme oligarchique (contribution au problème du développement capitaliste de la Roumanie). Bucarest 1926.
- E. WAGEMANN. — Introduction à la théorie du mouvement des affaires. Paris 1932.
- *ST-ZELETIN. — La bourgeoisie roumaine, son origine et son rôle historique. Bucarest 1925.

JOURNAUX ET PERIODIQUES

BULLETINS

Bulletin de l'Institut roumain pour la recherche de la conjoncture,
Bucarest.

Bulletin de l'Institut économique roumain, Bucarest.

Bulletin de la section économique de l'Institut social roumain, Bucarest.

Bulletin Démographique de la Roumanie, Bucarest.

Bulletin du Travail et des Assurances sociales, Bucarest.

Bulletin de la Statistique générale de la France, Paris.

Bulletin d'informations économiques (de la Banque nationale pour le commerce l'industrie), Paris.

Bulletin mensuel de statistique, Genève.

REVUES

L'Indépendance économique, Bucarest.

L'économie nationale, Bucarest.

La Vie roumaine, Bucarest.

Revue économique internationale, Bruxelles.

Revue internationale du Travail, Genève.

Revue d'Economie politique, Paris.

Revue industrielle, Paris.

Journal des économistes, Paris.

Dossier relatif à la Crise économique mondiale (édité par l'Institut international du commerce), Bruxelles.

Le Mois, synthèse de l'activité mondiale, Paris.

JOURNAUX

Argus, Excelsior, Adeverul, Diminialta, Universul, Bucarest.

L'Information, Le Temps, Le Journal des Débats, Le Peuple, Paris.

TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION	3
<i>Première partie. — LA CRISE MONDIALE ET LE MOUVEMENT DE LA PRODUCTION DANS L'INDUSTRIE ROUMAINE</i>	11
Chapitre I. — <i>La crise mondiale et le mouvement de la produc- tion dans l'industrie des « moyens de production »</i> ..	14
§ 1. — La production dans l'industrie du fer, du charbon, de l'électricité	15
§ 2. — La production dans l'industrie des matériaux de construction	19
§ 3. — La production dans l'industrie du pétrole.....	21
§ 4. — La production dans l'industrie des outillages et des véhicules	22
§ 5. — La crise mondiale et le mouvement de la produc- tion pour l'ensemble des « moyens de production » ..	23
Chapitre II. — <i>La crise mondiale et le mouvement de la pro- duction dans l'industrie des « biens de consumma- tion »</i>	25
§ 1. — La production dans l'industrie textile, du papier, des meubles, des chaussures.....	26
§ 2. — La production dans les autres industries des « biens de consommation ».....	27
§ 3. — La crise mondiale et le mouvement de la produc- tion dans l'ensemble des industries productrices des « biens de consommation ».....	28
Chapitre III. — <i>La crise mondiale et le mouvement de la pro- duction dans l'ensemble des industries roumaines</i> ..	29
<i>Deuxième partie. — LA CRISE MONDIALE ET LE MOUVEMENT DES PRIX DANS L'INDUSTRIE ROUMAINE</i>	32
Chapitre I. — <i>Les grandes catégories des prix de gros</i>	31
§ 1. — Quelques indices généraux des prix.....	35
§ 2. — L'indice des prix des produits industriels et l'in- dice des prix des produits agricoles et alimentaires..	39
Chapitre II. — <i>La crise mondiale et le mouvement des prix dans les principales industries</i>	42

§ 1. — Les prix dans l'industrie manufacturière.....	42
1° Les prix dans l'industrie alimentaire.....	42
a) Les prix dans l'industrie du sucre.....	42
b) Les prix dans l'industrie de l'huile végétale.....	47
2° Les prix dans l'industrie textile.....	48
3° Les prix dans l'industrie métallurgique.....	50
4° Les prix dans l'industrie du bois.....	54
5° Les prix dans l'industrie du cuir.....	56
6° Les prix dans l'industrie du papier.....	59
7° Les prix dans l'industrie des matériaux de construc- tion	60
8° La crise mondiale et le mouvement des prix dans l'ensemble des industries manufacturières	61
§ 2. — Les prix dans l'industrie extractive et minière....	64
1° Les prix dans l'industrie du pétrole.....	64
2° Les prix dans l'industrie du charbon.....	69
3° La crise mondiale et le mouvement des prix dans l'ensemble des industries extractives et minières..	70
Chapitre III. — <i>La crise mondiale et le mouvement des prix dans l'ensemble des industries roumaines</i>	72
<i>Troisième partie. — LA CRISE MONDIALE ET LE MOUVEMENT DES REVENUS DANS L'INDUSTRIE ROUMAINE</i>	77
Chapitre I. — <i>La crise mondiale et le mouvement des profits dans l'industrie roumaine</i>	79
§ 1. — Le rendement industriel	79
§ 2. — Les émissions de capitaux	81
§ 3. — La situation des chemins de fer.....	84
Chapitre II. — <i>Force motrice et salaires pendant la crise mon- diale</i>	85
§ 1. — La force motrice.....	87
§ 2. — Les salaires	88
Chapitre III. — <i>La crise mondiale et le mouvement des reve- nus divers dans l'industrie roumaine</i>	91
CONCLUSIONS	93
Bibliographie	110

IMP. CENTRALE, 5, RUE ERARD, PARIS. TÉL. DID. 49-82.
